

21 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/en-iran-le-voile-comme-antidote-aux-problemes-sociaux-21-09-2022-2490860_2.php

En Iran, le voile comme antidote aux problèmes sociaux

CHRONIQUE. Mahsa Amini est morte après avoir été arrêtée par la police des mœurs. **Mais sommes-nous encore capables de comprendre la résistance des Iraniennes ?**



L'annonce du décès de Mahsa Amini a provoqué une onde de choc dans tout l'Iran. © OZAN KOSE / AFP

*Par Djemila Benhabib**

Publié le 21/09/2022 à 19h00

La spirale infernale de la dictature islamique iranienne vient d'emporter une jeune femme de 22 ans à Téhéran. En visite dans la capitale en compagnie de sa mère, Mahsa Amini a été arrêtée en pleine rue par la redoutable police des mœurs, qui lui reprochait de « mal » porter son voile. L'annonce de son décès a provoqué une onde de choc dans le pays qui a donné lieu à des marches de protestation contre le régime, d'abord dans sa ville natale, Saghez, là où elle a été inhumée samedi dernier. Sur les réseaux sociaux, des vidéos montrant des femmes en train de couper leurs cheveux et de brûler leurs voiles circulent.

L'unité de la « moralité » constituée de miliciens rapidement mobilisables chargés, entre autres, de pourchasser les fillettes, les jeunes filles ainsi que les femmes accusées du délit du vernis à ongles, par exemple, ou de celui de la mèche rebelle est féroce. Les femmes « mal voilées » peuvent recevoir jusqu'à 74 coups de fouet et une peine d'emprisonnement de plusieurs années. Les courageuses sont loin de baisser la tête et de courber l'échine.

Affaire d'État

Imposé dès la première année de l'école primaire, le voile est devenu une affaire d'État peu après la proclamation de la République islamique d'Iran, en 1979. Le pays passe du cercle corruption-répression du chah avec sa folie des grandeurs et sa police, la savak, abjecte et criminelle à une autre répression encore plus terrifiante qui régule l'habillement ainsi que les moindres faits et gestes des femmes. Qui aurait cru que le pays de Norouz et de la poésie de Ferdowsi sombrerait, un jour, dans les frasques d'une telle machination ?

Alors que le clergé chiite soumet la société au droit divin, l'économie périclité, l'élite intellectuelle, lorsqu'elle n'est pas décapitée, prend le chemin de l'exil et le chômage bat des records. Les mollahs ont totalement noyé la sphère politique par le discours religieux, dominé par le contrôle, sans précédent, de la sexualité des femmes, offert comme antidote aux problèmes de logement, d'emploi, de santé et d'éducation. S'il y a un tremblement de terre, c'est à cause d'elles !

Si le pays est traversé par des sécheresses à répétition, c'est encore de leur faute ! Si l'équipe nationale de foot perd un match important, c'est toujours vers elles que les regards se tournent !

« Le hidjab est une protection »

Dans les espaces publics, des panneaux martèlent la conduite à suivre : « Ma sœur, ton hidjab est une arme contre l'ennemi » ; « Ma fille, le hidjab est une protection, pas une restriction ». Pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), ces rappels à l'ordre côtoient souvent les effigies des martyrs établissant un parallèle entre le patriotisme et le respect des codes vestimentaires. La « bonne » Iranienne est celle qui se voile. Celle qui veut ressembler aux « Occidentales » est une putain, « une traître à sa nation ». C'est d'une limpidité absolue. Résumons : il y a donc les voilées d'un côté et les putains de l'autre, comme l'écrivait la romancière et essayiste Chahdortt Djavann.

Pour une Iranienne, la recherche éperdue de liberté est presque une maladie. Que dis-je ? Cette irrésistible obsession est la plus grave des pathologies et certainement la plus dangereuse, qui précipite le régime dans une espèce de panique généralisée. Les femmes libres, on les entasse dans des asiles, on les enferme, on les efface. Que de femmes violées, torturées et tuées par les milices paramilitaires ! Loin d'avoir renoncé à leur désir d'émancipation, des femmes se maquillent, se parfument, soignent leurs ongles, portent des bijoux, ajustent leurs vêtements, dégagent leur cou du fichu voile qu'elles sont nombreuses à renvoyer de plus en plus en arrière, laissant apparaître quelques mèches de cheveux. Pour ces rebelles, pas question de vivre par procuration.

Risquer sa vie

Aujourd'hui, cette résistance des Iraniennes s'ouvre sur notre horizon européen qui peine à comprendre leur mobilisation. Il n'y a qu'à voir le discours d'une certaine gauche communautariste pour banaliser la portée du voile islamique et n'en faire qu'une simple question de « choix » individuel pour réaliser l'ampleur de la fracture qui la sépare de celles qui risquent leur vie pour vivre libres. Pour cette gauche communautariste, c'est notre société qui est prise d'un vertige répressif antimusulman, coupable d'organiser le dévoilement forcé des musulmanes. Trop souvent, cette gauche compassionnelle se complaît dans une admiration béate pour des « médiocrités exotiques ». Pensez-y, cette camisole de la pudibonderie est portée par des filles de plus en plus jeunes ici même, chez nous. Surtout, que personne ne vienne me dire que l'on choisit de s'enfouler à 8 ans. Non, je ne crois pas un seul instant que des fillettes puissent chercher à transpirer à grosses gouttes sous des blouses trop longues et des chaussures trop fermées...

**Politologue et écrivaine, Djemila Benhabib travaille à Bruxelles au Centre d'action laïque (CAL). Elle est née à Kharkiv (Ukraine) et a grandi en Algérie, pays qu'elle a dû quitter en 1994 après une condamnation à mort du Front islamique du djihad armé. Elle s'est réfugiée avec sa famille d'abord en France, puis a vécu au Québec, où elle a milité en faveur d'une loi sur la laïcité de l'État. Autrice de plusieurs essais, parmi lesquels « Ma vie contre-Coran », elle a reçu plusieurs récompenses internationales. Son dernier ouvrage : « Islamophobie, mon œil ! » (Kennes, 2022).*

21 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/deutschland-wer-ein-kraftwerk-blockiert-ist-kriminell-ld.1703577>

DER ANDERE BLICK

Wer ein Kraftwerk blockiert, ist kein Aktivist, sondern kriminell

In Brandenburg legen 40 Menschen einen Teil des drittgrössten deutschen Kraftwerks lahm, und fast keinen interessiert es. Das liegt auch an einer verniedlichenden Sprache, die Extremisten zu Aktivisten macht.

Marc Felix Serrao, Berlin

21.09.2022, 05.30 Uhr



Mitglieder der Gruppe Unfreiwillige Feuerwehr blockierten am Montag Gleise des Kohlekraftwerks im brandenburgischen Jänschwalde. Patrick Pleul / dpa

Mitglieder der Gruppe Unfreiwillige Feuerwehr blockierten am Montag Gleise des Kohlekraftwerks im brandenburgischen Jänschwalde.

Stell dir vor, es ist Energiekrise, und du kannst einfach mal ein Kraftwerk lahmlegen. So geschehen an diesem Montag im brandenburgischen Jänschwalde nahe der polnischen Grenze. Etwa 40 Menschen blockierten Gleise und Förderbänder von Deutschlands drittgrösstem Kraftwerk und sorgten dafür, dass die Betreiber zeitweise die halbe Anlage vom Netz nehmen mussten. Ein Unternehmenssprecher sprach später von einem «Angriff auf die Versorgungssicherheit». Angesichts der prekären deutschen Lage war das keine Übertreibung.

«Jede Kilowattstunde hilft»: Das hat der grüne Wirtschaftsminister Robert Habeck den Bürgern und Unternehmen des Landes schon im Juni eingeschärft. Bedenkt man, dass die Blockade vom Montag die Stromproduktion in Jänschwalde um ein Gigawatt reduziert haben soll, hätte Habeck eine Million Gründe, die Verantwortlichen zu kritisieren. Aber vom Minister kam – nichts.

Die ganze Bundesregierung schwieg zu dem Angriff. Die überregionalen Medien berichteten allenfalls knapp und routiniert. Gewiss, der Kraftwerksbetreiber Leag protestierte und erstattete Anzeige; er ist eines der grössten Energieunternehmen im Osten Deutschlands und einer der wichtigsten Arbeitgeber der Region. Auch der brandenburgische Innenminister von der CDU reagierte. Er nannte die Blockierer «Verbrecher» und wünschte ihnen empfindliche Strafen. Aber den Rest der Republik liess der Angriff auf eine kuriose Weise kalt.

«Wer nicht hüpf, der ist für Kohle, hey, hey!»

Liegt es daran, dass die Temperaturen noch herbstlich und die dramatisch gestiegenen Strom- und Gaspreise bei vielen Bürgern noch nicht in Form von real gewordenen Rechnungen angekommen sind? Vermutlich auch. Aber der Hauptgrund für das entspannte Desinteresse dürfte das Etikett sein, mit dem fast alle Medien die Kraftwerkblockierer reflexhaft präsentiert haben: als «Klimaaktivisten».

Der Begriff hat für die meisten Menschen bis heute einen positiven Klang. Man denkt an Greta Thunberg, ihr selbstgemachtes Schild und ihre Millionen meist sehr jungen Anhänger. Klima und Aktivismus, das klingt wie Umweltbewusstsein plus Frühsport: «Wer nicht hüpf, der ist für Kohle, hey, hey!»

Für viele Klimaaktivisten ist der Begriff auch nach wie vor passend. Sie engagieren sich für einen Ausbau erneuerbarer Energiequellen, verzichten aufs Auto, reisen CO₂-sparend und essen kaum Fleisch oder gar keines mehr. Aber es gibt auch die anderen, die sich vor lauter Sorge ums Klima nicht nur ein bisschen radikalisiert haben.

Umschwärmte Leitfiguren wie Luisa Neubauer

Sie kleben ihre Hände auf Strassenkreuzungen oder an historischen Gemälden fest, durchstechen Autoreifen und versuchen, Teile der Energieinfrastruktur zu blockieren, mal im Hafen von Hamburg, mal auf einer Baustelle für ein geplantes Flüssiggas-Terminal. Angetrieben werden sie dabei auch von medial umschwärmten Leitfiguren wie Luisa Neubauer, die mal dazu aufrufen, «zu blockieren, was zerstört», und mal damit kokettieren, [eine Pipeline in die Luft zu jagen](#). Nur im Spass, versteht sich.

Es wäre falsch, Menschen, die sich – zu Recht – für mehr Klimaschutz einsetzen, pauschal zu kriminalisieren. Es ist auch falsch, wie etwa die AfD, von «Klimaterroristen» zu sprechen; noch ist niemand in den Untergrund gegangen, und noch sind die Mittel des Protests fast ausnahmslos gewaltlos.

Aber es ist ebenso falsch, Menschen, die ein Kraftwerk blockieren und damit die Energieversorgung einer kriselnden Volkswirtschaft gefährden, als Aktivisten zu bezeichnen. Die Verniedlichung wird dem Ernst der Lage nicht gerecht. «Sollen sie doch alle kalt duschen», spotteten die Blockierer von Jänschwalde nach ihrer Aktion auf Twitter. Wie lustig. Im Winter, bei Minusgraden, würden Stromausfälle schnell lebensbedrohlich werden.

Wer Straftaten begeht, um politische Ziele zu erreichen, ist ein Extremist. So muss man ihn oder sie nennen. Ob der grüne Minister Habeck, der in Deutschland für die Energiesicherheit hauptverantwortlich ist und nach eigenem Bekunden um jede Kilowattstunde kämpft, beim

21 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/zuerich/gender-sprache-an-hochschulen-in-zuerich-drohen-punkteabzuege-ld.1679640>

«Das generische Maskulinum ist explizit nicht erwünscht»: An Zürcher Hochschulen drohen Punkteabzüge, wenn keine gendergerechte Sprache verwendet wird

Die Zürcher Bildungsinstitutionen sind auf das Gendern besonders sensibilisiert. Nun regt sich Widerstand.

Nils Pfändler

16.04.2022, 05.00 Uhr



Die Genderdiskussion wird emotional geführt – auch an den Hochschulen. Karin Hofer / NZZ

Die Diskussion um gendergerechte Sprache ist hochemotional. Die Gräben zwischen radikalen Sprachbewahrern und den unbeugsamen Gendersternbefürworterinnen scheinen unüberwindbar. Die einen sehen im Gendern eine Verhuzung der Sprache, die anderen den einzigen Weg zur Gleichstellung der Geschlechter.

Nüchtern betrachtet stellt sich in der deutschen Sprache die Herausforderung, dass die Grammatik männliche und weibliche Formen vorsieht, diese im Sprachgebrauch aber nicht immer mit dem Geschlecht aller benannten Personen übereinstimmen.

Beim Wort «Schüler» können Buben und Mädchen gemeint sein, sagen die einen. Es müsste «Schülerinnen und Schüler», «Schüler*innen», «SchülerInnen» oder «Schüler_innen» heissen, meinen die anderen.

Die Zürcher Hochschulen sind auf das Thema gendergerechte Sprache besonders sensibilisiert. Schon seit Jahren haben sich dort Begriffe wie **«Studierende»** oder **«Dozierende»** weitgehend durchgesetzt.

Wie sich jetzt zeigt, kann der Sprachgebrauch sogar Auswirkungen auf die Note haben: Bei Prüfungen und schriftlichen Arbeiten drohen Punkteabzüge, wenn keine gendergerechte Sprache verwendet wird. Das zeigt eine Umfrage der NZZ bei Zürcher Bildungsinstitutionen.

«Mitgemeint» geht nicht mehr

Bei der Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften (ZHAW) könnten die Dozierenden die gendergerechte Sprache als Bewertungskriterium festlegen, heisst es auf Anfrage. Dies müsse jedoch vorher angekündigt werden.

Ein neuer Leitfaden sei in Erarbeitung, der für die offizielle Kommunikation der Hochschule verbindlich, für alle anderen Bereiche eine Empfehlung sein werde, schreibt die Hochschule. «Jedoch ist das generische Maskulinum an der ganzen ZHAW explizit nicht erwünscht.»

Die ETH verweist als Institution des Bundes auf den [Leitfaden zum geschlechtergerechten Formulieren der Bundeskanzlei](#). Grundsätzlich liege es im Ermessensspielraum der Dozierenden, die genauen Bewertungskriterien bei Leistungsnachweisen festzulegen. Wenn formale Anforderung an die Verwendung geschlechtsneutraler Sprache ein Bewertungskriterium seien, sollte dies wie jedes andere Beurteilungskriterium den Studierenden klar im Vorfeld kommuniziert werden.

Der Medienstelle der Universität Zürich sind keine Fälle von Punkte- oder Notenabzügen bekannt. Die Notengebung sei jeweils Sache der Dozierenden, heisst es. Welche übergeordneten Kriterien hierfür festgelegt und angewendet würden, entschieden die Fakultäten und die Institute. Eine einheitliche Regelung gibt es also nicht.

Die Universität verweist aber ebenfalls auf einen Leitfaden. Im Vorwort heisst es dort: «Lange war es üblich, dass Frauen in deutschen Texten nicht direkt genannt, sondern **im <generischen Maskulinum> bloss mitgemeint** waren. Dass das heute nicht mehr geht, ist nicht nur eine Frage des Respekts.»

Die aktuellen Leitfäden der Hochschulen lassen indes Formulierungen wie die Verwendung der männlichen und weiblichen Form oder geschlechtsneutrale Begriffe offen. Die Richtlinien zwingen also niemandem die Verwendung des Gendersterns auf.

«Politische Indoktrination»

SVP-Kantonsrat Claudio Schmid geht das trotzdem zu weit. Er sagt: «Ich will keine politische Indoktrination in einer öffentlichen Schule. Das hat an einer Bildungsinstitution nichts verloren. Wir haben renommierte Hochschulen. Die sollen der Wissenschaft nachgehen und nicht über den Genderstern diskutieren.»

Gemeinsam mit zwei Ratskollegen von der FDP hat der Unternehmer deshalb eine Anfrage beim Zürcher Regierungsrat eingereicht. Die Kantonsräte verweisen darin auf den **Rat für deutsche Rechtschreibung, der letztes Jahr die Aufnahme des Gendersterns und anderer verkürzter Formen «nicht empfohlen» hat.**

Die Parlamentarier wollen von der Regierung wissen, welche Regeln gelten, wie die Rechtslage aussieht und wie sich Schülerinnen und Studenten gegen die Verwendung «einer so genannt

«gendergerechten Sprache» zur Wehr setzen» können. Es ist von «Zwang», «**obligatorischer Sprachlenkung**» und «**politischer Vereinnahmung durch staatliche Funktionäre**» die Rede.

Genderstern-Verbot befürchtet

Philippe Wampfler ist anderer Meinung. Der Lehrer, Autor und Dozent für Fachdidaktik Deutsch äusserte sich auf Twitter zu dem Vorstoss. «Nun setzen sich auch in Zürich rechte Politiker*innen dafür ein, gerechte Sprache zu verbieten», kommentierte er.

Wampfler verwies damit auf den Kanton **Aargau. Dort hat der Regierungsrat den Kantonsschulen Anfang Jahr die Verwendung des Gendersterns verboten.** Wampfler erkennt hinter der Anfrage in Zürich nun dieselbe Absicht. «Ein solches Verbot ist eine Sprachsteuerung», sagt der Gymilehrer auf Anfrage, «nicht die Verwendung von unterschiedlichen Sprachformen.» SVP-Kantonsrat Schmid bestreitet auf Nachfrage, ein solches Verbot anzustreben. «Verbote sind nie eine Lösung.»

Wampfler versucht in seinem Unterricht ein Bewusstsein für das Thema zu schaffen. Es gehe darum, die verschiedenen Varianten zu besprechen, sie kritisch zu evaluieren und sich mit den Argumenten beider Seiten auseinanderzusetzen. Das sei auch für die Vorbereitung auf das Berufsleben wichtig. «**Der Genderstern existiert nicht nur in den Köpfen von Aktivistinnen, er wird auch in der Privatwirtschaft bereits von vielen Firmen gebraucht**», sagt Wampfler.

Einen Punkteabzug gibt Wampfler seinen Schülern aber nicht, wenn sie in Prüfungen und Aufsätzen nur das generische Maskulinum verwenden. An den Hochschulen ist ein Punkteabzug aus seiner Sicht gerechtfertigt, wenn es sachliche Argumente dafür gibt, die Regel nicht als willkürliches Kriterium daherkommt und die Formulierungen den Gepflogenheiten des jeweiligen Fachs entsprechen.

Was die Zürcher Regierung über das heikle Thema denkt, ist noch unklar. Der Regierungsrat hat nun drei Monate Zeit, um auf die Anfrage der drei Kantonsräte zu antworten.

21 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/repartir-les-immigres-en-zone-rurale-ne-ferait-que-renforcer-les-difficultes-de-nos-campagnes-20220920>

«La délocalisation de la banlieue à la campagne, ou l'extension du malheur français»

Par [Ronan Planchon](#)

Publié hier à 11:18, mis à jour il y a 3 heures



«L'idée de décentraliser l'immigration vers les espaces ruraux n'est pas nouvelle puisqu'elle a déjà été appliquée en 2015-2016, sous la présidence de François Hollande». *Stockbym / stock.adobe.com*

ENTRETIEN - Lors d'une intervention devant les préfets à propos du futur projet de loi sur l'immigration, Emmanuel Macron a suggéré de répartir les immigrés autrement, notamment en zone rurale. Pour le géographe Laurent Chalard, cela reviendrait à délocaliser les problématiques des banlieues à l'ensemble de nos régions.

Laurent Chalard est géographe et travaille au European Centre for International Affairs. Retrouvez-le sur son [blog personnel](#).

LE FIGARO. - Selon Emmanuel Macron, notre politique qui consiste à accueillir les nouveaux arrivants dans les quartiers les plus pauvres est «absurde». Partagez-vous son constat ?

Laurent CHALARD. - Étant donné le mauvais diagnostic de départ du président de la République, la question ne se pose pas de cette façon. En effet, la France n'ayant aucune politique d'accueil des nouveaux arrivants, ces derniers se dirigent préférentiellement vers les territoires où sont déjà présents leurs congénères, leur assurant des réseaux d'entraide et la possibilité d'obtenir des opportunités d'emplois, suivant la logique de la filière migratoire, ce qui les conduit mécaniquement à se rendre dans les quartiers populaires des grandes métropoles ou des villes moyennes, qui jouent le rôle de sas avec l'étranger. Il n'y a donc aucune absurdité dans la situation actuelle, que l'on retrouve dans tous les pays du monde, la majorité des migrants ayant décidé d'une destination finale précise lorsqu'ils quittent leur pays d'origine. Si absurdité il y a, c'est plutôt l'inexistence d'une politique de gestion des flux d'immigration en France depuis plusieurs décennies, la «politique de la ville», qui porte mal son nom, étant censée résoudre la question sans jamais aborder le sujet frontalement. À l'arrivée, nous connaissons mal la géographie détaillée du premier lieu de résidence des personnes qui s'installent en France, d'autant que, pour un nombre non négligeable d'entre elles, leur entrée dans les statistiques officielles ne se fait que lors de leur régularisation alors qu'elles étaient déjà domiciliées sur le territoire depuis plusieurs années.

La décentralisation de l'immigration apparaît donc comme une fausse « bonne idée » sauf dans les territoires ruraux connaissant un manque de main-d'œuvre.

Après avoir annoncé un projet de loi relatif à l'immigration qui sera déposé dès début 2023», le chef de l'État a plaidé pour répartir autrement les étrangers accueillis sur le territoire, notamment dans les «espaces ruraux». Faut-il décentraliser l'immigration ? Quelles en seront les conséquences ?

L'idée de décentraliser l'immigration vers les espaces ruraux n'est pas nouvelle puisqu'elle a déjà été appliquée en 2015-2016, sous la présidence de François Hollande, lors de la relocalisation des migrants de la «jungle de Calais», où ces derniers ont été répartis dans différents centres d'hébergement sur l'ensemble du territoire hexagonal, comme par exemple à Varennes-sur-Allier, petite ville de l'Allier de 3600 habitants, ou à Pouilly-en-Auxois, commune de Côte d'Or de 1500 habitants. Cependant, ces centres se sont vidés assez rapidement, tout simplement parce que les migrants, dont une large part souhaitait rejoindre des proches au Royaume-Uni, n'avaient pas comme objectif premier de vivre en France, d'autant qu'ils ne maîtrisaient pas les rudiments de notre langue et que les perspectives d'emploi y apparaissaient inexistantes, étant installés dans des territoires déclinants. En conséquence, il est fort probable qu'une nouvelle mesure de ce type produirait les mêmes effets, les migrants, après quelque temps passés dans les campagnes, émigrant, comme la jeunesse locale, vers les grandes villes. La décentralisation de l'immigration apparaît donc comme une fausse «bonne idée» sauf dans les territoires ruraux connaissant un manque de main-d'œuvre.

Le président de la République a mis l'accent sur les zones «qui sont en train de perdre de la population», et où «nous devons fermer des classes, vraisemblablement des écoles et des collèges». Cette solution peut-elle permettre de repeupler nos campagnes et de les redynamiser?

Une déprise démographique touchant une partie des campagnes françaises, en particulier dans le quart nord-est du pays le plus touché par la désindustrialisation avec des départements en grande difficulté comme les Ardennes ou la Haute-Marne, l'arrivée de nouveaux habitants, qui ont une structure par âge beaucoup plus jeune que la population locale, pourrait avoir un impact statistique certain, conduisant à atténuer la diminution de la population et à éventuellement ramener des enfants dans les écoles. Cependant, pour que cette politique soit efficace, il faudrait que les immigrés en question soient des couples en âge d'avoir des enfants et que les territoires d'accueil leur proposent des emplois correspondant à leur niveau de qualification.

Il s'ensuit que l'implantation de personnes pauvres ne ferait que renforcer les difficultés sociales que connaissent les zones rurales et contribuerait à faire bondir les scores, déjà élevés, du Rassemblement national.

Laurent Chalard

En effet, si ce n'est pas le cas, soit ils vont repartir très rapidement vers les grandes métropoles, soit leur sédentarisation conduira à l'émergence d'énormes problèmes sociaux au sein de nos campagnes puisque des personnes d'origine étrangère sans emploi se retrouveraient sans perspectives d'avenir au milieu de nulle part, étant, d'une certaine manière, assignées à résidence. Ce ne serait qu'une délocalisation de la problématique des banlieues populaires à l'ensemble de nos régions. Il s'ensuit que l'implantation de personnes pauvres ne ferait que renforcer les difficultés sociales que connaissent les zones rurales et contribuerait à faire bondir les scores, déjà élevés, du Rassemblement national.

Parallèlement, Emmanuel Macron a évoqué la nécessité de conditionner davantage l'octroi de visas à «l'esprit de coopération pour reprendre les étrangers en situation irrégulière». Notre politique de reconduite à la frontière est-elle efficace ? Comment l'améliorer ?

L'inefficacité de la politique de reconduite aux frontières des étrangers présents de manière illégale sur notre territoire, comme les déboutés du droit d'asile, est proverbiale, seule une petite partie des départs ayant effectivement lieu. Cependant, c'est une question très sensible car l'expulsion d'étrangers en situation irrégulière doit se faire dans le respect de la dignité humaine que l'on attend du pays des droits de l'homme.

En effet, pour une partie des demandeurs d'asile, selon le droit international, on ne peut les renvoyer dans leur contrée d'origine du fait du contexte géopolitique y régnant (guerre, persécution des opposants...). Pour d'autres immigrés illégaux, la problématique vient du fait que les pays émetteurs ne souhaitent pas récupérer leurs concitoyens car l'émigration constitue une soupape de sécurité du fait d'un niveau de développement économique insuffisant pour assurer la prospérité à l'ensemble de leur population.

Leurs dirigeants préfèrent donc voir leur jeunesse pléthorique, potentiellement contestatrice, partir définitivement sous d'autres cieux. Dans ce cadre, seule une politique de coopération active, maniant la carotte et le bâton, avec les principaux pays en question pourrait s'avérer efficace, ce que semble envisager Emmanuel Macron.

21 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/les-francais-majoritairement-opposes-a-la-relande-de-la-reforme-des-retraites-selon-un-sondage-20220921>

Les Français majoritairement opposés à la relance de la réforme des retraites, selon un sondage

Par [Jean Cittone](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 2 heures



77% des Français ne veulent pas que la réforme des retraites passe par voie d'amendement au PLFSS. Le Figaro

SONDAGE - 72% des Français estiment qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter l'âge légal de départ pour réformer le système des retraites, selon un sondage réalisé par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro.

Près de dix ans après la dernière réforme du système de retraites, les Français sont une majorité (55%) à ne pas vouloir que ce débat soit relancé, selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*. Seuls les sympathisants de Renaissance (84%) et des Républicains (60%) souhaitent que cette réforme aboutisse. Aux deux bords de l'échiquier politique, ce rejet est particulièrement marqué : seuls 21% des proches des Insoumis et 29% de ceux du Rassemblement national souhaitent que cette réforme soit relancée. Avorté en 2020 à cause de l'épidémie de coronavirus, le projet de réforme des retraites porté par Édouard Philippe était une promesse de campagne d'Emmanuel Macron en 2017. Les syndicats s'y étaient farouchement opposés, refusant notamment le report de l'âge de départ à taux plein à 64 ans au lieu de 62.

À ce sujet, les Français sont 72% à juger que le système peut être réformé sans toucher à l'âge légal de départ à la retraite. Une opinion largement partagée au sein des principaux courants politiques (85% chez les sympathisants LFI et RN, 82% chez les socialistes et 76% chez les écologistes), à l'exception là encore des soutiens de la majorité (40%) et des Républicains (43%).

«Les internautes expriment souvent une inquiétude plus forte encore sur la forme que sur le fond», souligne Véronique Reille Soult, présidente de Backbone Consulting, à partir d'une analyse sur les réseaux sociaux. *«La crainte d'un possible "passage en force" suscite notamment de l'incompréhension alors que les sujets de préoccupations actuels des internautes tournent principalement autour de l'inflation».*

19% des Français prêts à aller manifester

Par ailleurs, les Français estiment très largement (77%) qu'Emmanuel Macron aurait tort d'utiliser un amendement au projet de loi de finances de la sécurité sociale (PLFSS) plutôt qu'un texte de loi dédié pour mener à bien cette réforme. Le recours à l'article 49-3 de la Constitution - qui permet d'engager la responsabilité du gouvernement sur un texte et donc de passer en force - est également jugé inacceptable par une large majorité (72%).

Alors que les partis de gauche ont annoncé l'organisation d'une «marche contre la vie chère» le 16 octobre, les Français seraient nombreux à soutenir un mouvement de contestation contre le projet des retraites, si celui-ci devait voir le jour. 19% affirment qu'ils y participeraient, et 48% soutiendraient les manifestations, mais sans y prendre part.

«La dernière fois que l'exécutif a voulu tenter “la guerre éclair” pour faire passer la réforme des retraites, la pandémie était venue le couper dans son élan. C'était en février 2020, Edouard Philippe avait alors dégainé le 49-3. Deux ans et demi plus tard, le “ça passe ou ça casse” pourrait mal tourner pour le gouvernement d'Élisabeth Borne», mettent d'ailleurs en garde Gaël Sliman, président d'Odoxa, et Céline Bracq, directrice générale de l'institut.

(Cette enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 1005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogés par internet du 20 au 21 septembre 2022.)

21 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/jeannette-bougrab-un-cri-de-soutien-pour-les-iraniennes-et-de-rage-contre-les-neofeministes-occidentales-20220921>

Jeannette Bougrab: «Un cri de soutien pour les Iraniennes et de rage contre les néoféministes occidentales»

Par Jeannette Bougrab

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 4 heures



«Il ne faut pas se tromper sur le sens du voile. Il n'est ni un phénomène de société, ni un artefact de mode. Il sert une politique délibérée de genre qui a pour but d'asservir l'esprit et le corps féminin.» JOËL SAGET / AFP

TRIBUNE - Mahsa Amini est décédée le 16 septembre après avoir été arrêtée par la police des mœurs en Iran pour «port de vêtements inappropriés». L'ancienne secrétaire d'État souligne le courage des Iraniennes et déplore l'ignorance, voire la complicité, de mouvements occidentaux, qui voient dans le voile un signe de liberté des femmes.

Jeannette Bougrab est docteur en droit public de la Sorbonne, ancienne universitaire, ancienne présidente de la HALDE et ancienne Secrétaire d'État.

«*Ils ont tué mon ange*» c'est le cri poignant d'une mère apprenant la mort de sa fille chérie, Mahsa, arrêtée quelques jours plus tôt par la police des mœurs en Iran. Son crime ? Quelques mèches de ses magnifiques cheveux bruns dépassant de son hijab.

Mahsa avait vingt-deux ans et la vie devant elle. Elle était kurde, originaire de l'ouest du pays. Elle était juste venue à Téhéran avec son frère pour voir de la famille avant sa rentrée universitaire. Mais à peine sortie de la station de métro, Mahsa fut brutalement arrêtée par une patrouille de la police des mœurs. Son frère a bien tenté d'empêcher l'arrestation arbitraire de sa sœur, suppliant la police, tentant d'expliquer qu'ils ne sont pas de Téhéran, qu'ils ne connaissent personne. Mais ils n'ont rien voulu entendre. Le jeune homme fut passé à tabac et sa sœur jetée dans le fourgon de police où les coups ont commencé à pleuvoir.

La police des mœurs est l'un des bras armés au service des Mollahs pour faire régner la terreur. Elle emploie des milliers d'agents de patrouille et ses effectifs n'ont eu de cesse de croître depuis sa création en 1979. Placées aux carrefours des rues, ces brigades mixtes se saisissent ainsi de toute passante habillée trop court, trop serré, trop découvert, autrement dit insuffisamment «pudique». Celles qui pratiquent le «bad hijab», qui s'affichent dans les lieux publics sans une parfaite tenue islamique, s'exposent aux sanctions prévues par l'article 638 du code pénal qui dispose: «*Quiconque viole explicitement un tabou religieux en public en plus d'être puni pour l'acte doit également être emprisonné de dix jours à deux mois, ou doit être fouetté de 74 coups*».

C'est pourquoi, quand je vois ces grandes marques occidentales de vêtements se lancer à coups de renfort publicitaire sur le créneau de la mode pudique, j'en ai la nausée car ils sont les complices *de facto* de ce qui se passe là-bas en banalisant ce qui est le symbole de l'enfermement du corps de la femme.

J'ai l'impression d'être en « Absurdie » lorsque j'entends en France que le voile serait une affaire de choix volontaire et qu'il participerait à l'émancipation des femmes.

Jeannette Bougrab

Car il ne faut pas se tromper sur le sens du voile. Il n'est ni un phénomène de société, ni un artefact de mode. Il sert une politique délibérée de genre qui a pour but d'asservir l'esprit et le corps féminin. Ce n'est pas un hasard si l'une des premières décisions prises par l'Ayatollah Khomeiny en accédant au pouvoir après quinze années d'exil fut d'imposer le port du hijab à toutes les femmes, et ce le 7 mars 1979, la veille de la journée internationale du droit des femmes instituée par les Nations unies deux ans avant. Alors, j'ai l'impression d'être en « Absurdie » lorsque j'entends en France que le voile serait une affaire de choix volontaire et qu'il participerait à l'émancipation des femmes.

Peu de temps après son arrivée au poste de police, Mahsa est transportée d'urgence à l'hôpital. Sa famille bouleversée a pu lui rendre visite avant qu'elle ne succombe. À l'heure des smartphones et des réseaux sociaux, il est difficile de cacher ce qui se passe au pays des Mollahs. Pour dénoncer l'infâme injustice dont leur enfant chérie fut victime, ses parents ont publié sur les réseaux sociaux les photos de Mahsa intubée sur son lit d'hôpital.

Depuis, on le sait, un mouvement de colère et de révolte a éclaté dans tout le pays. À l'Ouest à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan, à Saghez dont Mahsa est originaire ou encore à Téhéran dans les universités. Des femmes soutenues par des hommes retirent leur voile et le brûlent au cri de « mort à la République islamique ». La police réprime violemment toutes ces manifestations, on compte plusieurs morts parmi ces personnes éprises par-dessus tout de liberté.

La cruauté de ce régime à l'endroit des femmes s'est intensifiée depuis l'arrivée au pouvoir de l'extrémiste religieux Ebrahim Raisi. En effet depuis le 5 juillet, une loi « sur le hijab et la chasteté » est entrée en vigueur. Elle impose de nouvelles restrictions vestimentaires aux femmes. Le foulard obligatoire ne doit plus seulement couvrir la tête, mais également le cou et les épaules. Le président a appelé à une application des plus strictes du code vestimentaire.

Les Iraniennes qui publient des photos d'elles sans hijab sont privées de droits sociaux pour une durée de 6 mois à un an. L'accès aux services publics est refusé pour celles qui ne respectent pas les nouvelles règles vestimentaires.

Jeannette Bougrab

Le 12 juillet a été déclarée « Journée nationale du hijab et de la chasteté ». Les femmes fonctionnaires peuvent être renvoyées si leurs photos de profil sur les réseaux sociaux sont jugées non conformes à la charia. Les Iraniennes qui publient des photos d'elles sans hijab sont privées de droits sociaux pour une durée de 6 mois à un an. L'accès aux services publics est refusé pour celles qui ne respectent pas les nouvelles règles vestimentaires. À Machhad, on a interdit aux femmes rebelles l'accès au métro.

Les arrestations se multiplient, facilitées par l'utilisation du nouvel outil technologique de reconnaissance faciale. Et pourtant les femmes n'abandonnent pas. Elles continuent de se photographier sans foulard. Elles ont même la témérité de publier ces photos sur les réseaux sociaux et ce malgré les risques encourus.

Sepideh Rashno, écrivaine et artiste en sait quelque chose. Elle a été arrêtée après avoir été filmée dans un bus sans son voile. Battue et torturée en détention, elle a été contrainte de présenter des excuses à la télévision. Dans les geôles iraniennes, le respect des détenus n'existe pas. Les témoignages de celles qui y sont passées sont glaçants. On les menace de les couper de leur foyer, de les faire renvoyer de leur travail. On les traite de hontes nationales, de collaboratrices de l'Occident, de prostituées. Elles sont injuriées. Elles reçoivent des coups. Elles subissent des attouchements sexuels. On les rackette. On convoque leurs proches. On accepte *in fine* de les libérer moyennant le versement d'une caution astronomique. Les familles étant le plus souvent dans l'incapacité de payer cette rançon légale, les femmes sont contraintes de rester embastillées comme le note tristement l'avocate Nassrin Sotoudeh, elle-même condamnée en 2019 à douze

ans de prison et 148 coups de fouet pour avoir défendu des jeunes femmes qui avaient osé retirer leur voile dans la rue.

Le courage de toutes ces combattantes force l'admiration. Elles sont engagées sur la ligne de front. Ces authentiques féministes n'ignorent pas qu'elles ne bénéficieront pas du soutien de l'Occident trop préoccupé à organiser le port du burkini dans les piscines.

Jeannette Bougrab

Comment ne pas penser à Vida Movahed qui, juchée sur une armoire électrique au croisement des avenues Enghelab et Taleghani, à Téhéran, avait osé retirer son voile blanc pour l'accrocher à un bâton et qui demeure comme aujourd'hui Masha l'un des symboles de la lutte contre le régime de coercition que les imams imposent au nom de l'islam. Vida avait 31 ans. Elle était maman d'un bébé. Et, pourtant, ce 27 décembre 2017, elle a décidé d'ôter publiquement son voile. Pour ce geste de protestation, elle a été emprisonnée pendant plus d'un mois, séparée de son enfant, de son époux sans savoir si elle pourrait un jour les revoir.

Le courage de toutes ces combattantes force l'admiration. Elles sont engagées sur la ligne de front. Ces authentiques féministes n'ignorent pas qu'elles ne bénéficieront pas du soutien de l'Occident trop préoccupé à organiser le port du burkini dans les piscines, et s'il y a soutien, ce dernier se résumera en de fades communiqués officiels de «déploration».

Le cinéaste iranien Asghar Farahdi, apprenant le décès de Mahsa, a écrit très justement sur son compte Instagram: *«Tu dors sur un lit à l'hôpital, mais tu es plus éveillé que n'importe qui d'autres et nous sommes tous dans le coma. Nous nous sommes endormis contre cette cruauté sans fin. Nous sommes complices dans ce crime»*. **Allons-nous rester encore longtemps impassibles face à ceux qui oppriment les femmes au nom de leur Dieu ? Ce qui se joue aujourd'hui en Iran dépasse la question des femmes.** Faut-il rappeler que la tentative d'assassinat contre Salman Rushdie n'est que l'exécution d'une fatwa de celui qui a, un jour, imposé le voile aux femmes ? **La mort de Mahsa devrait ouvrir les yeux de ceux qui sont en réalité que les idiots utiles de l'islamisme.**

21 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/gerald-darmanin-veut-qu-un-refus-de-demande-d-asile-vaille-mesure-d-expulsion-20220920>

Gérald Darmanin veut qu'un refus de demande d'asile vaille mesure d'expulsion

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 19:45, mis à jour hier à 20:56



Le refus d'une demande d'asile en première instance doit être synonyme d'expulsion automatique, a proposé mardi 20 septembre lors d'une audition parlementaire le ministre de l'Intérieur. JULIEN DE ROSA / AFP

Lors d'une audition parlementaire, le ministre de l'Intérieur a justifié cette volonté par les parcours «*délirants*» des demandeurs d'asile, qui peuvent utiliser «*jusqu'à douze procédures*» de recours.

Le refus d'une demande d'asile en première instance doit être synonyme d'expulsion automatique, a proposé mardi 20 septembre lors d'une audition parlementaire le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, qui portera dans les prochains mois une nouvelle loi sur l'asile et l'immigration.

En amont de ce projet de loi qui doit être déposé en janvier et qui fera auparavant l'objet d'un débat parlementaire fin 2022, «*on a proposé au Conseil d'État (...) que lorsqu'il y a un refus de demande d'asile, il y ait concomitamment une OQTF (Obligation de quitter le territoire français) qui soit émise, ou en tout cas un refus de titre de séjour et une expulsion prononcée*», a déclaré Gérald Darmanin devant la commission des lois de l'Assemblée nationale.

À VOIR AUSSI - Loi sur l'asile et immigration: «Il ne faut pas mélanger les différents types d'immigration. Il faut dire qui on souhaite accueillir», déclare Aurore Bergé

Concrètement, le ministre de l'Intérieur veut changer la loi pour qu'une décision négative de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) vaille décision d'expulsion sans même attendre un éventuel recours en appel devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Un cas de figure déjà possible pour les étrangers originaires de pays dits «*sûrs*», comme l'Albanie ou la Géorgie, que le gouvernement veut étendre à l'ensemble des demandeurs d'asile.

Gérald Darmanin a justifié cette volonté par les parcours «*délirants*» des demandeurs d'asile, auxquels le statut de réfugié est refusé dans «*70%*» des cas mais qui peuvent utiliser «*jusqu'à douze procédures*» de recours. «*On va réduire les délais*», a insisté le ministre de l'Intérieur, qui souhaite en parallèle une réforme de la justice administrative, «*engorgée*» par le contentieux des étrangers. Gérald Darmanin souhaite ainsi «*donner l'asile plus rapidement à des gens qui en ont vraiment besoin*» et «*dire très rapidement non à des gens qu'on ne veut pas*».

Le locataire de la Place Beauvau répond à une demande du président Emmanuel Macron, qui avait déjà annoncé avant la présidentielle vouloir renforcer les moyens d'éloigner les étrangers déboutés de leur demande d'asile, en faisant en sorte que «*le refus d'asile vaudra obligation de quitter le territoire français*».

«Il n'est pas raisonnable d'irrégulariser les dizaines de milliers de demandeurs d'asile déboutés par l'Ofpra (et) qui saisissent la CNDA», a commenté auprès de l'AFP Serge Slama, professeur de droit public à l'université Grenoble-Alpes. «Cela va les priver de droit au maintien, du droit aux conditions matérielles d'accueil et engorger les tribunaux administratifs car ils seront saisis de demandes de sursis de l'OQTF», a-t-il ajouté, fustigeant une «usine à gaz». L'an dernier, plus de 103.000 demandes d'asile ont été déposées à l'Ofpra.

20 septembre (Blog de MP Meyer)

<https://leblogdenathaliemp.com/2022/09/20/retraites-un-dossier-deja-lourd-et-toujours-aussi-mal-parti/#more-89146>

RETRAITES : un dossier déjà LOURD et toujours aussi MAL PARTI !

MARDI 20 SEPTEMBRE 2022 À 08:00 / NATHALIE MP MEYER

Décembre 2019. Vous vous souvenez ? On ne parlait pas encore de Covid-19 et encore moins d'inflation, de prix de l'énergie et de guerre en Ukraine, mais le pays était déjà au bord de la crise de nerfs, encore une fois dans la rue, encore une fois dans le rapport de force syndical, les blocages, les TGV à l'arrêt et les vitrines cassées, pour s'opposer de toutes ses forces à la retraite universelle à points annoncée par Emmanuel Macron dans son premier programme électoral.

Ah, la France et son précieux modèle social ! Du déficit dans tous les comptes, du chômage qui persiste à rester nettement au-dessus de la moyenne européenne, du pouvoir d'achat qui fait grise mine, de la dette qui caracole plus que jamais, des statuts privilégiés... et des régimes de retraite très spéciaux dans le secteur public. Mais que personne, jamais, ne s'avise d'y toucher ! La « casse sociale » ne passera pas !

Toute la planète anticapitaliste, de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon au Rassemblement national de Marine Le Pen en passant par la CGT, SUD et consorts très solidaires, y veillait à l'époque et continue d'y veiller de près, maintenant qu'Emmanuel Macron, reconduit à l'Élysée, envisage de renouer au plus vite avec son profil de grand réformateur autoproclamé par le biais d'une [nouvelle réforme](#) des retraites.

Il faut se souvenir qu'à peine un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, le président en campagne nous avait gratifié d'un petit programme bouclé à la va-vite dans lequel il avait lancé l'idée de faire passer [l'âge de départ en retraite](#) de 62 à 65 ans. Une résolution qui s'est rapidement [émoussée](#) quelques semaines plus tard, quand il est devenu clair que [M. Mélenchon](#), grand héraut de la retraite à 60 ans, serait l'arbitre du second tour qui allait l'opposer à Marine Le Pen, laquelle était (et est toujours) tout aussi résolument accrochée aux 60 ans (avec l'option d'un référendum populaire).

Mais pour Emmanuel Macron, la réforme n'est pas vraiment optionnelle. Dans le contexte actuel marqué par le niveau dangereusement élevé de la dette publique française, elle doit lui permettre d'abord de montrer à ses partenaires de l'Union européenne qu'il s'engage résolument sur le chemin des réformes structurelles (je ne vous étonnerai pas en vous disant que le gouvernement prévoit miraculeusement de [ramener](#) notre déficit public à 3 % du PIB en 2027...), mais ensuite et surtout, de dégager des marges de dépenses supplémentaires pour mener à bien la suite éperdue du « quoi qu'il en coûte » inauguré avec la pandémie de Covid.

D'où un [nouveau projet](#) où l'âge légal de départ pourrait ne pas être repoussé jusqu'à 65 ans, peut-être seulement 63 ou 64 ans, via l'adjonction d'un volet sur la hausse de la durée de cotisation qui, elle, pourrait passer à 43 ans. Mais surtout, aller vite ; pouvoir commencer à engranger les effets budgétaires dès 2023.

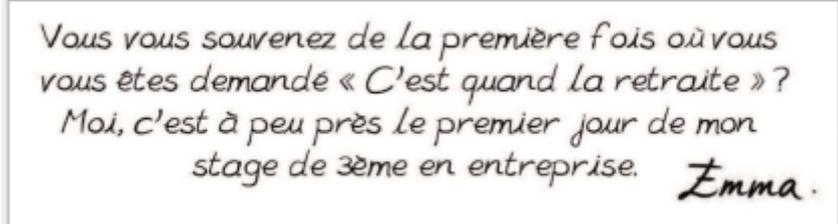
Pour ma part, il m'était et il me sera encore aujourd'hui tout à fait impossible de soutenir des mouvements sociaux largement alimentés par des syndicats marxistes archaïques, abusivement campés sur leurs privilèges et dont le pouvoir de nuisance constitue finalement le seul argument. Mais il m'était et il m'est à nouveau tout aussi impossible de soutenir la réforme des retraites proposée par le gouvernement.

On pourra tripatouiller tous les paramètres et tous les curseurs qu'on voudra, rajouter 1/8è de trimestre par-ci, mettre des bonus-malus par-là pour inciter les gens à travailler plus longtemps, **le**

simple fait de rester intégralement et obligatoirement dans le système par répartition que nous connaissons depuis la deuxième guerre mondiale **met les retraités à la merci totale de décisions purement politiques, qu'il s'agisse de pallier une mauvaise gestion chronique ou de financer l'ingénierie sociale qui a toujours fait frémir les élus de nos partis politiques**, constructivistes si ce n'est par nature, éventuellement par conviction et à coup sûr par esprit de conservation politique personnelle.

Je vous propose donc de retrouver ci-dessous les articles que j'ai eu l'occasion d'écrire sur cette question depuis 2019 (cliquer sur les images pour accéder aux textes).

Commençons par une présentation de la pensée collectiviste de gauche qui, chez nous, domine la réflexion sur les retraites depuis 1945 et nous condamne au système par répartition parce que c'est comme ça, c'est bien, c'est solidaire – aussi mal goupillé et aussi privatif de liberté soit-il :



*Vous vous souvenez de la première fois où vous vous êtes demandé « C'est quand la retraite » ?
Moi, c'est à peu près le premier jour de mon stage de 3ème en entreprise. Emma.*

Emma, 38 ans, dessinatrice de BD : Elle pense à la RETRAITE depuis son stage de 3ème ! (4 décembre 2019)

La réforme initiale voulue par Emmanuel Macron (universelle à points) avait pour ambition de mettre tout le monde sur le même pied. Cela signifiait la fin des régimes spéciaux de la RATP et de la SNCF (notamment) d'où la farouche opposition des syndicats d'extrême-gauche, mais cela englobait aussi la fin des régimes dits autonomes (des avocats, des pharmaciens, etc.).

Or les deux choses n'ont rigoureusement rien à voir l'une avec l'autre.

Les premiers sont salariés du secteur public. À force de grèves et de blocages, ils ont obtenus de multiples avantages concernant leur âge de départ en retraite, le niveau de leurs pensions et leur durée de cotisation à tel point que leurs régimes très spéciaux doivent perpétuellement être équilibrés par l'argent des contribuables – 8 milliards d'euros par an selon les estimations du ministre du budget de l'époque Gérard Darmanin.

À l'inverse, les régimes dits « autonomes » ne peuvent compter que sur les cotisations de leurs adhérents et une bonne gestion des fonds ainsi obtenus pour verser des pensions satisfaisantes à leurs retraités et assurer l'équilibre à long terme du système. Qui dit bonne gestion dit réserves, réserves que la réforme prévoyait ni plus ni moins de s'approprier pour les fondre dans un système de plus en plus étatisé dont on sait au fil des comptes publics qu'il est mal géré et générateur de déficit perpétuel :

Dès lors, à quoi pourrait ressembler une bonne réforme des retraites ?

Au fond, la retraite, c'est très simple. Celui qui travaille a la « prévoyance » de mettre de côté un peu de son salaire chaque mois pour assurer sa subsistance dans ses vieux jours. S'il place les sommes ainsi mises de côté – et personne ne dit qu'il doive les placer en junk bonds ou en actions à très haut risque – il se retrouvera le moment voulu (choisi) avec un capital qu'il aura lui-même constitué.

Dans le système par répartition, les sommes versées en cotisations retraite par les actifs ne sont pas vraiment « mises de côté » ; elles sont payées immédiatement aux retraités. L'actif qui cotise n'a encore rien assuré pour sa retraite. Les sommes qui lui reviendront n'existent pas encore et il n'a d'autre choix que de **faire confiance à l'administration** pour qu'elle maintienne le système en état de marche jusqu'à sa mort.

Or ce qui fonctionnait quand l'âge de départ en retraite était de 65 ans et l'espérance de vie de 70 ans, ne fonctionne plus aujourd'hui. Entre déficits chroniques qui obligent à remettre une réforme sur la table à chaque quinquennat et décisions arbitraires des pouvoirs publics pour favoriser telle catégorie de citoyens aux dépens des autres dans le contexte de comptes publics non maîtrisés, **une telle confiance n'est pas raisonnable.**

Aussi, lorsque je parle de baisser les dépenses publiques, ce qui m'arrive assez souvent, je ne signifie nullement qu'il faudrait par exemple réduire arbitrairement les pensions – ce qu'a fait Macron. Je veux dire qu'il est temps de sortir ce domaine de la mainmise étatique et rendre aux Français la maîtrise et la responsabilité de leur retraite en cassant le monopole de l'État providence et en permettant à chacun d'inclure de la retraite par capitalisation dans son plan de retraite :

Pour finir en beauté, n'oublions pas les valeureux politiciens engagés à fond sur cette réforme « si importante pour nos concitoyens ».

D'abord Jean-Paul Delevoye, Haut-commissaire aux retraites puis ministre en titre puis ex de tout cela car le pauvre chéri n'avait pas du tout l'idée qu'il fallait être rigoureux dans sa déclaration d'intérêts au moment d'entrer dans la sphère gouvernementale. Lui, le ministre qui prétendait nous gouverner, il aurait voulu que quelqu'un le prenne par la main et lui dise tout ce qu'il devait faire à ce sujet !

Bref, démission sans gloire, même si la Macronie s'est surpassée dans les trémolos hypocrites pour louer la « *décision courageuse* » de cet « *habile négociateur* » dont les couacs à répétition **l'agaçait fort** peu de temps auparavant.

Et puis finalement, Laurent Pietraszewski. Laurent qui ?

Voilà. Nous en sommes là. À partir de maintenant, le ministre du Travail Olivier Dussopt passe **à la manœuvre.**

Le **parcours politique** de ce dernier est particulièrement sinueux : proche de Martine Aubry à une époque, il avait ensuite rejoint Valls, avant de devenir le porte-parole de Benoît Hamon pour la primaire de gauche de 2016 et de se la jouer très anti-LREM jusqu'au jour bienheureux de son entrée dans le gouvernement d'Emmanuel Macron en novembre 2017 comme secrétaire d'État à la fonction publique auprès du ministre du budget Gérard Darmanin.

À noter qu'il avait voté contre le projet de loi de finances 2018 comme tous ses collègues socialistes seulement trois jours avant sa nomination ! C'est merveilleux de se sentir soudain aussi proche d'un gouvernement avec lequel on n'avait rien, mais alors vraiment rien en commun ! Une vraie renaissance, le macronisme ! Ça promet.

20 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/das-uebergewinn-gerede-ld.1703393>

KOLUMNE

Das Übergewinn-Gerede

Wer von Übergewinnen redet, tut so, als kenne er den richtigen Gewinn. Und wer Zufallsgewinne sagt, gibt vor, die Normalität vom Zufall unterscheiden zu können. Mit dem Versuch, diese Gewinne abzuschöpfen, begibt man sich auf die schiefe Ebene der Wirtschaftslenkung, weg von der Marktwirtschaft.

Gerhard Schwarz

20.09.2022, 05.30 Uhr



Der ereignisbasierte Gewinn eines Unternehmens, das während einer Maskenpflicht Masken liefern kann, dient als Beispiel für den Zufallsgewinn. Gonzalo Fuentes / Reuters

Unbekümmert reden derzeit quer durch die weltanschaulichen Lager alle von Übergewinnen der Energieunternehmen, die man besteuern müsse. Der Begriff ist, so verwendet, unsinnig. Im Rechnungswesen bezeichnet Übergewinn den Gewinn, der übrig bleibt, wenn alle Ansprüche der Kapitalgeber, also Zinsen für Fremdkapital und Dividenden für Eigenkapital, abgedeckt sind. Er ist eine gute Sache. Ein Unternehmen ist erst erfolgreich, wenn es einen die Kapitalkosten übersteigenden Übergewinn erzielt. Politik und Medien verstehen aber unter Übergewinn etwas Schlechtes, einen ein angebliches Norm-Mass übersteigenden Gewinn.



Gerhard Schwarz war Leiter der NZZ-Wirtschaftsredaktion und ist heute Präsident der Progress Foundation. NZZ

Autobahnanschluss und Maskenpflicht

«Zufallsgewinn» ist der passendere Begriff. Das ist ein Gewinn, der auf Ereignissen basiert, die vom Unternehmen nicht beeinflusst, geplant und vorhergesehen werden konnten. Oft hat er mit der allgemeinen Marktlage zu tun, die sich abrupt verbessert, öfter aber mit staatlichen Entscheiden, etwa wenn ein Autobahnanschluss die Firmengrundstücke in der Nähe aufwertet

oder eine Maskenpflicht den Unternehmen, die Masken liefern können, Gewinne in die Kasse spült. Und nun ist der Krieg ein solches Ereignis.

Die Begriffe kranken aber an der Unmöglichkeit einer Abgrenzung. Das Leben ist ein Auf und Ab, voller Zufälle und richtiger wie falscher Einschätzungen der Zukunft. Exemplarisch zufällig sind Lottogewinne. Müssten sie also zu 100 Prozent besteuert werden? Und erzielt, wer aus Vorsicht viel Gas auf Lager genommen oder sich durch Terminkontrakte beim Ausbruch des Krieges abgesichert hat, Übergewinne? Handelt unmoralisch, wer von einem Rohstoff mehr einkauft, als er benötigt, weil er hofft, die Ware zu einem höheren Preis wieder verkaufen zu können?

Der zu wenig bekannte Austroliberale Fritz Machlup hat in den 1930er Jahren in seiner Kolumne «Zwei Minuten Volkswirtschaft» im «Neuen Wiener Tagblatt» den Nutzen der Spekulation und die Leistung des biblischen Spekulanten Josef in Ägypten betont und erklärt, warum Spekulation nicht Knappheiten schafft, sondern nur hilft, sie früh zu erkennen.

Es gibt keinen richtigen Gewinn

Hinter der pejorativen Verwendung des Ausdrucks «Übergewinn» verbirgt sich die unter Nicht-Ökonomen verbreitete Vorstellung, es gebe einen richtigen Gewinn (und einen richtigen Preis). Doch das ist intellektuelle Anmassung. Niemand, schon gar nicht eine staatliche Behörde, weiss, welcher Gewinn mit einem bestimmten Produkt und einer konkreten Unternehmung richtig ist. Einen Norm-Gewinn gibt es nicht. Wäre es anders, müsste der Staat übrigens auch die Untergewinne ausgleichen – die Planwirtschaft wäre perfekt.

Vor diesem Hintergrund entbehrt es nicht der Ironie, dass die «Übergewinne» bei den Stromproduzenten Folge des staatlich festgelegten «Merit-Order»-Prinzips sind. Es besagt, der Preis des jeweils teuersten berücksichtigten Anbieters, derzeit also jener der Gaskraftwerke, gelte für alle Produzenten. Absicht war es, den Ökostrom-Produzenten, die sehr niedrige laufende Produktionskosten haben, grosse Gewinnspannen zu verschaffen. Nicht zum ersten Mal sieht sich der Staat nun veranlasst, die Folgen seiner gutgemeinten Politik zu korrigieren.

20 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/20/opinion/sweden-democrats-elections.html>

GUEST ESSAY

Sweden Is Becoming Unbearable

Sept. 20, 2022, 1:00 a.m. ET



Supporters of the Sweden Democrats political party during its election night rally. Credit...Jonathan Nackstrand/Agence France-Presse — Getty Images

By Elisabeth Asbrink

Ms. Asbrink is the author of [“1947: Where Now Begins”](#) and [“Made in Sweden: 25 Ideas That Created a Country.”](#)

STOCKHOLM — “Helg seger.”

Those two words, [spoken by Rebecka Fallenkvist](#), a 27-year-old media figure and politician from the Sweden Democrats, the far-right party that took 20 percent in Sweden’s general election last week, sent shivers down spines throughout the country. It’s not the phrase, which is odd and means “weekend victory.” It’s the sound: one letter away from “Hell seger,” the Swedish translation of the Nazi salute “Sieg Heil,” and the war cry of Swedish Nazis for decades.

Ms. Fallenkvist was quick to disavow any Nazi associations. She meant to declare the weekend a victorious one, she said, but the words came out in the wrong order. Perhaps that’s true. But the statement would be entirely in keeping with the party Ms. Fallenkvist represents which, after a steady rise, is now likely to play a major role in the next government.

For Sweden, a country that trades on being a bastion of social democracy, tolerance and fairness, it’s a shock. But perhaps it shouldn’t be. Steadily rising for the past decade, the Swedish far right has profited from the country’s growing inequalities, fostering an obsession with crime and an antipathy to migrants. Its advance marks the end of Swedish exceptionalism, the idea that the country stood out both morally and materially.

There’s no doubt about the party’s Nazi origins. The Sweden Democrats was created in 1988 out of a neo-Nazi group called B.S.S., or Keep Sweden Swedish, and of the party’s 30 [founding fathers](#), 18 had Nazi affiliations, [according](#) to a historian and [former party member, Tony Gustaffson](#). Some of the founding fathers had even served in Hitler’s Waffen SS.

Step by step the party changed its image — in 1995 uniforms were [forbidden](#) — but the core ideology remained: Immigrants should be persuaded to go home, Swedish culture should be protected and neither Jews nor the Indigenous Sami people were to be [considered “real Swedes.”](#)

Not even the soccer star [Zlatan Ibrahimovic](#) secured the party's approval, although he was born in the country and is the national team's record goal scorer. The stances of the current leadership, which has sought to sanitize the party's reputation, are equally worrying.

Take Linus Bylund, the party's chief of staff in the Swedish Parliament. In an [interview](#) in 2020, he declared that journalists for the national public service radio and television ought to be "punished" if their reporting was biased. Such people, he stated previously, would be "[enemies of the nation.](#)" Proximity to power hasn't softened his views. The day after the recent election, a reporter asked him what he now looked forward to. "[Journalist-rugby,](#)" he replied.

Jimmie Akesson, the party's leader, also surprised a television audience in mid-February when he [refused to choose](#) between Joe Biden and Vladimir Putin. It's of a piece with the party's accommodating stance on Russia: The Swedish Parliament was so concerned about a journalist who used to work in the party's office and had contact with Russian intelligence that it denied the journalist accreditation. Add in a cohort of representatives more prosecuted [for crimes](#) than any other, organized troll campaigns against opponents and even attempts to undermine faith in the electoral system, and you have the image of a deeply unsavory party.

Even so, the Sweden Democrats' rise is an impressive right-wing success story. The party entered the Parliament in 2010 with just over 5 percent of the vote — but, under the leadership of Mr. Akesson, it built an efficient, nationwide organization. It more than doubled its share of the vote in 2014 and, after Sweden admitted over 160,000 Syrian refugees, grew even more in the 2018 election. But it's in this vote that Sweden Democrats secured a sought-after breakthrough with a stunning 20.6 percent of the votes, surpassing the conservative Moderaterna, which had been Sweden's second-biggest party for over 40 years. Now only the Social Democratic Party, Sweden's historic party of government, has more support.

This monumental rise is thanks to the dramatic changes in Swedish life over the past three decades. Once one of the most economically equal countries in the world, Sweden has seen the privatization of hospitals, schools and care homes, leading to a notable rise in inequality and a sense of profound loss. The idea of Sweden as a land of equal opportunity, safe from the plagues of extreme left or extreme right, is gone. This obscure collective feeling was waiting for a political response — and the Sweden Democrats have been the most successful in providing it. It was better in the good old days, they say, and people believe them. Back to red cottages and apple trees, to law and order, to women being women and men being men.

For opening this door, the major parties have themselves to blame. Bit by bit, the traditional parties [have adopted](#) the point of view and rhetoric on crime and immigrations of the Sweden Democrats Party — but this strategy hasn't won back any votes. On the contrary, it seems to have helped the far right. In a little more than 12 years, Sweden Democrats has managed to compete with the Social Democrats for working-class voters, with Moderaterna for the support of entrepreneurs and with the Centre Party among the rural population.

The coming midterm elections

The media is culpable, too. In an attempt to protect traditional Swedish democratic values, the mainstream media has often shunned and canceled Sweden Democrats officials and supporters, especially in the party's early years. But now it seems that this response actually might have had the opposite effect. Individuals leaning toward the Sweden Democrats for various reasons have felt stigmatized: Some haven't been invited to family gatherings, and in a few cases have even [lost their jobs](#). This has not only fed the party's self-image as a martyr, but also nurtured even more loyalty among its supporters.

One could argue that the traditional parties have had their part in creating the perfect storm. The Social Democratic party has named the Sweden Democrats their main enemy in the election campaign, making other alternatives almost invisible in the public debate. Us or them, was the

strategy. Many, predominantly male Swedes, [chose the Sweden Democrats](#). As for a conservative party like Moderaterna, they have seen their voters abandon them for Sweden Democrats and so Moderaterna reacted by emphasizing the similarities between the two parties until it reached a point where it became hard to distinguish any differences at all.

The result is now plain to see. The Social Democrats, though the largest party, are unable to form a government. Instead, a conservative bloc, led by Ulf Kristersson from Moderaterna, will attempt to take office — as long as it has the support of the Sweden Democrats. Effectively a kingmaker, the party is now one of the most successful far-right parties in Europe since World War II.

It's a terrifying truth. But we must bear in mind that the majority of the country's population is not among the Sweden Democrats' ranks. These people want solutions to real problems — such as a worrying spike in gang and drug-related [shootings](#) in several cities — without recourse to ethnic blame games and the vilification of “un-Swedish” culture. As a liberal democrat I will never approve of a party that celebrates its success with references to Hitler's Nazi ideology, no matter the claim that only by sheer coincidence was the exclamation “Helg Seger” just one letter apart from a Nazi war cry.

20 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/science-and-technology/2022/09/14/playing-an-instrument-is-linked-to-better-cognition>

Science & technology | Music and the mind

Playing an instrument is linked to better cognition

Another of the many benefits of a musical education



Sep 14th 2022

From strumming a guitar next to a campfire to entertaining guests with a piano piece at a formal dinner, being able to play a musical instrument is unquestionably rewarding. Yet, evidence suggests that the rewards go far beyond the elation of performing well in front of others—those who play instruments have often been found to perform better on cognitive tests too.

Enhanced cognition is well-known to be linked to a range of positive life outcomes such as getting a better job and enjoying improved health. However, it has remained unclear whether these enhanced cognitive skills are just temporary. New research published in *Psychological Science* suggests that the benefits of musical instruments remain for decades.

Studies comparing the mental abilities of musicians and non-musicians often show that musical training is related to small, but significant, cognitive benefits even when confounding factors, such as socioeconomic status, are accounted for. Findings from experimental studies with children have also lent support to the idea that musical training might cause an improvement in cognitive ability. Indeed, there is evidence that just two years of such training enhances cognition.

Unfortunately, a major limitation of these studies is their duration. They almost always have short monitoring periods. This is not because psychologists do not yearn to monitor their participants for longer. It is more a matter of time and resources. Running experiments over the course of several decades is logistically challenging and expensive. This has made it impossible to determine if cognitive changes associated with learning how to play an instrument remain throughout a person's lifetime.

In their latest study, Judith Okely at Edinburgh University and her colleagues, Ian Deary and Katie Overy, identified a solution to that age-old problem: the Lothian Birth Cohort. On a single day in 1947, the Scottish government tested the intelligence of almost every 11-year-old child who attended school in the country. In 1997 Dr Deary contacted 1,091 of those people and tested them once more between 2004 and 2007. The study is still ongoing with participants returning for further cognitive testing every three years.

Although information about musical ability was not initially collected as part of the study, while pondering the question of how learning an instrument shaped cognition over time in early 2017, Dr Overy, a researcher

at Edinburgh University's Reid School of Music, realised it was not too late to ask the original participants about their musical experiences.

The researchers worked together to develop a questionnaire that collected information about lifetime musical experience. This was completed by the surviving cohort members who returned to the study for further testing at age 82. The participants were asked how many instruments they played and what their training was like. They were also asked to record how many years of regular practice they had and what performance level (for example beginner, intermediate or advanced) they had reached. A total of 366 cohort members provided usable information and 117 revealed that they had some degree of experience with musical instruments.

Overall, the researchers found that a significant positive relationship existed between playing an instrument and change in cognitive ability over time. More specifically, the more years and more hours of practice with an instrument that a person had, the more likely they were to show a positive cognitive change over the course of their life. The effect was small but it remained significant even when the findings were adjusted to take into account confounding factors like years of education and socioeconomic status.

Precisely why learning to play a musical instrument has these effects remains unclear. The researchers theorise that driving people to regularly use a mix of focused attention, co-ordination, auditory-motor skills and memory results in advantageous cognitive changes. Yet another reward, then, from a love of music.

20 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/business/2022/09/19/can-europe-decarbonise-its-heavy-industry>

Business | Green-dustrialisation

Can Europe decarbonise its heavy industry?

Both the economics and the technology are at last starting to look more favourable



Sep 19th 2022 | BERLIN

Swedish steel is considered the world's toughest. It may soon become its greenest. In Boden, a town near the Arctic Circle, a startup called h2 Green Steel (h2gs) is erecting a €4bn (\$4bn) new mill, Europe's first in nearly half a century. It will be powered not by the usual coal or natural gas but by green hydrogen, produced on site by the region's abundant wind and hydropower. When fully built in a few years, it will employ up to 1,800 people and churn out 5m tonnes of steel annually.

The project matters far beyond sparsely populated northern Sweden. The consequences could be momentous for the continent's producers of steel and other basic materials, such as cement and chemicals, which between the three of them directly contribute around 1% of the eu's gdp. It would ripple through the supply chains of firms, from carmakers to builders, which account for another 14% of eu output, according to Material Economics, a think-tank. It would boost Europe's energy independence, the importance of which has been laid bare by Russia's energy blackmail in response to Western sanctions against its war in Ukraine. And it would be a boon for the climate, since basic-materials industries spew out about a fifth of Europe's greenhouse-gas emissions. It could in short, thinks Ann Mettler of Breakthrough Energy, a venture-capital fund backed by Bill Gates, mark the rebirth of Europe's heavy industry for the post-fossil-fuel era.

Heavy industry has long seemed irredeemably carbon-intensive. Reducing iron ore to make steel, heating limestone to produce cement and using steam to crack hydrocarbons into their component molecules requires a lot of energy. On top of that, the chemical processes involved give off lots of additional carbon dioxide. Cutting all those emissions, experts believed, was either technically unfeasible or prohibitively expensive.

Both the economics and the technology are at last starting to look more favourable. Europe is introducing tougher emissions targets, carbon prices are rising and consumers are showing a greater willingness to pay more for greener products. Several European countries have crafted strategies for hydrogen, the most promising replacement for fossil fuels in many industrial processes. Germany is launching the Hydrogen Intermediary Network Company (hint.co for short), a global trading hub for hydrogen and hydrogen-derived products. Most important, low-carbon technologies are finally coming of age. The need for many companies to replenish their ageing assets offers a "fast-forward mechanism", says Per-Anders Enkvist of Material Economics.

Taken together, these developments are allowing European industrial firms that have vowed to become carbon-neutral by 2050, which is to say many of them, to start putting money where their mouth is. Material Economics has identified 70 projects in Europe that are commercialising technology to reduce carbon emissions in basic-materials industries. Scarcely a week goes by without the unveiling of a new venture. Decarbonising industry has turned from mission impossible to “mission possible”, says Adair Turner of the Energy Transitions Commission, a think-tank.

The steel industry is the furthest along. h2gs’s mill in Boden is cleverly combining proven technologies at a big scale. The firm is building one of the world’s largest electrolysis plants to produce hydrogen. The gas is then pumped into a reactor, where it powers a process called “direct reduction”: under great heat, it snatches oxygen from iron ore, producing nothing but water and sponge iron. This material, so called because its surface is riddled with holes, is then refined into steel using an electric-arc furnace, which dispenses with coking coal.

A half-hour drive south of Boden, hybrit—a joint venture between ssab, a steelmaker, Vattenfall, a power utility, and lkab, an iron-ore producer—is piloting a similar process. In July the board of Salzgitter, a German steel company, gave the green light to a €723m project called salcos that will swap its conventional blast furnaces for direct-reduction plants by 2033 (it will use some natural gas until it can secure enough hydrogen). Other big European steel producers, including ArcelorMittal and Thyssenkrupp, have similar plans.

Cement-makers are heading in the same direction, albeit more slowly. Since heating limestone generates about 60% of the sector’s carbon emissions and a replacement technology, such as direct reduction in steelmaking, is lacking, the industry is chiefly focusing on abating emissions after the fact, using carbon capture and storage (ccs). Many firms are experimenting with a heating process that replaces air with pure oxygen, which produces CO₂ suitable for sequestration. Some are trying to use electricity rather than fossil fuels to heat the limestone. The most ambitious are developing new, lower-carbon types of cement.

HeidelbergCement, the world’s fourth-largest manufacturer of the stuff, has launched half a dozen low-carbon projects in Europe. They include a ccs facility in the Norwegian city of Brevik and the world’s first carbon-neutral cement plant on the Swedish island of Gotland. Ecocem, an Irish startup, is making cement that uses less clinker, the intermediate material derived from the heated limestone, and thus emits less carbon. Some companies are trying to retrieve cement from old concrete in demolished buildings.

The chemicals industry faces perhaps the biggest challenge. Although powering steam crackers with electricity instead of natural gas is straightforward in principle, it is no cakewalk in practice, given the limited supply of low-carbon electricity. Moreover, the chemicals business breathes hydrocarbons, from which many of its 30,000 or so products are derived.

Even so, it is not giving up. basf, a chemicals colossus, is working with two rivals, sabic and Linde, to develop an electrically heated steam cracker for its town-sized factory in Ludwigshafen. It wants to make its site in Antwerp, which emitted 3.8m tonnes of CO₂ last year, net-zero by 2030. To achieve this goal, basf recently bought part of a wind farm off the Dutch coast to provide it with carbon-free electricity. The company is, like its cement counterparts, also taking a serious look at recycling, in particular a process called pyrolysis, where plastic waste is burned in the absence of oxygen and split into its hydrocarbon components. Other firms are dreaming up different types of greener feedstocks. afyrem, a French startup, is deriving hydrocarbons from biomass.

Several dozen pilot projects—even large ones with proven technology—do not amount to a green transition. The hard part is scaling them up. The necessary infrastructure is either a work in progress (clean-electricity generation) or scarcely exists (hydrogen production and distribution). Costs remain high: green steelworks are still two to three times more expensive to build than the conventional kind. Attracting workers can be difficult, especially to renewables-rich places which are often, like Boden, remote. And rivals in other countries aren’t standing still; a couple of giant Indian conglomerates in particular are betting big on green hydrogen. Europe needs to hurry up if it is to maintain its lead, warns Frank Peter of Agora Energiewende, a think-tank.

All these are real obstacles. But they need not be insurmountable ones. To understand why, once again consider h2gs. It has convinced firms including bmw, a carmaker, and two white-goods manufacturers, Electrolux and Miele, to sign contracts for 1.5m tonnes of green steel. That order book serves as collateral for banks to finance two-thirds of the project (with the rest coming from equity investments by backers including venture-capital firms and industrial giants such as Scania and Mercedes-Benz).

To attract hundreds of skilled workers and their families to remote Boden, meanwhile, it will help them find housing in a complex that will, if its architects have their way, resemble a snazzy resort. To secure the other important input, hydrogen, h2gs has teamed up with Iberdrola, a Spanish energy firm, to build a large factory in Western Europe to produce the gas, with a view to supplying some of it to other industrial users.

h2gs's thinking is that if can establish its steel and hydrogen platforms early, it can lock in important advantages ahead of competitors elsewhere. These include things like setting standards and grabbing a slice of potentially lucrative businesses such as software to control hydrogen- and steelmaking equipment. For Europe to become a green-industry superpower, its governments and industrial giants will need to display similar ingenuity and ambition.

20 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/19/439045-reforme-des-retraites-ou-rafistolage-de-circonstances>

Réforme des retraites ou rafistolage de circonstances ?

Macron pousse si fort sa réforme des retraites, quoi qu'il en coûte, qu'on est en droit de s'interroger sur son acharnement à ce sujet.

Mais puisqu'on vous dit que Macron, c'est Le Grand Réformateur ! Puisqu'on vous dit qu'il n'a pas arrêté de réformer, d'affûter avec habileté la France pour la prochaine décennie ! Les petits dérapages budgétaires n'y changeront rien : les réformes sont sur des rails, elles passeront. Quoi qu'il en coûte.

C'est sans doute dans cet esprit que l'actuel gouvernement [planche à nouveau](#) sur la réforme des retraites qui avait été subrepticement mise [en pause](#) suite à la déclaration de guerre (non, pas contre Poutine, contre le virus il y a deux ans, suivez un peu) et dont tout indique qu'elle est loin de faire l'unanimité chez les différents partenaires (caisses, syndicats, retraités actuels et à venir...).

Pour le Président, [peu importe](#) finalement qu'il n'ait qu'une majorité relative au Parlement, peu importe que sa réforme tombe au moment où grandit une grogne sociale directement corrélée aux températures extérieures et au prix du baril, et peu importe qu'il n'ait pour porter cette réforme que des tromblons ministériels approximatifs et des députés dont l'intelligence moyenne est clairement ouverte à débat : il va falloir faire cette réforme, scrogneugneu, et puis c'est tout.

Et tant pis s'il faut pour cela pousser des quasi-[cavaliers législatifs](#) afin de reporter l'âge de départ à la [retraite à 64 ou 65 ans](#) par un amendement dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale : comme d'habitude, Macron veut surtout montrer qu'il fait preuve de ce courage en carton qui met directement sa majorité, ses ministres et ses députés en position délicate et lui pas du tout, le déni, le mensonge et la pirouette rhétorique étant devenus son mode opératoire habituel dès son premier quinquennat.

On est en droit de se demander ce que cache cette fermeté, pour ne pas dire cette obstination voire cet acharnement du chef de l'État à vouloir à tout prix passer en force son projet de réforme et ce alors que d'autres pistes n'ont été que peu mentionnées ou explorées (le [cumul emploi-retraite](#) pourrait en faire partie, par exemple).

C'est ici que s'impose un petit rappel sur l'état des retraites actuelles, leur mode de fonctionnement et leur financement. Et ça tombe bien, l'Institut Molinari a récemment produit [une étude détaillée sur la question](#) qui permet de rappeler quelques éléments essentiels du débat, qui éclairent assez bien les raisons de l'empressement de Macron à pousser ses idées, « quoi qu'il en coûte » ou à peu près.

Premier constat, d'évidence pour ceux qui suivent même vaguement la question : s'il y avait quatre cotisants pour un pensionné dans les années 1960, on peine à trouver un cotisant et demi pour le même pensionné actuellement, et la tendance nous amènera à un unique cotisant par pensionné dans les prochaines années. Entre l'explosion du nombre de pensionnés, l'augmentation bien moins rapide du nombre de cotisants, l'augmentation drastique de l'espérance de vie (10 ans gagnés depuis les années 1970), le constat est sans appel : le mode actuel de financement des retraites [ne peut plus fonctionner](#).

Second constat de l'analyse, nettement plus gênant : on découvre que le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) persiste depuis 20 ans à présenter des chiffres [beaucoup plus roses qu'ils ne le sont en réalité](#), oubliant commodément 33 milliards d'euros de déficits. Ces derniers, provenant du mode de financement (particulièrement généreux et assez peu équitable) des retraites de fonctionnaires, ne sont pas intégrés dans les calculs du COR au motif qu'en tenir compte « stigmatiserait » ces cotisants. Il faut dire que les pensions des anciens fonctionnaires représentent aujourd'hui 15 % du budget général et pèsent donc très lourdement sur les ministères ayant une forte masse salariale qui représente, par exemple, 28 % des dépenses de l'Éducation nationale.

Une fois corrigés, le déficit des retraites est en moyenne de 1,5 % du PIB depuis 2002, soit huit fois plus que le déficit calculé par le COR, fort loin du « quasi-équilibre » des retraites mis en avant par certains et qui justifieraient un statu quo.

Autrement dit, dans son impéritie habituelle, l'État n'a pas été capable de provisionner un tant soit peu d'argent pour financer les retraites de ses propres employés, qui ne doivent le versement de leurs pensions qu'aux efforts de plus en plus importants consentis par les salariés du privé, et qui se traduisent notamment par des tensions aux versements de plus en plus visibles.

Tout compte fait, la situation actuelle des retraites ne tient qu'à l'empilement de dettes, et ce alors que l'État, sous la direction fébrile d'un Macron de plus en plus nerveux, n'a pas arrêté d'en générer comme jamais, passant de 98 % avant l'arrivée au pouvoir du Mozart de la Finance à plus de 116 % à présent. En fait de symphonie budgétaire, le Mozart en question nous joue une véritable charge atonale cacophonique avec un emballement très inquiétant, et ces questions de retraites s'y ajoutent donc avec force.



Il apparaît alors clairement que l'acharnement de Macron à pousser cette réforme des retraites et dans ces termes ne tient encore une fois qu'à sa volonté de ménager le personnel de l'État à commencer, probablement, par celui qui gravite autour de lui et qui pourrait, à tout moment, se retourner vertement contre lui avec tout ce que cela peut supposer de mains moites pour l'actuel occupant de l'Élysée.

Macron ne veut pas sauver les retraites : tout comme « la santé des Français » dont les deux dernières années ont prouvé qu'il n'avait absolument rien à carrer, tout comme « la sécurité des Français » dont l'état général d'insécurité dans le pays montre qu'il n'y prête, là aussi, absolument aucune attention, tout comme « le bien-être des Français » dont l'actuelle crise énergétique montre qu'il s'en fiche éperdument, les retraites des Français lui « *en touchent une sans bouger l'autre* ».

Ce que veut Macron, c'est garantir que l'État et ses agents continueront de travailler encore un peu, quelques années tout au plus, pour lui assurer une fin de mandat pas trop bousculée, ni plus ni moins.

Et s'il faut, pour cela, reculer l'âge de la retraite de ces pourceaux de salariés du privé, qu'il en soit ainsi.

20 septembre (Institut Molinari)

<https://www.institutmolinari.org/2022/09/14/retraites-mecomptes-et-deficits-publics-quand-un-barometre-officiel-sous-evalue-nuit-au-debat-public-depuis-20-ans/>

Retraites, mécomptes et déficits publics – Quand un baromètre officiel sous-évalué nuit au débat public depuis 20 ans

[Nicolas Marques](#)

L'Institut économique Molinari publie une étude inédite chiffrant le déficit des retraites françaises en tenant compte du déficit de l'État et des déséquilibres des retraites des fonctionnaires, aspects oubliés par le Conseil d'orientation des retraites (COR).

Construite à partir des données officielles, cette étude offre une vision inédite des déséquilibres des retraites, qui sont un facteur explicatif du caractère systématique des déficits publics depuis le contre choc du Baby-boom.

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE

Le déficit des retraites est en moyenne huit fois plus élevé que celui calculé par le COR depuis 2002. Depuis 2002, le COR calcule le déficit des retraites avec une méthode contestable, omettant le déficit public et le caractère dérogatoire des taux de cotisation retraite en vigueur dans le secteur public.

Lorsqu'on corrige cet oubli, le déficit des retraites est en moyenne de 1,5 % du PIB depuis 2002. C'est huit fois plus que le déficit selon le COR (en moyenne 0,2 % du PIB depuis 2002), bien loin du « quasi équilibre » des retraites mis en avant par certains.

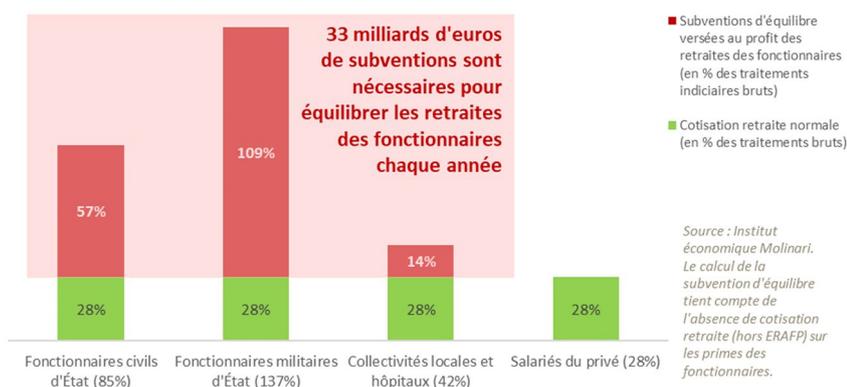
Le COR oublie 33 milliards de subventions compensant chaque année le déséquilibre des retraites des fonctionnaires.

Depuis 2002, le COR a oublié dans son calcul de déficit les subventions permettant d'équilibrer les retraites des fonctionnaires. Elles représentent 1,3 % du PIB par an depuis 2002, soit aujourd'hui 33 milliards.

Le COR ne tient pas compte du caractère dérogatoire des taux de cotisation retraite en vigueur dans le secteur public. Les cotisations représentent 85 % des traitements indiciaires bruts des fonctionnaires civils de l'Etat, soit trois fois plus que les cotisations retraite des salariés du privé (28 % des salaires bruts). Elles représentent 137 % pour les militaires et 42 % dans la fonction publique territoriale.

Les 2/3 des cotisations retraite des employeurs publics s'apparentent à des subventions d'équilibre masquant le déficit des retraites des fonctionnaires. Par rapport au secteur privé, l'Etat cotise 57 % de plus sur les traitements indiciaires bruts des fonctionnaires civils et 109 % de plus sur les traitements des militaires, tandis que la fonction publique territoriale cotise 14 % de plus.

Les retraites des fonctionnaires sont massivement subventionnées Taux de cotisation retraite (en % du traitement indiciaire brut)



Ce déficit oublié correspond à la subvention d'équilibre que les administrations auraient dû verser au Système universel de retraite (SUR), s'il avait été mis en place, minorée pour tenir compte du statut particulier des primes des fonctionnaires (qui sont seulement soumises à la cotisation alimentant l'ERAFP, le fonds de pension de la fonction publique).

Le COR oublie ces subventions d'équilibre expliquant l'incapacité de l'Etat à équilibrer ses comptes depuis les années 1980 et obérant toutes les marges de manoeuvre financières.

L'Etat en France a été particulièrement imprévoyant face au vieillissement

Loin d'être résiduel, le déficit réel des retraites représente en moyenne 1,5 % du PIB par an depuis 2002, soit plus de 10 % des dépenses de retraite sur la période (en moyenne 13 % du PIB).

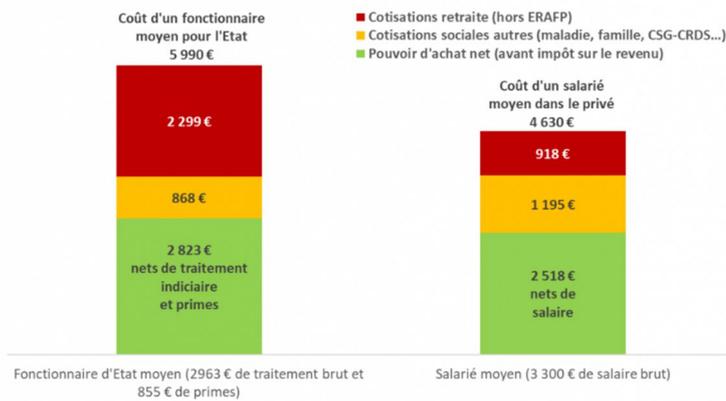
Les retraites expliquent 36 % des déficits publics de 2002 à 2020 (4,2 % du PIB par an en moyenne) lorsqu'on tient compte des subventions d'équilibre liées aux retraites des fonctionnaires.

De 2002 à 2020, les pensions versées par l'Etat et les administrations centrales à leurs anciens personnels ont augmenté de 142 % en euros courants, ce qui représente une progression trois fois plus rapide que les autres dépenses (+44 %). Le budget retraite de l'Etat est passé de 27 milliards d'euros courants en 2002 à 65 milliards d'euros en 2020 (hors collectivité locales et sécurité sociale).

Les pensions des anciens fonctionnaires représentent aujourd'hui 15 % du budget général et pèsent très lourdement sur les ministères ayant une forte masse salariale. Elles représentent, par exemple, 28 % des dépenses de l'Education nationale.

L'imprévoyance de l'Etat en matière de retraite a un impact négatif sur les finances publiques et le rapport qualité prix des prestations publiques. Aujourd'hui, le fonctionnaire d'Etat moyen coûte à la collectivité 29 % de plus que le salarié moyen du privé, alors qu'il touche 12 % de salaire net en plus, l'écart étant lié au caractère disproportionné des cotisations retraite publiques.

Dans la fonction publique, l'absence d'anticipation démographique conduit à l'inflation des dépenses de personnel



Source : Calculs Institut économique Molinari d'après rémunérations moyennes 2020 en ETP selon l'INSEE. Calculs tenant compte de l'absence de cotisation retraite (hors ERAFP) sur les primes des fonctionnaires.

Au 31 décembre 2021, les promesses de retraite faites aux fonctionnaires civils de l'Etat et des militaires représentaient 2 635 milliards d'euros (source compte général de l'Etat). C'était quasiment autant que la dette publique au sens de Maastricht (2 813 milliards d'euros).

Ce dérapage est lié à l'imprévoyance de l'Etat employeur. L'Etat a promis à ses personnels des retraites généreuses sans anticiper la dégradation de la démographie (0,9 cotisant pour 1 retraité dans la fonction publique d'Etat).

Contrairement aux institutions publiques ou privées responsables (Banque de France, CAVP, Sénat...), l'Etat n'a pas mis d'argent de côté pour financer les retraites de ses employés. L'expérience montre que c'est pourtant la façon la plus économique de garantir le respect des engagements pris, tout en réduisant le coût des retraites, les gains générés par les placements financiers permettant d'économiser l'argent public.

20 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/quand-la-gauche-defendait-le-travail-19-09-2022-2490524_20.php

Quand la gauche défendait le travail...

HISTOIRE. C'est à un mouvement de gauche, les Castors, nés en 1948, que l'on doit la reconnaissance de « l'apport-travail », qui a sorti des milliers de personnes de la misère.



Sandrine Rousseau le 7 juin 2022 lors de la journée de mobilisation pour l'hôpital. © Luc Nobout / MAXPPP / IP3 PRESS/MAXPPP

Par Clément Pétreault

Publié le 19/09/2022 à 17h21

Le travail, « une valeur de droite », comme l'affirme Sandrine Rousseau ? Il faut vraiment méconnaître l'histoire de la gauche, des mouvements syndicaux et ouvriers pour asséner une telle ineptie... Les exemples démontrant le contraire sont nombreux, à commencer par le mouvement d'autoconstruction « Castor », fondé par des groupes de jeunes syndicalistes (Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC), CFTC et CGT, notamment) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ce mouvement populaire, basé sur la coopération, l'autogestion, la solidarité et l'entraide inscrit le travail au centre de son action. Ceux qui y adhèrent considèrent alors le travail comme le seul moyen de s'affranchir de l'insupportable crise du logement qui sévit en France à l'après-guerre. Le fonctionnement est simple : les militants bâtissent leur maison sur leur temps libre en fin de journée, le week-end et pendant leurs jours de congés payés. Cette autoconstruction leur permet alors de devenir propriétaires de logements très confortables pour l'époque, en dépit de leurs faibles revenus, la plupart des familles impliquées étant ouvrières.

L'apport-travail

La première opération réussie est lancée en 1948 à Pessac, dans la banlieue de Bordeaux, par un prêtre-ouvrier du nom d'Étienne Damoran. Il réunit cent cinquante jeunes qui décident d'acheter un terrain et des matériaux grâce à une coopérative. Ils prennent alors le nom de « Castors ». Mais certains d'entre eux ne disposent pas de ressources suffisantes pour garantir le prêt auprès des banques, qui réclament un apport financier.

Après avoir fait le siège du bureau du ministre de la Reconstruction Claudius-Petit, les Castors bordelais obtiennent la reconnaissance officielle de « l'apport-travail », autrement dit, la possibilité de garantir un emprunt par le travail et non par un capital. Cette reconnaissance sera entérinée dans une loi adoptée en 1951.

La priorité du travail

L'apport-travail est une disposition fondamentale. Elle permettra à plusieurs milliers de ménages d'accéder à la propriété à des conditions avantageuses : les maisons coûtent alors 30 % moins cher que si elles avaient été entièrement réalisées par des entreprises. Le chantier est mené en un temps record, il faudra moins de deux ans pour construire 150 maisons, reliées au château d'eau et à la station d'épuration commune.

L'expérience de Pessac servira de modèle aux quarante autres opérations de ce type menées en France par la suite. Voici ce qu'en dira trente années plus tard Étienne Damoran, le prêtre-ouvrier à l'initiative de cette première opération Castor : « Pour la première fois, dans une société où l'argent est roi, et où on ne prête qu'aux riches, l'État français a accepté qu'un emprunt soit garanti, non pas par des biens matériels, ou par des capitaux, mais par du travail ! C'est la victoire la plus importante de notre mouvement ! La reconnaissance de la priorité du travail ! »

Critique du libéralisme

La valeur travail, de droite, vraiment ? Le mouvement Castor, tel qu'il est conçu par les militants bordelais, s'inscrit en opposition du libéralisme de l'époque. On retrouve des signes de cette critique à travers le préambule du règlement visant à organiser la vie du chantier : « La vie en société n'est possible que si elle repose sur des règles admises et suivies par tous. S'il n'y a pas de règles, le désordre s'installe, la nature égoïste prend le dessus et la vie devient une épreuve de force. La société est alors comparable à la jungle. »

Le dispositif Castor ne remporte à l'époque pas l'adhésion de toute la gauche, tel que le racontait le Castor Daniel Bancon dans son livre témoignage *Les Castors de l'Alouette* (Princi Neguer) : « Des syndicalistes de la CGT et de la CFTC n'acceptaient pas que l'on demande à des travailleurs salariés de sacrifier ainsi leurs loisirs pendant 3 ans : *C'est une régression sociale ! C'est aux pouvoirs publics à l'État de faire construire des logements, de libérer les crédits !* [...] Les copains régressés-exploités disaient que, par cette voie-là, ils avaient librement choisi d'aller vers une solution concrète à leur problème de logement. » D'autres syndicalistes de la CGT de la CFTC ou engagés dans des associations familiales populaires adressent alors un autre reproche au mouvement Castor : la construction de leurs logements (individuels) mobilise un nombre important de leurs militants, dégarnissant les rangs du front syndical... Ce qui porte préjudice à la classe ouvrière qui doit alors renoncer à leurs forces. L'apport-travail, inventé par les syndicats, n'aura décidément jamais réussi à séduire toute la gauche...

20 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/entre-la-decroissance-menant-au-chaos-social-et-le-consumerisme-effrene-une-troisieme-voie-est-possible-20220919>

«Entre la décroissance menant au chaos social et le consumérisme effréné, une troisième voie est possible»

Par [Ronan Planchon](#)

Publié hier à 17:28, mis à jour hier à 23:22



«La nature humaine, elle est avide de confort et de sécurité, et si l'on dit en ce moment que l'on doit décroître le fonctionnement économique de notre société, cela fait peur, et cela repousse.» *Thomas SAMSON / AFP*

ENTRETIEN - À rebours d'un certain discours en vogue, le président de la fondation Solar Impulse Bertrand Piccard estime qu'une politique de sobriété et de décroissance économique se ferait au détriment des plus précaires. Et avance des pistes pour faire face à la crise environnementale.

Président de la fondation Solar Impulse, Bertrand Piccard a publié Réaliste: Soyons logiques autant qu'écologiques, aux éditions Stock (2021).

LE FIGARO. - Depuis l'entrée en guerre de la Russie, la question de l'énergie, de son coût, de son acheminement, et de son caractère vital pour l'économie est à nouveau sur le devant de la scène. Paye-t-on aussi un immense décalage entre le coût de l'énergie et son utilité sociale? Nos gouvernants ont-ils refusé de se rendre compte de la valeur de l'énergie?

Bertrand PICCARD. - Depuis des décennies, nos dirigeants ont sous-estimé l'importance d'être efficient en énergie, et d'avoir des énergies renouvelables. Il faut voir que trois quarts de l'énergie qui est produite dans le monde sont gaspillés par l'inefficacité des appareils et des infrastructures que l'on utilise. On a des maisons avec une isolation médiocre, des chauffages archaïques, des processus industriels démodés... Cela nuit à l'écologie et au porte-monnaie.

On sait, en outre, que l'on aurait dû passer aux énergies renouvelables, que c'était moins cher, que cela permettait de garantir notre indépendance énergétique et de créer des emplois locaux. Nos dirigeants en ont pris conscience trop tardivement.

Par manque de lucidité sur ce qui pouvait se passer sur le plan économique et sur le plan écologique, nos gouvernants n'ont rien prévu. On doit oublier le discours selon lequel l'énergie serait bon marché. Et que l'on peut se permettre de la gaspiller, car ce serait faire preuve d'une insouciance criminelle.

Allez dire aux Asiatiques et aux Africains qu'il faut décroître sur le plan économique, eux qui manquent de quoi vivre avec décence, ou aux gens qui sont au SMIC ou à l'aide sociale.

Bertrand Piccard

Il existe des tas de solutions qui permettent d'être efficaces sur le plan de l'énergie, de l'alimentation, ou des déchets, donc tout cela existe, il fallait des énergies renouvelables pour être efficaces. À cause de notre imprévoyance, tout à coup, on dit qu'il faut de la sobriété, c'est le nouveau terme à la mode. On se réveille tout à coup parce qu'il y a la guerre en Ukraine.

Vous voyez la décroissance comme une philosophie sans psychologie, en ce sens qu'elle ne prend pas en compte la nature humaine. C'est-à-dire ?

La nature humaine, elle est avide de confort et de sécurité, et si l'on dit en ce moment que l'on doit décroître le fonctionnement économique de notre société, cela fait peur, et cela repousse. Parce que décroître le système économique actuel, cela veut dire des coupes dans l'argent accordé à l'éducation, à la santé, etc. En revanche, ce qu'il nous faut, c'est une décroissance du gaspillage, de la pollution, de l'inefficacité, et de la démesure. Impossible de convaincre les gens de devenir écolos avec une vision de l'écologie qui fait peur.

Et c'est pour cela que je pense que l'on peut concilier l'écologie et l'économie, c'est ce que j'appelle la croissance qualitative.

La nature humaine est-elle, par essence, avide de consumérisme ?

Je pense que cela n'a rien à voir avec le capitalisme, et je nie une nature humaine avide de consumérisme par principe, elle est avide de confort et de sécurité, et répugne à perdre ce qu'elle a. Quand vous parlez de sobriété et de décroissance, c'est un problème de riches. Allez dire aux gens qui ont très peu qu'il faut décroître leurs revenus, ce qu'ils ont, les retraites et la sécurité sociale, et le système économique pour payer tout cela. Cela va détruire leur vie.

Allez dire aux Asiatiques et aux Africains qu'il faut décroître sur le plan économique, eux qui manquent de quoi vivre avec décence, ou aux gens qui sont au Smic. Ils vont s'opposer, c'est pourquoi je pense que convaincre la population qu'il faut une décroissance économique, c'est créer une réticence. Dire par contre qu'ils sont dans une passoire thermique, que l'on peut isoler leurs maisons, cela leur assure d'économiser de l'énergie. Outre le geste écologique, vous économisez le pouvoir d'achat de ces gens qui ont peu, vous leur donnez de quoi vivre de façon décente.

Il faut en fait moderniser notre monde, le faire passer d'un passé polluant et gaspilleur à un présent qui est efficace et écologique.

Bertrand Piccard

Le gaspillage coûte cher et pollue, donc si vous le diminuez, vous augmentez le pouvoir d'achat, et quant à moi, je lutte contre cette idée que le pouvoir d'achat implique les émissions de CO₂. Il faut à présent continuer en couplant le développement économique avec la qualité de l'efficacité, non avec la quantité du gaspillage.

Vous plaidez pour sortir du dilemme actuel entre décroissance menant au chaos social et consumérisme effréné conduisant au désastre écologique. Une troisième voie est-elle réellement possible? Ne risque-t-elle pas d'aboutir sur un consensus mou qui ne changera rien?

Il faut remplacer ce qui pollue par ce qui protège l'environnement, c'est le chantier du siècle en termes de création d'emplois, de développement économique et d'écologie. Il faut isoler tous les bâtiments, changer les infrastructures énergétiques, etc. En d'autres termes, il faut moderniser notre monde, le faire passer d'un passé polluant et gaspilleur à un présent qui est efficace et écologique. Et pour cela, il faut oublier l'idée de diminuer le fonctionnement des entreprises, le niveau de vie des gens, ou tirer vers le bas la situation économique de notre planète.

On va le faire en attribuant des investissements à tout ce qui peut améliorer la propreté et l'efficacité de notre monde, on va créer des emplois et payer des salaires. Au lieu d'avoir des chauffages aux énergies fossiles ou des radiateurs électriques à résistance, il faut passer à des systèmes de pompe à chaleur. C'est économe en énergie, car à ce jour, on a des bâtiments qui peuvent être construits et opérés de manière neutre

sur le plan carbone. Il faut développer des productions d'énergies renouvelables, lesquelles ne sauraient se réduire à des éoliennes dans les régions où personne n'en veut.

Il faut voir la réalité en face, car les énergies renouvelables, ce sont des centrales solaires, de la géothermie, de la biomasse, de l'hydroélectrique, en bref des développements extraordinaires. Et l'énergie solaire et l'éolien en mer par exemple, on va vous répondre que c'est intermittent. C'est la raison pour laquelle il faut mettre en place des centrales de pompage-turbinage et des barrages.

Il faut, en priorité, remettre en service les 50 % du parc nucléaire actuel.

Bertrand Piccard

Les centrales de pompage-turbinage, et ces barrages, sont d'immenses batteries. Construire ces infrastructures prend cinq ans. Et c'est pour cela qu'il aurait fallu faire il y a plusieurs années. Ce manque de prévoyance invraisemblable, car tous les mouvements écologistes disaient qu'on allait au-devant d'un grave problème écologique.

Je pense qu'il ne faut pas démanteler notre filière nucléaire et fabriquer une nouvelle centrale nucléaire. Mais cela demande plus de temps et d'argent que l'éolien en mer, les panneaux solaires et mes barrages de pompage-turbinage.

Il faut donc, en priorité, remettre en service les 50 % du parc nucléaire actuel.

Cela demande une réelle transformation de la société et beaucoup de volonté de la part des citoyens. Est-ce possible à l'heure où un nombre significatif d'entre nous se désintéresse de la chose publique?

Si l'on demande aux gens de se priver ils refuseront, mais si l'on prône un développement du renouvelable, de la durabilité, à économie fondée sur l'efficacité énergétique, ils le feront. C'est à leur avantage, cela crée des emplois, réduit les dépenses dans l'énergie, la nourriture et tout ce qu'ils achètent. Ce qui est intéressant, c'est de voir la législation, et de nos jours, nous disposons de toutes les technologies, de toutes les solutions. Elles sont rentables sur le plan économique, disponibles, et protègent l'environnement.

On l'a prouvé avec la fondation Solar Impulse. Mais la législative est un obstacle à l'application de nos solutions. Par exemple, il existe un système de lampadaires pour l'éclairage public totalement autonome, qui ne nécessite pas d'être raccordé au réseau. Il s'agit d'un panneau solaire, d'une batterie et d'ampoules LED, qui permettrait d'économiser 37 % de la facture énergétique des communes. Mais le règlement interdit de le déployer.

La loi empêche ceux de bonne volonté, et ils sont nombreux, de rendre les choses meilleures.

Bertrand Piccard

Si le règlement changeait, cela créerait des emplois, les communes économiseraient de l'argent, et tout le monde serait content.

Par ailleurs, il existe un autre système qui permettrait d'économiser 20 % de l'essence ou du diesel dans les véhicules. Et, dans le même temps, diminuerait moitié des émissions polluantes au niveau de l'échappement. Mais il faudrait que la vignette Crit'Air de ces véhicules leur permette de rouler pendant un pic de pollution, pour installer les automobilistes à installer ce système... Les techniques arrivent, les obstacles réglementaires les empêchent de fonctionner.

On pourrait aussi faire en sorte que les voitures électriques puissent décharger leur batterie sur le réseau électrique, la maison, ou sur un bâtiment pendant un pic de pollution. C'est impossible parce que les bornes de recharge sont unidirectionnelles, vous ne pouvez que charger votre voiture. Il faut réussir à changer cela.

20 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/faits-divers/paris-une-enseignante-menacee-pour-avoir-demande-a-une-eleve-d-enlever-son-voile-20220919>

Paris : une enseignante menacée pour avoir demandé à une élève d'enlever son voile

Par [Steve Tenré](#)

Publié hier à 22:26, mis à jour il y a 3 heures

Les faits ont eu lieu lors d'une sortie scolaire. Le frère de l'intéressée a d'abord menacé la professeure par téléphone, avant d'être interpellé devant le lycée.

Un jeune homme de 22 ans a été interpellé vendredi, avant d'être placé sous contrôle judiciaire, pour avoir menacé une enseignante qui demandait à une lycéenne de retirer son voile lors d'une sortie scolaire, a appris *Le Figaro* de source bien informée ce lundi 19 septembre, confirmant une information d'[Actu17](#). L'individu a été déféré dimanche puis placé sous contrôle judiciaire, indique au *Figaro* le parquet de Paris. Les faits sont survenus dans le 3^e arrondissement de la capitale. Lors d'une sortie scolaire concernant les élèves du lycée Simone Weil, au sein de la bibliothèque historique de la ville de Paris, l'une des enseignantes accompagnatrices s'est aperçue qu'une lycéenne portait le voile. La professeure lui demande alors de le retirer, indiquant que son port n'est pas autorisé dans le règlement intérieur du lycée et lors des sorties scolaires.

«Tu vas voir ce qu'il va t'arriver»

L'intéressée refuse de l'enlever, et appelle sa famille. Au bout du fil, son frère demande à parler à l'enseignante, qu'il commence à menacer. «*Je vais venir te défoncer, tu vas voir ce qu'il va t'arriver, j'arrive*», aurait-il déclaré. La police, alertée, se dirige vers la bibliothèque avant de repérer le suspect devant le lycée. Interpellé puis placé en garde à vue, il aurait continué ses menaces, expliquant, selon [Actu17](#): «*Si quelqu'un touche ou demande à ma sœur d'enlever son voile dans la rue, je le tue.*»

Comme nous l'indique le parquet de Paris, le jeune homme a été placé sous contrôle judiciaire dans l'attente d'une audience ultérieure pour être jugé des chefs d'outrage et menaces à personne chargée d'une mission de service public.

20 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/la-banalisation-du-national-populisme-20-09-2022-2490568_32.php

La banalisation du national-populisme

ÉDITO. **Du nord au sud de l'Europe, les nationalistes exploitent avec succès la complaisance des partis établis face à l'immigration illégale et à l'islamisme.**



Giorgia Meloni, leader du parti Fratelli Italia (ici, le 18 septembre à Caserta), est créditée de 25 % d'intentions de vote aux élections du septembre (source Ipsos Italie). © ELIANO IMPERATO / Controluce via AFP

Par Luc De Barochez

Publié le 20/09/2022 à 07h00

La marche en avant des nationalistes se poursuit en Europe. Le 11 septembre, le parti des Sverigedemokraterna (SD) est arrivé en deuxième position aux législatives en Suède. Les anciens néonazis sont devenus faiseurs de roi : leurs thèmes anti-immigrés, identitaires et sécuritaires vont donner le « la » dans la coalition de droite en formation. Le 25 septembre, ce sera au tour de l'Italie de voter. Les sondages d'opinion placent en tête les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, qui surfent sur les mêmes slogans que leurs homologues suédois et se sont alliés comme eux à la droite classique. À Stockholm comme à Rome, l'union des droites est un modèle gagnant.

En l'an 2000, l'Union européenne s'était mobilisée contre l'Autriche, qui inaugurerait la première « union des droites » du XXI^e siècle avec une alliance entre les conservateurs et le parti populiste FPÖ de Jörg Haider. À l'instigation de la France, alors en période de cohabitation entre le président Jacques Chirac et la majorité de gauche de Lionel Jospin, l'UE proclamait son refus de poursuivre des rapports normaux avec Vienne. Les contacts furent réduits pendant quelques mois, à la grande honte des électeurs autrichiens humiliés.

Vingt-deux ans plus tard, le Parti socialiste et les Républicains ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes ; les nationalistes, pour leur part, ne se sont jamais aussi bien portés. Les intrigues ourdies par les partis établis pour leur barrer la route du pouvoir ont échoué. Sur le modèle des sanctions contre l'Autriche, cette politique d'obstruction s'est le plus souvent traduite par un refus de coopérer avec des élus assimilés à des pestiférés (ce que traduit l'expression de « cordon sanitaire »).

Racines brunes

Les partis de droite radicale les plus performants sont ceux qui ont su se « dédramatiser », c'est-à-dire se recentrer. En lavant plus blanc leurs racines brunes, ils apparaissent comme plus présentables et surtout, plus aptes à nouer des coalitions de gouvernement. Les Demokraterna de Suède ont exclu nombre de figures extrémistes ces dernières années. En Italie, Giorgia Meloni prend désormais ses distances avec l'ancien dictateur fasciste Benito Mussolini, qu'elle encensait

dans sa jeunesse. La normalisation est à l'ordre du jour. Sous l'effet de la guerre en Ukraine, les Demokraterna comme les Fratelli sont devenus anti-Poutine et pro-Otan.

Et cela marche. Le SD suédois a obtenu 20,5 % des suffrages exprimés le 11 septembre. Il ne recueillait que 1,4 % il y a vingt ans. Les Fratelli sont autour de 25 % des intentions de vote dans les derniers sondages. Ils avaient obtenu 4 % en 2018. Leurs idées infusent bien au-delà de leur famille politique. En France, selon une étude publiée le mois dernier par la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), les électeurs de droite sont plus nombreux à se dire d'accord avec les idées du Rassemblement national (61 %) qu'avec celles de LR (52 %).

Ceux qui pensaient que l'agression de Vladimir Poutine contre l'Ukraine – après les épisodes Covid, Brexit et Donald Trump – allait donner le coup de grâce aux populistes doivent déchanter. Les perdants de la mondialisation, et ils sont nombreux à se considérer comme tels, continuent à reprocher aux partis établis d'avoir été trop longtemps complaisants avec l'immigration illégale et avec l'islamisme. Giorgia Meloni exploite avec succès les inquiétudes contre les arrivées massives de migrants par bateaux en provenance d'Afrique du Nord. La Suède, elle, est le pays d'Europe qui a le plus accueilli de réfugiés (en proportion de sa population) pendant la crise de 2015. Fidèle à sa tradition sociale-démocrate, elle se voulait une puissance morale, ouverte aux autres et accueillante. Las ! L'intégration des arrivants a été beaucoup moins performante qu'en Allemagne ; la grande criminalité et le trafic de drogue ont explosé. Du pain bénit pour les populistes, qui restent encore trop souvent, du nord au sud de l'Europe, les seuls à prendre au sérieux ces questions qui taraudent leurs électeurs.

20 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/20/guerre-en-ukraine-un-geste-fort-pourrait-etre-de-livrer-une-cinquantaine-de-chars-leclerc_6142360_3232.html

Guerre en Ukraine : « Un geste fort pourrait être de livrer une cinquantaine de chars Leclerc »

TRIBUNE

Pierre Haroche

Spécialiste en sécurité européenne

Alors que l'Ukraine est à l'offensive, la France devrait lui envoyer une cinquantaine de blindés et prendre en charge la formation des militaires ukrainiens, plaide Pierre Haroche, chercheur spécialiste en sécurité européenne, dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 07h30, mis à jour à 07h30 Temps de Lecture 3 min.

La double offensive ukrainienne dans les régions de Kherson, dans le Sud, et de Kharkiv, dans l'Est, transforme la façon dont Américains et Européens envisagent le soutien militaire à l'Ukraine. Dans les premières semaines de la guerre, certains experts craignaient que l'aide militaire s'avère inutile dans la mesure où les Ukrainiens étaient condamnés à la défaite. Pire, livrer des armes, c'était prendre le risque de les voir rapidement tomber aux mains de trafiquants ou de criminels, à la faveur de la déroute ukrainienne. Surtout, de nombreux décideurs occidentaux redoutaient que les livraisons d'armes lourdes ne fassent que prolonger la guerre et son lot de souffrances, sans pour autant en changer l'issue.

Aujourd'hui, tous ces calculs sont renversés. Non seulement il est clair que l'aide occidentale est rentable militairement car les forces ukrainiennes savent parfaitement en tirer parti, mais la rapidité de l'offensive sur Kharkiv laisse désormais penser que le meilleur moyen de mettre un terme à cette guerre est d'accélérer le mouvement vers la victoire de l'Ukraine. Dans ce contexte, où en est la France ? Si la livraison de 18 canons Caesar a été très médiatisée, et appréciée sur place, les statistiques du Kiel Institute for the World Economy placent notre pays en queue de peloton. Quand le soutien français à l'Ukraine est évalué à 233 millions d'euros, les Etats-Unis mettent sur la table 25 milliards d'euros, le Royaume-Uni 4 milliards, la Pologne 1,8 milliard et l'Allemagne 1,2 milliard. Même des petits pays comme l'Estonie et la Lettonie affichent des chiffres supérieurs à ceux investis par la France.

La réticence française peut se comprendre. Certes, l'Ukraine a besoin d'armes, mais les stocks français sont limités et le contexte actuel incite les militaires français à chercher à les renforcer, pas à les vider. Cependant, cette frilosité devrait être dépassée pour des raisons aussi bien militaires que diplomatiques et industrielles.

Entretenir le mythe

D'un point de vue militaire, des armes lourdes comme le canon Caesar ou le char Leclerc font surtout la différence dans le combat de haute intensité. Alors qu'elles peuvent jouer un rôle crucial entre les mains des Ukrainiens, elles ne manqueraient pas cruellement aux forces françaises engagées au Sahel, où l'accent est plutôt mis sur la légèreté et la mobilité, via l'usage d'hélicoptères par exemple. Mieux : tant que les Russes sont tenus en échec en Ukraine, nous avons d'autant moins de risque d'avoir à les affronter directement plus près de nos frontières, ce qui nous laisse le temps de reconstituer nos stocks. Livrer nos armes aux Ukrainiens est donc le meilleur usage que nous puissions en faire, y compris pour notre propre sécurité.

D'un point de vue diplomatique, la faiblesse relative du soutien militaire français tend à affaiblir la crédibilité de notre pays auprès de nos partenaires, en particulier en Europe de l'Est. Elle contribue à entretenir le mythe selon lequel les dirigeants français seraient en fait ambigus voire complaisants à l'égard de la Russie. Cette perception pose problème car la France a de grandes ambitions en matière de défense européenne. Elle soutient notamment les efforts de la Commission européenne qui visent à subventionner les

acquisitions conjointes de matériel militaire entre plusieurs Etats membres, en vue de favoriser une convergence des industries de défense et des armées européennes. Beaucoup d'Etats d'Europe centrale et orientale sont a priori intéressés par un renforcement de la défense européenne mais se demandent si la France est un partenaire fiable face à la Russie. N'est-il pas plus prudent de coopérer surtout avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui se sont engagés beaucoup plus fortement en faveur de l'Ukraine ? Dans ces conditions, augmenter significativement les livraisons d'armes françaises enverrait un signal politique fort et pourrait donner un nouveau souffle aux projets européens portés par la France.

Expérience unique de combats

D'un point de vue industriel, enfin, même en adoptant une vision étroitement nationale des intérêts français, les livraisons d'armes à l'Ukraine pourraient être envisagées comme un investissement rentable. A court terme, l'exposition médiatique des armes qui permettent aux Ukrainiens de tenir tête aux Russes constitue une publicité sans équivalent, qui ouvre des perspectives d'exportation nouvelles. Depuis leur emploi en Ukraine, les canons Caesar ont déjà suscité l'intérêt des armées lituanienne et espagnole.

Mais à plus long terme, surtout : il est possible que l'armée ukrainienne devienne, à l'issue de cette guerre, l'une des plus puissantes armées de terre d'Europe. Non seulement parce que l'Ukraine sera fortement incitée à entretenir d'importants moyens militaires capables de dissuader définitivement la Russie, avec le soutien de l'aide internationale ; mais aussi parce que les forces armées ukrainiennes seront fortes d'une expérience unique de combats de haute intensité qui ont déjà largement illustré leurs talents. L'Ukraine deviendra alors un acheteur d'armes incontournable et elle se tournera naturellement vers les équipements que ses soldats connaissent et ont déjà éprouvés au combat. En livrant des armes, ou [en formant 10 000 soldats ukrainiens, comme le font aujourd'hui les Britanniques](#), nos alliés préparent aussi discrètement leurs exportations de demain. Il serait regrettable que les technologies françaises ne soient pas à ce rendez-vous.

Aujourd'hui, alors que l'Ukraine part à l'offensive, le débat sur l'opportunité de livrer des chars refait surface. Les Américains y pensent, les Allemands hésitent. Pour la France, un geste fort pourrait être de livrer une cinquantaine de chars Leclerc, tout en prenant en charge la formation des militaires ukrainiens. Pour ces chars, pensés dès leur conception en vue d'affronter l'armée russe, quel meilleur destin que d'entrer en libérateurs dans des villes débarrassées de leurs occupants, à l'image du maréchal du même nom ?

Pierre Haroche est spécialiste en sécurité européenne, chercheur invité au Centre for European Research, Queen Mary University of London.

20 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/20/l-ecologie-partout-les-ecologistes-nulle-part_6142337_3232.html

L'écologie partout, les écologistes nulle part

Si les discours autour de la nécessité de mettre en place des politiques écologiques se sont normalisés au-delà des clivages partisans, la victoire culturelle de leurs idées laisse les écologistes, défaits au premier tour de la présidentielle, désorientés.

Par [Julie Carriat](#)

Publié aujourd'hui à 05h30, mis à jour à 06h42

Analyse. Sur le dérèglement climatique, les écologistes, depuis au moins René Dumont et son « *verre d'eau précieuse* », ont eu raison avant tout le monde. Mais « *il ne suffit pas d'avoir raison* ». Cette citation de militants tirée du bilan de la campagne présidentielle du pôle écologiste résume un état d'esprit général. Après le mauvais score de Yannick Jadot (4,6 %) et un été qui a rendu sensible à tous la réalité du réchauffement climatique, les écologistes voient leurs messages relayés partout. Le parti de l'écologie politique se cherche pourtant toujours une place qui ne soit plus celle de l'éternel aiguillon minoritaire.

Après avoir moqué les délires d'une poignée d'« *amish* » en 2020, Emmanuel Macron parle de sobriété et de « *fin de l'abondance* », Elisabeth Borne de « *radicalité* ». Même la présidente de la Commission européenne, [Ursula von der Leyen, l'a reconnu dans son discours sur l'état de l'Union européenne](#), mercredi 14 septembre : « *Seuls quelques visionnaires ont compris que le vrai problème était les combustibles fossiles en eux-mêmes, et pas seulement leur prix.* » Une phrase lue comme une reconnaissance, enfin, par les Verts européens. En France, tous les cadres d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) assurent que l'heure est venue de rendre majoritaire leur parti, mais personne n'a la solution. À l'origine, les Verts français sont « *avant tout un contre-pouvoir plutôt qu'un outil permettant d'accéder au pouvoir* », rappelle le député européen David Cormand, ancien numéro un du parti, dans son livre, *Ce que nous sommes* (Les Petits Matins, 240 pages, 18 euros).

Pour se transformer après les scores encourageants des élections européennes de 2019 et municipales de 2020, EELV a tenté la normalisation, incarnée notamment par Yannick Jadot, sa stature de « *présidentiable* » plutôt classique, son discours à base d'« *écologie de solutions* ». Mais cette tentative de crédibilisation a débouché sur une déception. Certains à EELV changent donc aujourd'hui de cap, sans avoir peur du grand écart, et troquent le vocabulaire du modéré pour la « *radicalité* », la décroissance et la sobriété défendues autrefois par la seule aile gauche, récemment incarnée par [les candidatures à la primaire écologiste de Sandrine Rousseau et de Delphine Batho](#).

Le risque de la solitude

À l'approche de leur congrès, prévu en décembre, les écologistes renouent avec les débats internes pour lesquels ils aimeraient pourtant éviter d'être caricaturés. [Tous promettent la refondation, chacun à leur manière.](#) « *Donnons-nous les moyens d'orienter nos énergies militantes vers l'externe plutôt que de passer de longs mois à nous regarder le nombril* », écrivent les signataires d'un des deux projets de référendum militant soumis aux adhérents. L'objectif avoué de ce texte – porté notamment par Marine Tondelier, conseillère municipale à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) – est de réviser « *le fonctionnement autobloquant d'EELV* ».

L'élection présidentielle l'a montré, le parti a échoué à mobiliser une force élargie pour faire campagne. À défaut d'un grand nombre de militants – il en compte officiellement 11 000 à jour de cotisations –, il compte sur la prochaine échéance nationale, les élections européennes de 2024, pour réaffirmer son identité. N'est-il pas le seul à gauche à porter un projet à ce point fédéraliste et pro-européen, loin du parfum populiste et eurosceptique de La France insoumise (LFI) ? Cette stratégie comporte un risque : se retrouver seul. Car les socialistes et les communistes n'écartent pas officiellement l'idée de discuter d'une liste commune. Or, si le

PS et le PCF s'alliaient avec LFI, les écologistes apparaîtraient comme les premiers responsables d'une rupture de la Nupes, un rôle ingrat et aux conséquences électorales incertaines.

La concurrence de LFI

La coalition au sein de la Nupes a permis aux écologistes de revenir à l'Assemblée, mais, au quotidien, elle les contraint. A l'intérieur de l'alliance, ils ont de la concurrence. De nombreux cadres et députés de La France insoumise estiment en effet qu'ils n'ont à recevoir de leçon de personne sur l'écologie. Jean-Luc Mélenchon, le premier, revendique d'avoir fait sa conversion et quitté le logiciel productiviste de la social-démocratie. Dernier symptôme de cette concurrence, la proposition d'interdiction des jets privés. En juin, les sénateurs écologistes avaient déposé un amendement au projet de loi « climat » en ce sens et, fin août, le secrétaire national d'EELV, Julien Bayou, a porté l'idée dans les médias.

A la rentrée, [une poignée de députés LFI ont damé le pion aux écologistes en déposant une proposition de loi sur ce thème](#). L'épisode est minimisé par les états-majors des partis et considéré comme une chamaillerie, mais il révèle des tensions autour de la question du primat de l'écologie politique. Pour David Cormand, LFI reste une structure sociale-démocrate, la dernière version d'une identité socialiste vieillissante. « *Je doute que la reconstruction, même écologisée, du pilier socialiste suffise à structurer une proposition politique en capacité de préserver ou de restaurer l'habitabilité de la terre* », justifie ainsi l'eurodéputé, pour qui la Nupes signe la « normalisation » de LFI. Si le reste de la gauche se concentre sur le social, la raison d'être du parti de l'écologie politique reste intacte. Mais si, au contraire, LFI confirme son aura auprès des jeunes soucieux du climat, c'est moins sûr.

Reste un dernier obstacle pour EELV : quel porte-parole ? De débats sur le barbecue en sorties sur la « valeur travail » et la droite, la voix écologiste la plus entendue est sans doute celle de Sandrine Rousseau. Décrite en interne, pour le moment déconnectée de l'appareil dirigeant, la clivante députée a elle aussi rendez-vous au prochain congrès. Il n'est pas certain que ses messages en forme d'« électrochoc » puissent se marier avec les visées majoritaires des cadres sortants du parti. Mais, à EELV plus qu'ailleurs, les processus militants peuvent réserver des surprises.

Julie Carriat

20 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/19/les-extraits-d-impunité-d-helene-devynck-pourquoi-ce-qui-s-est-passe-si-souvent-dans-le-bureau-de-ppda-est-il-demeure-impossible-a-comprendre_6142191_3232.html

Les extraits d'« Impunité », d'Hélène Devynck : « Pourquoi ce qui s'est passé si souvent dans le bureau de PPDA est-il demeuré impossible à comprendre ? »

Dans un récit à paraître au Seuil, l'ancienne journaliste raconte comment les femmes qui ont accusé Patrick Poivre d'Arvor d'agressions sexuelles et de viols, dont elle fait partie, ont fait le choix courageux de témoigner. A la veille de la sortie du livre, le 23 septembre, nous en publions quelques extraits.

Par [Hélène Devynck](#)

Publié hier à 05h15, mis à jour hier à 12h54



Hélène Devynck à son domicile parisien, le 1er septembre 2022 BETTINA PITTALUGA POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

[L'ancienne journaliste Hélène Devynck décrypte le « système criminel » qui a perduré, au sein de TF1, autour de Patrick Poivre d'Arvor, pendant plus de trente années. A travers une succession de portraits, elle raconte dans Impunité, récit à paraître au Seuil le 23 septembre, l'histoire des femmes, dont elle-même, qui disent avoir été agressées ou violées par la star de TF1. Plusieurs enquêtes ont été ouvertes sur les faits reprochés à PPDA, dont certaines ont été classées sans suite pour cause de prescription. Dans les procédures encore en cours, l'ancien journaliste, qui nie l'ensemble des accusations, est présumé innocent. Nous proposons ici quelques extraits du livre.]

Bonnes feuilles. Je vis dans un pays en paix doucement déclinant, fier de son art de vivre qui lui vaut une réputation mondiale d'élégance et de sophistication.

La plupart de mes compatriotes seraient incrédules ou affreusement vexés si des anthropologues venus du futur décrivaient les mœurs françaises d'aujourd'hui comme primitives. Les Claude Lévi-Strauss ou les Françoise Héritier de science-fiction, rentrés chez eux par une faille spatio-temporelle, publieraient des articles savants dépeignant une société où les femmes sont agressées autour de la puberté, débordées à la maternité, rejetées à la ménopause. Où les hommes les plus privilégiés ont le droit de profiter sexuellement de qui ils veulent. Où leurs victimes sont piégées, contraintes au silence et condamnées à un défilé de déshonneur si elles transgressent cette règle.

Moi-même, je serais atterrée si c'était vrai.

Comme je ne veux pas que ça le soit, j'ai parlé.

Nous sommes une soixantaine à dénoncer le même homme, espérant exposer toute la machinerie qui nous contraignait à ce qu'on ne voulait pas, puis à le taire. Parler semblait un danger maîtrisé.

On a pris le bouillon.

On a su avant de se voir qu'on était faite du même bois. On avait toutes buté contre le silence ou l'indifférence, partagé l'humiliation, l'espoir d'une justice et la volonté de défendre celles qui ne le peuvent pas. On a de 20 à 60 ans. On vit à la campagne, dans un village, dans une grande ville de France ou à Paris. On est bourgeoise, de droite ou de gauche, fauchée ou pas, militante associative, psychothérapeute, enseignante, restauratrice, vendeuse chez Intersport, journalistes pour beaucoup. Les écrivaines sont surreprésentées, les anorexiques aussi. Certaines étaient mineures au moment des faits (...). On a toutes fait des études supérieures. Les sociologues sauraient déterminer un biais de sélection en comparant notre groupe aux statistiques nationales. Les enquêteurs auraient pu chercher un profil des victimes. Les faits s'étalent de 1981 à 2016.

On est les preuves vivantes de ce que le patriarcat à la française coûte de peur, de solitude et de souffrance. On veut toutes la même chose : empêcher le système qui nous a coincées de continuer à en coincer d'autres. On fait chacune avec nos armes. Le bagout d'Emmanuelle, la puissance de Muriel, la franchise de Stéphanie, la finesse de Clémence, l'humour d'Aude, la ténacité de Cécile, la

précision de Chloé, la résistance de Florence, la rigueur de Karin, la justesse de Marie-Laure, la créativité de Margot, la subtilité de Justine, la force de toutes et de chacune. La mienne, c'est ce que vous lisez.

(...)

Chloé a été la première à me contacter. Ça n'est pas son vrai prénom. (...)

Chloé débarque à Paris, seule, après ses études de journalisme à Lille. Elle est la fierté de ses parents, leur fille chérie portant la réussite de l'intégration d'immigrés polonais du temps du charbon. (...) Elle est intelligente et sérieuse. Elle a 24 ans quand elle gagne le prix Francis-Bouygues, un concours sponsorisé par l'actionnaire de TF1 et récompensé par une embauche dans la rédaction de la chaîne. Sa beauté est aussi incontournable que difficile à décrire sans tomber dans les stéréotypes. Elle est ancrée dans une féminité extrême, laiteuse, moelleuse. Quelque chose que Marilyn Monroe a incarné pour la postérité et qui n'a pas échappé à notre agresseur. Lorsqu'il la croise dans les couloirs de la rédaction, il lui susurre, les yeux mi-clos, dans un rôle suggestif supposé érotique : « *Humm... Marilyn...* » Un autre jour, sous prétexte de commenter un reportage diffusé dans son journal, il s'attarde après la conférence critique qui suit le « 20 heures ». Il bloque Chloé près de l'ascenseur, se penche vers elle, une main contre le mur au-dessus de son épaule : « *Vous êtes en couple ? Vous êtes fidèle ?* »

C'est gênant, déplacé et intrusif, d'une grossièreté couverte de miel, collante et douceuse.

Il posait ces deux questions depuis si longtemps à toutes les femmes que c'était devenu une blague dans le milieu. (...)

Chloé est convoquée dans le fameux bureau qui sera si souvent décrit dans l'enquête du major [*de police*]. (...)

Elle est accueillie par un sourire engageant.

Le sujet du reportage du jour est vite évacué.

« *Vous vous souvenez quand vous êtes venue me présenter une infographie ? Vous avez collé vos seins contre mon dos... Vous savez, vous avez beaucoup d'atouts.* »

En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, il se lève de son fauteuil, enfonce sa langue dans la bouche de Chloé, la renverse sur le plateau de la grande table, une main dans le soutien-gorge tandis que l'autre plonge dans la culotte.

Un doigt de la main dans la culotte entre à l'intérieur du sexe de Chloé.

Vous êtes sur votre lieu de travail. L'homme est omnipotent. Il vous intimide un peu. Vous respectez son pouvoir. Votre avenir professionnel dépend de lui.

Soudainement, brusquement, il fouille l'intérieur de votre sexe.

C'est une anomalie qu'aucun cerveau ne peut gérer.

Les pensées s'accélèrent pour faire tourner le plus vite possible le programme neuronal en mode « danger ». En attendant de trouver la solution pour vous en sortir avec le moins de dommage possible, vous ne bougez pas. Et d'ailleurs, c'est peut-être ça, la solution. Ne pas bouger.

Le doigt est resté là où il était pendant plusieurs minutes qui ont paru à Chloé particulièrement longues.

Elle se souvient d'avoir pensé à la porte grande ouverte, aux secrétaires et à la rédactrice en chef de l'autre côté de la cloison, à la fierté de ses parents, aux années d'efforts pour décrocher son poste, à l'homme qu'elle aime, au récit qui, inmanquablement, l'accablerait si elle était vue dans cette posture. Je le connais ce récit. On le connaît tous.

Elle en a conclu qu'il ne fallait pas faire de bruit, qu'il ne fallait pas l'exciter davantage, qu'il fallait se dégager silencieusement.

Elle s'est tortillée pour sortir sa langue de sa bouche et le doigt de son vagin.

Elle a murmuré un « *non, Patrick* ». Pas trop fort, pas trop impératif pour ne pas le mettre en colère.

Elle s'est redressée. Il n'a pas semblé embarrassé du tout.

Elle a quitté les lieux comme on fuit un saccage, rasant les murs, cramoisie, échevelée, rajustant sa tenue, sidérée.

Elle n'a rien dit ce jour-là, ni pendant quinze ans.

20 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/henri-guaino-a-partir-de-maastricht-l-union-europeenne-se-construit-en-faisant-reculer-la-democratie-20220919>

Henri Guaino: «À partir de Maastricht, l'Union européenne se construit en faisant reculer la démocratie»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 19:42, mis à jour hier à 19:42



Henri Guaino. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - L'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy à l'Élysée a été l'un des artisans de la campagne du non lors du référendum sur Maastricht. Trente ans après, la désindustrialisation, la perte de notre souveraineté et la crise de la démocratie sont directement liés au traité de Maastricht et à ses conséquences funestes, argumente-t-il.

LE FIGARO.- Il y a trente ans, le traité de Maastricht était adopté. Avec le recul, comment jugez-vous cet événement?

HENRI GUAINO.- Il faut se souvenir que ce traité, si lourd de conséquences, dont celle de faire disparaître le franc, semblait promis à une adoption sans difficulté dès lors que les gouvernements, les diplomates et les technocraties des douze États membres de l'époque avaient réussi à s'entendre. Il y avait dans l'air quelque chose d'inéluctable, dans la droite ligne de l'ambiance qui avait présidé à l'adoption en 1986 de l'acte Unique. Mais avec Maastricht, la méthode de l'entre-soi des experts et des politiciens a déraillé.

Quelques voix fortes ont commencé à s'élever même au sein de ce que l'on appelait les partis de gouvernement: Séguin, Pasqua au RPR, Chevènement au PS, et je pense aussi à Philippe de Villiers. C'est avec Maastricht que la question européenne devient un sujet structurant de la vie politique et que le projet fédéraliste revient en force comme l'objectif inavoué mais constant de ce que l'on appelle les «avancées» de la construction européenne. C'est un moment charnière.

À l'époque, vous aviez participé à la rédaction du fameux discours de Philippe Séguin...

Ce discours fut le premier refus éclatant, assumé, revendiqué, argumenté, opposé au camp du oui, retranché dans sa certitude d'être celui de la raison hors duquel il n'y avait que des irresponsables qui étaient prêts à sacrifier la paix et à entraver le progrès économique au nom d'un nationalisme désuet et dangereux. Ce jour-là, Philippe Séguin leur administra trois heures d'une grande leçon de République, de nation, et d'État, mais aussi de démocratie. François Mitterrand, ayant finalement opté pour le référendum, ce fut ma première

participation à une campagne politique. La plus belle de toutes parce qu'il ne s'agissait pas de quémander des voix mais de faire prendre conscience de ce qui était réellement en jeu.

On ne mesure pas le courage qu'il a fallu aux quelques hommes d'État qui se sont levés quand il aurait été si simple de se taire face à la violence inouïe du camp politique et médiatique du oui qui n'a été **adopté de justesse qu'avec à peine 51 %**. Le traité allait pouvoir s'appliquer mais, désormais, les Français qui ne voulaient pas de cette Europe-là ni de cette façon de la faire sans et même contre les peuples n'étaient plus un groupuscule, et cette Europe avait un nom, elle était maastrichtienne.

L'histoire vous a-t-elle donné raison?

Il faut bien comprendre, et c'est un peu l'angle mort du souverainisme, que Maastricht était aussi un projet de société. Certains promoteurs du traité disaient d'ailleurs clairement que **cette Europe maastrichtienne avait pour but d'imposer aux Français les réformes dont ils ne voulaient pas, de liquider l'exception française: l'État gaullien, le colbertisme, le modèle républicain de l'égalité, de l'assimilation, du service public, la nation indivisible, le pacte social issu du programme du Conseil national de la Résistance...** Cette conception de la construction européenne s'est démasquée dans le projet de Constitution européenne (*élaboré en 2004, NDLR*) dont la partie trois, disparue par la suite, allait jusqu'à constitutionnaliser le contenu de toutes les politiques communautaires.

On peut dire qu'à partir de Maastricht, l'Union européenne se construit en faisant reculer la démocratie

Henri Guaino

Trente ans après, de traité en traité, de jurisprudence en jurisprudence, de réforme structurelle en réforme structurelle sous la pression des critères de convergence maastrichtiens, les effets sont là, **même si l'Europe n'est pas seule responsable**: l'autorité de l'État est effondrée, les services publics, en ruine, la désindustrialisation atteint le seuil critique où elle menace notre indépendance, la citoyenneté républicaine est ébranlée par la montée des communautarismes, le pacte social est au bord de la rupture, et l'impuissance publique, construite méthodiquement, de renoncement en renoncement, dont la construction européenne est devenue l'alibi, mine la démocratie, qui s'achemine, non seulement en France mais dans toute l'Europe, vers une crise qui pourrait bien se révéler dangereuse.

Vous voulez dire que l'Union européenne de Maastricht nourrit la crise de la démocratie?

Oui, on peut même dire qu'à partir de Maastricht, l'Union européenne se construit en faisant reculer la démocratie. C'est ce qui se passe depuis trente ans. Quand, dans un cadre institutionnel, il n'y a plus qu'une seule politique possible, un seul modèle de société possible, sous la surveillance des juges et des autorités indépendantes, quel que soit le résultat des élections, ce cadre institutionnel ne peut plus être qualifié de démocratique. Je me souviens de la phrase de Philippe Séguin: *«La droite et la gauche sont deux détaillants qui ont le même fournisseur: l'Europe.»* Au nom de la hiérarchie des normes juridiques, le droit ne s'écrit plus que dans ce que les juristes nomment le dialogue des juridictions, c'est-à-dire l'entre-soi des juges, et tout est dit quand on prétend faire la démocratie par le droit et non plus le droit par la démocratie. Mais la démocratie est ici la victime collatérale d'un projet encore plus délétère: celui de la dépolitisation totale de l'économie et de la société pour les mettre en pilotage automatique par la loi du marché, la concurrence «libre et non faussée» et le juridisme.

Mais l'Europe a bien besoin de règles, pour fonctionner et afin que tout ne soit pas remis en cause tout le temps...

Cet argument me rappelle la sentence énoncée il y a quelques années par l'un des défenseurs les plus compétents de l'Europe maastrichtienne à propos du rôle central que doit jouer la Commission européenne: *«Tenir l'Europe à l'écart des passions populaires.»* Mais la politique doit prendre à bras-le-corps les passions populaires, non pour les chevaucher, ça c'est la démagogie, mais pour les canaliser et les orienter vers l'intérêt général, ça c'est l'idéal démocratique.

La construction maastrichtienne avait pour but inavoué mais réel de dissoudre dans le **juridisme l'imaginaire des peuples européens, leur histoire, leur culture, leur mentalité, leurs traditions politiques, juridiques, tout ce par quoi s'expriment leur caractère singulier, leur identité, tout ce qui fait qu'une population a conscience**

de former un peuple. Mais le juridisme européen, cette expression d'un droit hors sol qui n'est ancré ni dans les cultures ni dans la démocratie ne peut être la matrice d'un peuple européen unique et il finit, on y arrive, par provoquer le retour du refoulé national.

Le droit européen ne s'enracine-t-il pas dans des valeurs partagées?

Le problème, c'est que nous ne sommes pas tous d'accord sur leur traduction juridique. Ainsi, **pour beaucoup de nos partenaires, la conception française de la laïcité est une atteinte aux libertés individuelles alors que pour nous, elle en est une condition.** La question se pose dans les mêmes termes pour notre conception de **l'assimilation**. Pour beaucoup de nos partenaires **l'indépendance du parquet** est une condition de l'État de droit, contrairement à notre propre tradition juridique et à notre conception de l'État républicain. Pouvons-nous accepter que des jurisprudences fondées sur une interprétation qui ne serait pas la nôtre des valeurs européennes nous obligent un jour à renoncer à ces principes? Ce mouvement est déjà allé tellement loin que les juridictions nationales ont dû lui opposer le respect des traditions constitutionnelles nationales, mais c'est une digue bien mince.

Mais les traités ont été approuvés souverainement...

Certes, mais **la souveraineté ne se délègue pas, ne se subordonne pas et ne se divise pas. C'est le droit imprescriptible d'un peuple ayant une conscience de peuple d'opposer à tout moment un refus déterminé à ce dont il ne veut absolument pas.** Elle est dans le refus qu'oppose de Gaulle en décembre 1944 à l'état-major allié qui ordonne à Leclerc d'évacuer Strasbourg. Aucun engagement d'aucune nature ne peut l'en déposséder, sauf à cesser d'exister en tant que peuple. Il ne peut que décider de ne pas exercer sa souveraineté jusqu'à ce qu'il décide le contraire.

Maastricht était un piège bien conçu : à chaque crise, au lieu de chercher à réorienter la construction européenne on explique que si ça ne fonctionne pas bien, c'est parce que l'on n'est pas allé assez loin

Henri Guaino

En 2005, lors du référendum sur le traité constitutionnel, la France du non a pris sa revanche. Pourtant, vous avez soutenu Nicolas Sarkozy, qui a fait passer le traité de Lisbonne par la voie parlementaire trois ans plus tard.

Nicolas Sarkozy avait fait campagne sur ce sujet: il n'a trompé personne. Il voulait un traité simplifié et non plus une Constitution. C'est ce qui a été négocié entre les 27 chefs d'État et de gouvernement; puis 27 diplomates, 27 technocraties, plus la technocratie européenne, ont écrit le texte et ont accouché du **monstre qu'est le traité de Lisbonne**. Et, une fois que c'est fait, on ne peut plus changer une virgule, parce que chacune d'entre elles est le résultat d'une âpre négociation, comme pour les traités de libre-échange négociés par la Commission européenne.

Ce n'était plus du tout la Constitution européenne. La partie trois avait été supprimée et, comme l'expliquait le président de la Cour de justice de l'Union européenne dans un entretien aux *Échos* à l'automne dernier, après l'échec des référendums néerlandais et français, tout ce qui semblait préfigurer un État fédéral en a été sorti. **Tout en avouant, avec ce mépris consommé des peuples qui caractérise parfois les bureaucrates européens, en avoir gardé la substance.**

Cet épisode a été vécu par beaucoup comme un scandale démocratique. Il faut en tirer les leçons. D'abord, il est vain de vouloir réformer l'Europe en négociant un nouveau traité, parce que, par la force des choses, on referra un monstre. Et il faut inscrire dans la Constitution que les traités européens ne pourront plus être adoptés que par référendum.

L'euro exclut à mes yeux cette option, car même si je continue de penser que sa création a été une faute, même si je pense que ses fondations économiques sont très fragiles et qu'il peut être emporté par une crise, le risque de cataclysme économique, et les souffrances qu'il pourrait entraîner, est tel que je considère qu'il serait moralement inacceptable de le prendre délibérément.

Maastricht était un piège bien conçu: à chaque crise, au lieu de chercher à réorienter la construction européenne on explique que si ça ne fonctionne pas bien, c'est parce que l'on n'est pas allé assez loin. Et la fuite en avant continue comme le pacte de stabilité ou, pire, le soi-disant plan de relance européen pendant la pandémie qui n'avait aucune utilité macroéconomique mais qui faisait franchir un grand pas vers le fédéralisme budgétaire en violation des traités pourtant brandis sans cesse comme les tables de la Loi, et, qui plus est, en mentant de façon éhontée, puisque ce dispositif ne va pas nous rapporter 40 milliards de ressources supplémentaires, mais nous coûter 25 à 30 milliards, puisqu'il faudra en rembourser 65 à 70 milliards.

On nous avait vendu l'Europe maastrichienne comme le moyen d'assurer l'indépendance de l'Europe face aux superpuissances, et dans tous les domaines, l'Europe n'a jamais été à ce point inféodée à la logique des blocs où elle a tout à perdre

Henri Guaino

Dans le contexte actuel d'inflation, la monnaie unique: atout ou handicap?

La question ne se pose pas ainsi. Le problème, c'est que nous n'avons pas de prise sur la politique monétaire et que si la BCE décide un resserrement trop brutal de celle-ci et fait monter trop vite et trop haut les taux d'intérêt, nous en subissons les conséquences, qui peuvent se révéler catastrophiques pour nous sans rien y pouvoir.

Comment l'Europe peut-elle recouvrer sa souveraineté?

On voit l'effet délétère du marché unique de l'électricité qui était prévisible et du démantèlement du monopole naturel d'EDF par le droit européen de la concurrence. On nous avait vendu l'Europe maastrichienne comme le moyen d'assurer l'indépendance de l'Europe face aux superpuissances, et dans tous les domaines, de la santé à la défense, en passant par l'énergie et l'industrie, l'Europe n'a jamais été à ce point inféodée à la logique des blocs où elle a tout à perdre.

Alors oui, il faut la réorienter au plus vite et pour cela je ne vois qu'une option: **le retour à la responsabilité politique en rendant à la loi nationale sa primauté dans l'ordre juridique interne dès lors qu'elle est postérieure au traité.** Après, tout est affaire de discernement et de volonté politique.

20 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/refus-d-obtempérer-l-autorité-bafouée-toutes-les-trente-minutes-en-france-20220815>

Refus d'obtempérer: l'autorité bafouée toutes les trente minutes en France

Par [Christophe Cornevin](#)

Publié le 15/08/2022 à 19:33, mis à jour le 16/08/2022 à 07:15



Des policiers procèdent à un contrôle routier dans le cadre d'une opération anti rodéo urbain, le 11 août à Caen (Calvados). *Martin ROCHE / OUEST-FRANCE/PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP*

INFO LE FIGARO - Alors que chaque contrôle peut virer à la tragédie, les forces de l'ordre s'organisent.

Sur fond de haine antiflics et de bouffées de violence éclatant au cœur de l'été, policiers et gendarmes jouent tous les jours leur vie à la roulette, lors de périlleux contrôles routiers où se multiplient les refus d'obtempérer. Se moquant des porteurs d'uniforme comme d'une guigne, voire les prenant délibérément pour cibles, les chauffards accélèrent pour forcer les barrages et fuir à tombeau ouvert.

L'un des épisodes les plus éloquentes remonte à la nuit de lundi à mardi dernier, lorsque trois policiers de la BAC ont été littéralement renversés, comme des quilles, à Toulouse par un voyou de 24 ans. Percutant les agents délibérément vers 2 heures, le conducteur a tenté de prendre l'autoroute 64 à contresens. Sa course folle a été stoppée par les coups de feu d'une seconde patrouille, sur laquelle il s'apprêtait à foncer, quitte, une fois encore, à tuer. À Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, trois autres policiers ont été blessés jeudi 4 août, vers 11 h 45, après le contrôle d'une Mercedes qui a forcé le passage à un feu rouge. Parmi les victimes, un gardien de la paix a juste eu le temps de briser une vitre avant d'être happé par la berline du chauffard, qui a accéléré. Là encore, presque par miracle, les agents ont évité le pire. Un test toxicologique a révélé que le conducteur était sous l'emprise de stupéfiants.

Policier percuté de plein fouet à Limoges par le pilote d'un deux-roues motorisé qui a fini contre un arbre, agent de la BAC traîné sur plusieurs mètres par un scootériste à Lyon... *«Il ne se passe plus une sortie sur le terrain sans que les collègues soient exposés à ce que nous considérons comme des tentatives d'homicides volontaires, et certains prennent leur service avec une certaine appréhension»*, grince un cadre de la sécurité publique avant de soutenir: *«Il y a encore vingt ans, les citoyens s'arrêtaient au coup de sifflet. Maintenant, cela n'est plus le cas...»*

Sentiment d'impunité

Un dernier bilan que s'est procuré *Le Figaro* en témoigne. Édifiant, il révèle que pas moins de 26.320 refus d'obtempérer ont été répertoriés en 2021 par les policiers et les gendarmes. Soit plus d'un toutes les trente

minutes! Un chiffre à mettre en regard des quelque 22.000 outrages à dépositaires de l'autorité publique répertoriés en 2020 et qui en dit long sur le sentiment d'impunité dont pense jouir une frange de la population. Devenus omniprésents, les criminels en puissance sévissent aussi bien au cœur des cités chaudes que dans les replis les plus reculés du territoire. Le dernier rapport de l'inspection générale de la gendarmerie nationale est formel: en trois ans, le nombre de refus d'obtempérer des conducteurs de véhicules a bondi de 19,17 % en zone rurale et périurbaine, pour friser la barre des 13.700 faits recensés en 2021. *«Sur le terrain, nos gendarmes doivent être très vigilants, car ils se savent vulnérables sur la chaussée, témoigne un officier. Pour organiser un contrôle, ils choisissent donc un lieu où ils peuvent se dégager, avec par exemple un fossé pour se soustraire à la menace...»*

Le profil des chauffards? *«Le plus souvent, des gens en état d'ébriété, ayant consommé de la drogue, présentant un défaut de permis de conduite ou d'assurance»*, énumère un officier affecté à la compagnie de Meaux, qui, le 28 juillet dernier, a mené une opération dans un campement de gens du voyage pour y interpellier un conducteur de quad. Peu avant dans la journée, il s'était soustrait à plusieurs tentatives de contrôle, roulant même sur le pied d'un militaire, alors qu'il circulait sans casque sur son engin avec sa fille de 4 ans que les genoux. *«Il a fallu qu'une patrouille le double et se mette en travers de la route, juste devant lui pour l'intercepter»*, rembobine-t-on à la compagnie. Présentée en comparution immédiate, cette tête brûlée a écopé le lendemain d'une peine de 12 mois de prison. En cas de mise en danger de la vie d'autrui, les contrevenants encourent jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et une amende pouvant grimper jusqu'à 75.000 euros. *«Notre priorité reste la sécurité des effectifs, qui doivent sans cesse s'adapter en fonction de la configuration des lieux, confie le commissaire divisionnaire Sonia Fibleuil, porte-parole de la police nationale. Pour limiter les risques, les policiers sont formés dès l'école, à travers des mises en situation, pour intervenir à trois quand c'est possible sur un contrôle. Pendant qu'un agent vérifie que le conducteur a bien coupé le moteur et que ses mains sont sur le volant, ses collègues sont postés, prêts à réagir, respectivement légèrement en retrait du pare-brise et à l'arrière du véhicule.»* Les modèles de voiture et de scooters électriques, qui peuvent partir en trombe sans faire de bruit, sont particulièrement redoutés. En cas d'alerte, les unités déploient au besoin des herses, mais il faut que les conditions soient réunies, notamment que la route soit bien droite et qu'il n'y ait pas d'arbre aux alentours, dans lequel pourrait s'encaster le délinquant.

Fou du volant

Parfois, le refus d'obtempérer vire à la tragédie, comme en témoignent les quatre morts et les cinq blessés impliqués dans un carambolage provoqué, le 17 juillet dernier à Leubringhen (Pas-de-Calais), par un fou du volant qui avait emprunté l'A 16 en sens inverse pour esquiver un barrage et filer en direction de Calais. Quinze jours auparavant, de leur côté, les gendarmes célébraient la mémoire de Mélanie Lemée, 25 ans, mortellement percutée, le 4 juillet 2020 sur la D 813 à Port-Sainte-Marie. Son meurtrier, un truand en cavale avec 160 grammes de cocaïne à bord de sa Renault Clio, roulait à 150 km/heure au moment du choc.

Au sortir de la pandémie de Covid, qui n'a quasiment eu aucun effet sur les courbes des infractions en dépit du ralentissement du trafic routier, force est de constater que les enragés de la route gardent le pied au plancher. Selon nos informations, 6393 *«refus d'ob»* - comme disent les policiers dans leur jargon -, ont déjà été relevés pour le seul premier trimestre de l'année. Soit près de 70 faits par jour!

20 septembre (FAZ)

https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/energiekrise-und-inflation-staatsgeld-auf-pump-18322041.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2

HANKS WELT:

Staatsgeld auf Pump

Die Schulden-Ökonomie des kleinen Häwermann – und was wir daraus für unsere aktuelle Krise lernen können.



Die sogenannte „Schuldenuhr Deutschlands“ spiegelt sich in einer Pfütze vor dem Gebäude des Bunds der Steuerzahler. Bild: dpa

Damit musste man rechnen. Nach dem dritten wird jetzt über ein viertes Entlastungspaket gegen die Folgen von Energiekrise und Inflation diskutiert. Die Begründung ist jedes Mal gleich und gleich dürftig: „Es reicht nicht.“ Getreu dem Motto des kleinen Häwermann von Theodor Storm, der auf die Frage, ob er noch nicht genug habe, „Mehr, mehr!“ schrie.

Das zuletzt beschlossene dritte Paket beläuft sich auf 65 Milliarden Euro. Bedient werden Rentner, Studenten, Familien mit Kindern, Ärmere wie Reichere. Der Wettlauf der Benachteiligten, die nach Entlastungsinterventionen rufen (oder deren Fürsprecher diese fordern), kennt keine Pause: „Um das Schlimmste gerade für Menschen mit wenig Einkommen abzufedern, müssen wir bei einem Fortschreiten der Krisen bereit sein, noch einmal nachzulegen.“ So sprach sich zuletzt Bundestagspräsidentin Bärbel Bas (SPD) für ein viertes Paket aus.

„Die Erfahrung der Staatshilfen in der Corona-Pandemie hat das Anspruchsdenken gefördert, wonach der Staat bei Verschlechterungen der Gegebenheiten grundsätzlich in der Pflicht steht, für Ausgleich zu sorgen“, schreibt Martin Hellwig, Ex-Direktor des Bonner Max-Planck-Instituts für Gemeinschaftsgüter in einem Aufsatz über „Gasknappheit und Wirtschaftspolitik“. Während die Staatshilfen in der Corona-Pandemie zur Milderung von Staatsmaßnahmen (Lockdown) gedient hätten, werde heute die Wirkung von Entwicklungen in Osteuropa kompensiert, für welche die Bundesregierung keine unmittelbare Verantwortung trage. **Die notorisch gewordene Anspruchshaltung des Justemilieu sagt: Ich habe ein Recht auf den Erhalt des Status quo. Sollte sich dieser verschlechtern – einerlei, von wem auch immer verursacht –, habe ich ein Recht auf finanzielle Entschädigung durch meine Regierung.**

Wie die verängstigten Bürger rufen auch die Unternehmen um Hilfe (besonders vernehmlich die BASF), die sich zuvor in Abhängigkeit vom russischen Gas begeben haben, ohne den damit verbundenen Risiken Rechnung zu tragen. Auch sie verlangen, der Staat müsse sie rauspauken.

Wenig Wachstum

Umsonst ist das alles nicht. Irgendwo müssen die Entlastungsmilliarden herkommen. Das deutsche Wort dafür heißt **Schulden**. Zwar versichert der Finanzminister ein ums andere Mal, **im nächsten Jahr werde die Schuldenbremse der Verfassung eingehalten**, die gebietet, dass die Haushalte von Bund, Ländern und Kommunen grundsätzlich ohne Kredite auskommen müssen, also sich durch Steuern und Gebühren finanzieren müssen. Geduldet sind allenfalls Schulden von 0,35 Prozent des nominalen Bruttoinlandsprodukts. Das entspricht im kommenden Jahr 17,2 Milliarden Euro „erlaubter“ Neuverschuldung und reicht noch nicht einmal für **das dritte Entlastungspaket von 65 Milliarden**. Der Finanzminister sagt, da sei noch „Spiel“, **außerdem werde man sich einen Teil des Geldes von den klotzig verdienenden Stromerzeugern holen. Erst „abschöpfen“ (mein neues Lieblingswort), dann „entlasten“.**

Ist das schlimm? Nö, sagen viele Zeitgenossen, worunter sich auch viele Ökonomen befinden. Schließlich seien die Schulden für einen guten Zweck, festigten den sozialen Zusammenhalt in

angespannten Zeiten und kämen den nachfolgenden Generationen zugute, die im Zweifel eine Schuldenkrise der Klimakatastrophe vorziehen würden. Beschwichtigend hörten die Freunde der Verschuldung in den vergangenen Jahren von Ökonomen, **solange die Kreditzinsen niedriger seien als das Wirtschaftswachstum, müsse man sich ohnehin keine Sorgen machen, weil die Schulden sich von allein verkrümelten.**

Vor Staatsschulden zu warnen ist altmodisch geworden. Ludger Schuknecht ficht das nicht an. Der Ökonom hat unter Finanzminister Wolfgang Schäuble als dessen Chefökonom gearbeitet, war danach Vizegeneralsekretär der OECD und ist heute Vizepräsident der Asian Infrastructure Investment Bank in Peking. **In seinem neuen, gerade bei Cambridge University Press erschienenen Buch zur Schuldentragfähigkeit („Debt Sustainability“), malt Schuknecht ein düsteres Bild.** Die Verschuldung der Staaten der Welt ist inzwischen auf einem Rekordniveau, vergleichbar der Situation im Jahr 1947. Damals war ein Weltkrieg die Ursache. Heute genügt uns eine Kette von Krisen (Finanz-, Euro-, Corona-, Energiekrise) zur Legitimation exorbitanter Staatsausgaben auf Pump. **Die Verschuldung der G-7-Staaten lag 2021 bei knapp 140 Prozent des Bruttosozialprodukts; im Jahr 2007 belief sie sich noch auf gut 84 Prozent.**

Das schlechteste Szenario droht

Dass dies auf Dauer nicht gut gehen kann, zeigt die Geschichte der Staatspleiten seit der Antike. Wo genau der „Tipping Point“ liegt, bei dem die Gläubiger nervös werden, lässt sich im Vorhinein nicht exakt berechnen, was abermals die Sorglosigkeit befördert. Die Verführung durch das geliehene Geld war für die Mächtigen immer schon groß. Das kann man resignierend zur Kenntnis nehmen, **man kann aber auch daraus lernen.**

Ludger Schuknecht macht vier Szenarien auf, wie die Staaten der Schuldknechtschaft entraten können. Szenario 1 wäre der Weg der Tugend, der über Reformen und Konsolidierung führt. Besser, als Steuern zu erhöhen, um die Schuldenlast zu drücken, ist es, **die Staatsausgaben (Sozialleistungen, Subventionen) zu drosseln.** Man sage nicht, das sei unmöglich: Eine Reihe von Ländern (Belgien, Irland, Kanada) haben ihre Haushalte in den 1990er-Jahren auf diese Weise saniert. Ein zweites Szenario ist das **Eingeständnis des Staatsbankrotts (vornehm: „debt workout“), verbunden mit einem Schuldenschnitt für die Gläubiger und der Auflage der Austerität (Sparsamkeit) für die Schuldner.** Dieser Weg ist seit der Eurokrise in Verruf geraten, hat aber funktioniert – siehe Griechenland –, wenn auch schmerzhaft. Als drittes Szenario nennt Schuknecht die **„finanzielle Repression“.**

In den vergangenen Jahren sah es so aus, als könnten negative Zinsen bei moderatem Wachstum die Schulden minimieren. In Deutschland hat das relativ gut funktioniert, die Nachteile für die Sparer nahm man in Kauf. Doch inzwischen droht die Gefahr, dass das Szenario 3, ähnlich wie in den 70er-Jahren, in **Szenario 4** umschlägt: **Externe Schocks (Inflation, Krieg) untergraben das Vertrauen in die Finanzpolitik.** Die Folge: Entweder zwingt der Zinsanstieg die Staaten finanziell in die Knie. Oder aber die Schulden werden weginflationiert – und mit ihnen die Vermögen der Bürger.

So dramatisch endet die Analyse von Ludger Schuknecht nicht. Das könnte nicht nur daran liegen, dass er ein sanfter Mensch ist, sondern auch daran, dass das Manuskript seines Buches bei Kriegsausbruch im Februar in Druck ging. Inzwischen sehen wir noch genauer: **Vom Allversicherungsstaat führt ein Weg in den Schuldenstaat.**

20 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/biz-inflation-trotz-rezessionsrisiko-bekaempfen-18328162.html>

BANK DER ZENTRALBANKEN:

Inflation ohne Rücksicht auf das Rezessionsrisiko bekämpfen

VON [MARKUS FRÜHAUF](#)

-AKTUALISIERT AM 19.09.2022-17:12



BIZ-Chef Agustín Carstens am 29. Juni auf dem EZB-Forum in Sintra/Portugal Bild: Getty

BIZ fordert entschlossene Zinserhöhungen. Vor der Fed-Sitzung steigt US-Rendite auf höchstes Niveau seit mehr als elf Jahren.

Am Montag ist die Rendite der zehnjährigen amerikanischen Staatsanleihe auf 3,5158 Prozent gestiegen, das höchste Niveau seit mehr als elf Jahren. Die zweijährigen US-Anleihen erreichten mit 3,9464 Prozent sogar ein 15-Jahres-Hoch. Der Renditeanstieg war verbunden mit einer Verkaufswelle am Anleihemarkt im Vorfeld der am Dienstag beginnenden geldpolitischen Sitzung der US-Notenbank Fed. An den Märkten wird erwartet, dass sie am Mittwochabend abermals den Leitzins um 0,75 Prozentpunkte auf dann 3,00 bis 3,25 Prozent anheben wird.

Ein solcher Zinsschritt würde in Basel am Sitz der Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) Unterstützung finden. Die als Bank der Zentralbanken bekannte Institution hat sich in ihrem am Montag veröffentlichten Quartalsbericht abermals für ein entschlossenes Handeln der Notenbanken im Kampf gegen die Inflation ausgesprochen, auch wenn dadurch die Risiken einer Rezession und von Schuldenkrisen zunehmen. BIZ-Chef Agustín Carstens hatte schon vor Wochen auf dem Notenbankentreffen im amerikanischen Jackson Hole davor gewarnt, dass Deglobalisierung und demografische Entwicklung die Produktion in den Schwellenländern verteuern und zu dauerhaften Lieferkettenengpässen führen könnten.

Gegen eine harte Landung

Der Chefvolkswirt der BIZ, Claudio Borio, führte im aktuellen Quartalsbericht die jüngste Verkaufswelle an den Finanzmärkten auf das böse Erwachen der Anleger zurück. Diese seien in den Sommermonaten bezüglich der Lösung der wirtschaftlichen Probleme zu zuversichtlich gewesen und hätten nun realisiert, dass die Notenbanken die hartnäckige Inflation ohne Rücksicht auf finanzielle Risiken bekämpfen werden. **Borio hält es für notwendig, dass die Geldpolitik rechtzeitig und entschlossen gegen die Teuerung vorgeht. Dann könnten die Zinserhöhungen die Wahrscheinlichkeit einer harten Landung der Wirtschaft verringern.**

Der BIZ-Chefvolkswirt sieht aber auch Risiken für die Notenbanken. Es sei das erste Mal seit dem Zweiten Weltkrieg, dass die Geldpolitik eine sich beschleunigende Inflation bekämpfen müsse, während es gleichzeitig zu Schuldenkrisen komme und die Sorgen angesichts überbewerteter Immobilienmärkte zunehmen. Zudem sei das **Rezessionsrisiko** gestiegen, räumte Borio ein und sprach von einem „sehr engen Pfad“. Das Umfeld, das zu den heftigen Marktschwankungen beiträgt, beschreibt die BIZ mit den wirtschaftlichen Folgen des Ukrainekriegs, der schwächeren Konjunktur in China, den raschen

geldpolitischen Straffungen und der Energiekrise in Europa. Diese Faktoren macht sie auch verantwortlich für den ungewöhnlich schnellen Anstieg des Dollar-Kurses gegenüber dem Euro und dem japanischen Yen.

In einem Sonderartikel des Quartalsberichts **warnen die BIZ-Autoren vor den Folgen des Embargos russischer Erdöllieferungen**. Der Ersatz könne für die westlichen Länder schwierig werden. Eine Begrenzung russischer Ölexporte dürfte mit starken und lang anhaltenden Preisanstiegen einhergehen, erwarten die BIZ-Volkswirte. Zudem könnten sich Auswirkungen auf andere Bereiche wie die Lebensmittelpreise ergeben. Das wäre der Fall, wenn verstärkt Biokraftstoffe eingesetzt würden. Das könnte die Preise verschiedener Grundnahrungsmittel, die für die Herstellung der Biokraftstoffe benötigt würden, nach oben treiben.

20 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/kommentar-zum-fachkraeftemangel-die-grosse-personalnot-18321246.html?premium>

WOHLSTAND IN GEFAHR:

Die große Personalnot

EIN KOMMENTAR VON [BRITTA BEEGER](#)

-AKTUALISIERT AM 18.09.2022-14:00



Mitarbeiter gesucht – nicht nur in diesem Restaurant in Schwerin Bild: dpa

Schon heute fehlt Personal, doch die größten Probleme stehen Deutschland erst noch bevor. Bundesregierung und Unternehmen müssen deshalb endlich alle Register ziehen, um mehr Fachkräfte zu gewinnen.

Wo sind sie nur alle hin? Das war die Frage, die in diesem Sommer so viele Menschen bewegte wie kaum eine andere. Ob an den Flughäfen, in Restaurants oder in Hotels – überall fehlte Personal. Flüge fielen aus, Öffnungszeiten mussten gekürzt, Hotelzimmer gesperrt werden. Aus dem Fachkräftemangel, das war nicht mehr zu übersehen, ist ein allgemeiner Arbeitskräftemangel geworden.

Das Problem: Der Sommer war nur ein Vorgeschmack auf das, was Deutschland in den kommenden Jahren noch bevorsteht. Denn in den nächsten 15 Jahren gehen die Babyboomer – die geburtenstarken Jahrgänge 1955 bis 1970 – in den Ruhestand. Und es rücken viel weniger junge Menschen nach. Doch obwohl es wenige Dinge gibt, die so vorhersehbar sind wie die demographische Entwicklung, haben die Politik und die Unternehmen es lange versäumt, entschlossen zu handeln.

Nun ist die Not, scheinbar plötzlich, ziemlich groß. Und das nicht nur in Dienstleistungsbranchen wie dem Gastgewerbe, das in der Pandemie viele Mitarbeiter an den Handel verloren hat. Industrieunternehmen und Handwerksbetriebe müssen sogar Aufträge ablehnen, weil ihnen Mitarbeiter fehlen. Damit stehen viele wichtige Großprojekte auf der Kippe. Deutschland muss die Energiewende vorantreiben, Glasfaserkabel verlegen, bezahlbare Wohnungen bauen und Brücken sanieren. Nur wie soll das gehen ohne ausreichend Arbeitskräfte? Perspektivisch droht die Personalnot den Wohlstand zu gefährden.

Der größte Hebel ist die Migration

Umso wichtiger ist, dass die Beteiligten alle Register ziehen, um endlich mehr **Fachkräfte** zu gewinnen. Der größte Hebel ist das gezielte Anwerben von Fachkräften aus dem Ausland. Das will manch einer bis heute nicht hören, und die Bundesregierung und die Betriebe sollten auch nicht ausschließlich darauf setzen. Doch Berechnungen von Forschern zeigen eindeutig: Selbst wenn alle Potentiale im Inland gehoben würden, wenn Frauen häufiger in Vollzeit und Ältere länger arbeiteten, würde das Erwerbspersonenpotential in Deutschland in den kommenden Jahrzehnten ohne jegliche Migration kräftig schrumpfen. Um es konstant zu halten, ist eine Nettozuwanderung von rund 400.000 Fachkräften im Jahr erforderlich.

Keine leichte Aufgabe. Langfristig halten Forscher eine Nettozuwanderung von rund 100.000 Menschen im Jahr für realistisch. Es ist daher richtig, dass Bundesarbeitsminister [Hubertus Heil](#) und Bundesinnenministerin Nancy Faeser (beide SPD) die Fachkräftezuwanderung erleichtern wollen – im Herbst wollen sie einen Gesetzesentwurf vorlegen. Zwar hat Deutschland seit März 2020 ein Fachkräfteeinwanderungsgesetz, mit dem Unternehmen nicht mehr nur Akademiker, sondern auch beruflich qualifizierte Fachkräfte aus Ländern außerhalb der EU anwerben können. Es ist in der Praxis jedoch viel zu bürokratisch, die Verfahren zu langwierig.

Als besonders große Hürde gilt die Anerkennung der ausländischen Abschlüsse, schließlich ist die deutsche duale Ausbildung international einzigartig. Künftig sollen Fachkräfte auch dann einreisen dürfen, wenn ihr Berufsabschluss in Deutschland noch nicht anerkannt ist, sie aber Berufserfahrung und einen Arbeitsvertrag haben. Die Anerkennung ihrer Qualifikation sollen sie dann mithilfe ihres Arbeitgebers nachholen. Das ist eine sinnvolle und pragmatische Lösung.

Ein Punktesystem sendet ein wichtiges Signal

Darüber hinaus soll Deutschland ein Punktesystem bekommen. Wer in drei von vier Kategorien die Mindestanforderungen erfüllt – Deutschkenntnisse, Alter, Berufserfahrung, Ausbildungsnachweise – und seinen Lebensunterhalt selbst sichern kann, darf dann auch ohne festen Arbeitsvertrag für ein Jahr zur Arbeitssuche einreisen. Ein solches System ist kein Allheilmittel, es eröffnet aber einen weiteren Zugangsweg und sendet ein Signal in die Welt: Deutschland will ein Einwanderungsland für Fachkräfte sein. Das ist lange überfällig. Die Bundesregierung sollte das Gesetz nun schnell auf den Weg bringen, ebenso wie das viel zitierte Vorbild Kanada aber auch entschlossen nachjustieren, falls es zu Fehlentwicklungen kommt.

Natürlich sollten die Bundesregierung, Unternehmen, Arbeitsagenturen und Kommunen parallel an weiteren Stellschrauben drehen. Sie sollten endlich für genügend Kinderbetreuungsmöglichkeiten sorgen, damit Frauen mehr arbeiten können, wenn sie das wollen. Sie sollten die Weiterbildung von Arbeitslosen und geringqualifizierten Beschäftigten vorantreiben, die sich dafür auch selbst noch mehr öffnen müssen. Und sie sollten ein immer noch vorhandenes Tabu über Bord werfen: die Debatte über ein höheres Renteneintrittsalter. In Deutschland gab es zuletzt knapp zwei Millionen offene Stellen. Es werden so bald nicht weniger werden.

19 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/quand-sandrine-rousseau-rehabilite-le-mepris-aristocratique-19-09-2022-2490532_3961.php

Quand Sandrine Rousseau réhabilite le mépris aristocratique

ÉDITO. Les propos de l'élue écologiste sur le droit à la paresse évoquent furieusement l'attitude de la noblesse d'Ancien Régime vis-à-vis du travail.



Sandrine Rousseau, à Paris en mai 2022. © EMMANUEL DUNAND / AFP

Par *Sébastien Le Fol*

Publié le 19/09/2022 à 18h33 - Modifié le 19/09/2022 à 18h57

On souscrirait volontiers à la défense du droit à la paresse par la députée écologiste Sandrine Rousseau. L'élue parisienne, en permanence sur le gril, a raison de souligner la nécessité de « *faire des pauses dans sa vie* », de « *retrouver du temps* ».

Mais la critique du travail par cette gauche-là suinte trop le mépris. On retrouve dans sa bouche le même dédain que la noblesse française affichait pour le labeur en général et les activités mercantiles en particulier.

Sous l'Ancien Régime, il était interdit de se livrer au commerce sous peine de perdre ses « privilèges de noblesse » : la dérogeance était une dégradation. Pour la gauche d'aujourd'hui, travailler signifie déchoir. Ceux qui s'y abaissent ne valent pas tripette. Ils ont choisi la servitude, s'adonnant à de viles activités.

Si Patrice Leconte tournait un *Ridicule* sur notre époque, Sandrine Rousseau et ses amis y occuperaient les premiers rôles. Ils feraient des bons mots et développeraient leurs théories, confortablement installés dans leurs certitudes.

L'entrepreneur déboulant dans leurs conciliabules subirait les mêmes sarcasmes que Grégoire Ponceludon de Malavoy (joué par Charles Berling) dans les salons de Versailles. Ce jeune aristo de province désargenté, en quête de moyens pour assécher les marais de sa région, nids à épidémies, essaya les quolibets et les jugements péremptaires.

Dans un fameux libelle du XVIIIe siècle, *La Noblesse commerçante*, l'abbé Coyer (1707-1782) avait épingle cet « *œil du mépris* » dans certaines couches de la société française.

« Cette capitale, qui répand ses préjugés »

« C'est un grand malheur pour le commerce de n'être vu que de loin par ceux qui donnent le ton aux idées publiques, écrivait-il. Nous jugeons les négociants de Marseille et de Bordeaux par les

marchands de la rue Saint-Denis ; cette capitale, aussi légère dans les propos que frivole dans ses goûts, répand ses préjugés dans tout le royaume. »

L'abbé interpellait ses nobles lecteurs : « Noblesse française, que la fortune a maltraitée, la nature vous fit pour jouir. Voulez-vous toujours ressembler au malheureux Tantale ? [...] devenez, par le commerce, des dieux tutélaires pour vos femmes et vos enfants. Devenez, pour la patrie, les nourriciers des terres, la vie des arts, le soutien de la population... »

Et de conclure : « N'est-il pas temps de vous ennuyer de votre inutilité et de votre misère ? »

Merci l'abbé. Il n'y a pas un mot à retirer. Godard est mort, mais le mépris est toujours d'actualité.

19 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/09/15/from-tea-to-cars-egypt-and-tunisia-struggle-to-pay-for-imports>

Middle East & Africa | A tale of two scarcities

From tea to cars, Egypt and Tunisia struggle to pay for imports

Both countries are burdened with huge debts and are in talks with the IMF



Sep 15th 2022 | DUBAI

The signs that limit customers to one bag of flour or two litres of milk are sometimes unnecessary, because there is nothing to buy. Supermarket shelves in Tunisia have been stripped bare in recent weeks. Cooking oil, coffee, sugar and butter are all hard to find, especially outside the capital. Some supermarkets even ration bottled water. Shoppers at malls in Cairo had a similar experience all summer: stocks of consumer goods, from clothing to furniture, are running low.

Shortages have been an unhappy reality for consumers around the world since 2020. Tampons have been scarce in America; France has run low on mustard. In the Middle East, though, empty shelves are not merely the result of supply-chain kinks. They are also signs of indebted, cash-strapped governments struggling to pay for basic imports.

Most of the goods running low in Tunisia are heavily subsidised. A 250g bag of coffee from a local roaster costs as little as \$1, and a litre of vegetable oil less than \$2. These products are essential in a country where 19% of people live on less than the equivalent of \$5.50 a day, according to the World Bank. (The government has not released national statistics since 2015.)

Kais Saied, the president, knows whom to blame: hoarders. He insists Tunisia's problem is not a lack of food but rather greedy "speculators" who refuse to sell it at the low official prices. Police carry out periodic raids on warehouses full of staples. In March Mr Saied, who has ruled by decree since he suspended parliament last year, issued a vaguely worded law which banned spreading "false information" that might scare consumers or push up prices.

His explanation is facile. Some goods are not available at all, even on the black market. Tunisia has \$8bn in foreign reserves (four months of imports) and \$35bn of debt, mostly to foreign creditors. That does not leave much to pay for imports. Shipments are stuck at ports because distributors are unable to pay for them.

The government's price-fixing exacerbates the problem. Dairy farmers, for example, must sell their milk for 25% less than it costs to produce, and the government is not making up the difference. (The cost of animal

feed has soared since the invasion of Ukraine.) Naturally, the farmers grumble. Many have left the business or thinned their herds.

Egypt's problems are different. Prices have soared since the start of the year, with annual food inflation hitting 23% last month. But the corner shop still has cooking oil and coffee. Shortages are instead hitting businesses that sell imported goods to wealthier customers.

Since January foreign reserves have fallen from \$41bn to \$33bn (four and a half months of imports). The government is keen to husband its stash of hard currency. In April it banned hundreds of firms from importing goods. The official explanation was mundane: companies supposedly failed to file required paperwork. In practice, though, the decision imposed a sort of autarky, cutting imports of non-essential items. The central bank also imposed its own restrictions on imports.

These measures helped trim Egypt's import bill. It bought \$7bn worth of foreign goods in June, an 8% decrease from June 2021 despite higher prices for oil and wheat. The trade deficit dipped by 12%. But the bans have wrought havoc on firms that cannot find locally made alternatives.

Some businesses try to keep shelves stocked with whatever is left in the warehouse: selling last season's clothes instead of the newest threads, for example. Others have nothing to offer. Car dealers are struggling to make deliveries to customers, some of whom paid for their vehicles six months ago. Drivers registered 43% fewer cars in July than last year.

Shortages even threaten the country's favourite drink. Egyptians are among the world's biggest tea-drinkers, but the country produces none: it spent \$192m importing the stuff in 2020. Last month Egypt's largest tea distributor warned that supplies were running low.

Both countries are talking to the imf. Egypt should manage to get a deal. It will probably have to further devalue the pound, which has lost 19% of its value since March. In August Abdel-Fattah al-Sisi, the president, sacked the central-bank governor, who had opposed a devaluation.

With a debt-to-gdp ratio of 94%, Egypt's financing needs are enormous. It took a \$12bn imf loan in 2016 and another \$5bn in 2020. Goldman Sachs, a bank, estimates it will have to repay \$13bn to the fund over the next three years, and thinks it may need to seek \$15bn from its latest agreement. The finance minister insisted in July that he would "definitely" ask for less, though he did not offer his own target.

Mr Sisi spent much of his summer huddling with businessmen to discuss the country's dire finances. Gulf states have pledged at least \$22bn to help, though much of that is investment rather than aid. On September 13th Mr Sisi flew to Qatar, a rich country he long viewed as an enemy because of its support for the Muslim Brotherhood: beggars cannot be choosers.

Tunisia is having a harder time. It started formal talks with the fund in July. An agreement may require cuts both to subsidies and the public-sector wage bill, which has grown from 11% of gdp in 2010 to 18% in 2020. The ugtt, the powerful trade union, opposes both measures, arguing that they will deepen poverty. The country faces a painful choice: higher prices for subsidised goods—or no goods at all.

19 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/libanon-40-jahre-nach-dem-massaker-von-sabra-und-shatila-ld.1702419>

Vierzig Jahre nach dem Massaker von Sabra und Shatila gibt es in Libanon nur Verlierer

Am 16. September 1982 richteten christliche Milizen in den Palästinenserlagern im Süden von Beirut ein Blutbad an. Vier Jahrzehnte später sind die Wunden immer noch nicht verheilt. Denn im gespaltenen Libanon wurde die Geschichte kaum aufgearbeitet.

Daniel Böhm, Beirut
19.09.2022, 05.30 Uhr



Zivilschutzangestellte mit Gasmasken tragen die Leiche eines Opfers weg. Das Massaker in den Beiruter Palästinenserlagern von Sabra und Shatila vor 40 Jahren gilt bis heute als Fanal. Str / AP

Sudiki al-Ahmad kann sich bis heute daran erinnern, wie die Mörder ins Palästinenserlager von Shatila kamen. «Wir waren in unserem Haus, als plötzlich geschossen wurde», erzählt er bei einem Treffen in Beirut. «Erst achteten wir nicht darauf, es wurde ja dauernd gekämpft. Dann lief plötzlich eine Frau durch die Strasse, der man den Bauch aufgeschlitzt hatte. Sie schrie, es würden Menschen umgebracht.»



Sudiki al-Ahmad. NZZ

Ahmad sitzt auf einem Plastikstuhl im Haus einer Hilfsorganisation, die in Shatila jede Woche einen Seniorentreff veranstaltet. Der 69-Jährige ist einer der Überlebenden des Massakers im Süden von Beirut vor vierzig Jahren: «Ich sehe es vor mir, als ob es gestern gewesen wäre», sagt er. «Überall lagen Frauen, Kinder, Alte, sogar Babys. Sie waren schrecklich zugerichtet. Viele hatte man mit Äxten und Messern abgeschlachtet.»

Das Blutbad von Sabra und Shatila vom 16. September 1982 gilt heute weltweit als Fanal. An diesem Tag fielen konservative christliche Milizionäre in die beiden Beiruter Palästinenserlager ein und schlachteten dort unter den Augen der israelischen Armee Hunderte von unbewaffneten Zivilisten ab.

Kaum ein anderes Ereignis steht so sehr für den blutigen Irrsinn des libanesischen Bürgerkriegs und die Unfähigkeit der internationalen Gemeinschaft, Unschuldige zu schützen. In Israel sah sich der damalige Verteidigungsminister Ariel Sharon nach einer Untersuchung des Massakers zum Rücktritt gezwungen.

In Libanon hingegen gilt das Gemetzel als eine von vielen Greuelthaten in dem fünfzehn Jahre währenden Krieg. In dem tief gespaltenen Land ist Geschichte immer noch Privatsache. Eine echte Aufarbeitung gibt es bis heute nicht. In Shatila erinnert bloss eine triste Gedenkstätte mit ein paar verblichenen Postern an das Grauen.



Zerstörte Häuser in Beirut. Der fünfzehn Jahre dauernde Bürgerkrieg in Libanon wurde mit äusserster Brutalität geführt. Alain Mingam / Gamma-Rapho / Getty



Leichen der Opfer des Massakers, wenige Tage danach. Bis heute ist unklar wie viele Menschen bei dem Blutbad ums Leben kamen. Bettmann / Getty

Christen und Muslime brachten sich zu Tausenden gegenseitig um

Vier Jahrzehnte nach dem Massaker ist das Lager immer noch ein deprimierender Ort. Schmutziges Vieh wühlt in Müllbergen, es stinkt nach vergorenem Kebab, und die jungen Leute sitzen untätig unter vergilbten Arafat-Porträts. «Uns Palästinensern ging es schon immer schlecht», sagt die 72-jährige Shamila Dawud, die auch regelmässig zum Seniorentreffen kommt. Sie hat den Massenmord ebenfalls überlebt.

Dawuds Familie kam in das Lager, als nach der Gründung Israels 1948 Hunderttausende Palästinenser nach Libanon flohen. «Zu Beginn lebten wir in Zelten, im Süden», sagt sie. Später zog sie mit ihren Eltern nach Shatila, in ein Armenviertel am Rand von Beirut. «Das Leben war hart hier, am Anfang gab es nichts. Wir lebten wie in einem Slum.»



Shamila Dawud. NZZ

In Libanon, wo sich damals christliche und muslimische Handelsfamilien die Macht teilten, waren die Palästinenser nicht willkommen. Sie störten das konfessionelle Gleichgewicht im Land und wurden in Lager gesteckt. «Wir wurden behandelt wie Dreck», sagt Ahmad, dessen Familie ebenfalls 1948 geflohen war. «Wir lebten wie Gefangene, bewacht von der Armee. Arbeiten durften wir nur auf den Feldern oder bei Hilfsorganisationen.»

Als in den späten sechziger und frühen siebziger Jahren immer mehr Kämpfer der Palästinensischen Befreiungsorganisation (PLO) von Yasir Arafat nach Beirut kamen, um von dort aus gegen Israel zu kämpfen, schlug die Abneigung vieler Libanesen in Hass um. Das Land litt damals bereits unter schweren sozialen Spannungen. Die Präsenz der militanten Palästinenser liess die Lage nur weiter eskalieren.

1975 brach ein Bürgerkrieg aus, der sofort in ein sektiererisches Gemetzel ausartete. Christen und Muslime brachten sich gegenseitig zu Tausenden um. 1982 griff Israel – welches genug von den Angriffen der PLO hatte – in den Krieg ein und marschierte nach Beirut, um Arafat und seine Truppen zu vertreiben. Nach dem Abzug der PLO-Kämpfer waren die rund 500 000 Palästinenser in Libanon ohne Schutz.



Die palästinensischen Kämpfer von Yasir Arafats PLO bildeten in Libanon einen Staat im Staat. 1982 wurden sie von den Israelis aus Beirut vertrieben. Josã Nicolas / Imago



Israelische Soldaten in Shatila, wenige Tage nach dem Massaker. Die Truppen der Besatzungsmacht hatten dem Morden tatenlos zugesehen. Alain Mingam / Gamma-Rapho / Getty

Eine internationale Friedenstruppe, die für Sicherheit sorgen sollte, wurde bald wieder abgezogen. Ein schwerer Fehler, denn nach Jahren des Krieges war die allgemeine Verrohung so weit fortgeschritten, dass die christlichen Kämpfer, die daraufhin in Sabra und Shatila einfielen, alles niedermetzelten, was ihnen über den Weg lief.

«Diese Leute waren unfassbar grausam», sagt Dawud. «Sie waren voller Hass, sie wollten uns vernichten.» Genau wie Ahmad war auch Dawud in Shatila, als das Morden begann. Beide hatten Glück und konnten mit ihren Familien rechtzeitig fliehen. Als sie Tage später ins zerstörte Lager zurückkehrten, lagen überall Leichen. Ahmad versuchte anfangs, bei der Bergung zu helfen. «Aber ich konnte es nicht. Es war einfach zu schlimm.»

«Wir hassten die Palästinenser»

Doch wer waren die Männer, die wahllos Zivilisten abschlachteten? Nur wenige der Täter sind heute noch am Leben. Sie halten sich bedeckt und wollen nicht über das Geschehene reden. In dem Dokumentarfilm «Massaker» aus dem Jahr 2005 kommen einige zu Wort: Man sieht kaputte Typen mit Bierdosen und Whiskygläsern in der Hand, die selbst kaum über den Horror hinwegzukommen scheinen.

Assad Chaftari ist einer der wenigen, die auch heute zu sprechen bereit sind. «Wir waren keine reguläre Armee, sondern eine Miliz. Da gab es immer ein gewisses Mass an Disziplinlosigkeit», sagt er. Der Rentner sitzt im Wohnzimmer seines Hauses in den Bergen über Beirut. Von seinem Balkon aus kann man die Stadt sehen. Chaftari war im Krieg ein Vertrauter des christlichen Milizenführers Elie Hobeika – jenes Mannes, der für das Massaker verantwortlich gemacht wird.

Chaftaris Geschichte klingt wie die typische Biografie eines christlichen Kämpfers. Als junger Mann trat der Student der Ingenieurwissenschaft der Kataeb bei, der damals stärksten christlichen Miliz, bei der er im Geheimdienst Karriere machte. «Wir hassten die Palästinenser. Wir machten sie für den Zerfall unseres Landes verantwortlich», sagt er.

Tatsächlich errichteten die palästinensischen Kämpfer unter Arafat zu Beginn der siebziger Jahre in Libanon einen Staat im Staat. Für viele Christen, die das Land bis dahin dominiert hatten, war das ein Angriff auf ihre Lebensweise und ihre Gemeinschaft. «Zudem verbündeten sich viele linke Muslime mit den Palästinensern», sagt Chaftari. «Wir sahen das als existenzielle Bedrohung.»

Entsprechend brutal wurde gekämpft. Christliche Truppen richteten 1976 in den Palästinenserlagern von Karantina und Tel al-Zaatar schreckliche Massaker an. Linke und Palästinenser metzelten derweil die Bewohner der Christenstadt Damur nieder. «Die Flüchtlinge, die Toten, all das verstärkte den Hass», sagt Chaftari. «Wo immer ein Christ ermordet wurde, gingen die Leute raus, errichteten einen Checkpoint und brachten den erstbesten Muslim um – oder umgekehrt.»

Als Israel 1982 aufseiten der Christen in den Krieg eingriff, hatte sich eine Unmenge an Hass aufgestaut. Der Auslöser für das Blutbad in Sabra und Shatila war jedoch der Mord an Bashir Gemayel, dem obersten Führer der christlichen Milizen. Der ebenso charismatische wie brutale Kriegsherr war gerade erst zum Präsidenten gewählt worden, als ihn am 14. September 1982 in Ostbeirut eine Bombe zerfetzte.



Seine Ermordung löste das Massaker aus: Bashir Gemayel (l.), der Anführer der christlichen Milizen im Bürgerkrieg, im Gespräch mit einigen seiner Kämpfer. Alain Dejean / Sygma / Getty

Der Tod ihres Anführers traf die Christen ins Mark. «Bashir war unsere grosse Hoffnung. Er sollte endlich für Frieden sorgen und die Christen retten», sagt Chaftari, der den Kriegsherrn persönlich kannte. Bis heute wird Gemayel von vielen christlichen Libanesen wie ein Heiliger verehrt. Nach seiner Ermordung gab es daher kein Halten mehr. Als die Israeli ihren Verbündeten befahlen, Sabra und Shatila von verbliebenen Arafat-Kämpfern zu säubern, nahmen diese fürchterlich Rache.

Für die Überlebenden ging das Leiden weiter

Einen Tag und zwei Nächte dauerte das Morden. Wie viele Menschen dabei umkamen, ist bis heute nicht klar. Schätzungen reichen von 460 bis zu über 3000 Toten. Wer genau in welchem Masse dafür verantwortlich war, ist ebenfalls umstritten. Die israelische Kahan-Kommission belastete die eigenen Truppen, die damals Beirut besetzt hielten: Sie hätten nicht eingegriffen und die Mörder sogar noch mit Leuchtraketen unterstützt.

Die Libanesen hingegen sind sich uneins. Manche sagen, die Milizen hätten willentlich möglichst viele Palästinenser getötet. Andere schieben die Schuld auf Israel. Chaftari, der dabei war, als der Beschluss gefasst wurde, Kämpfer ins Lager zu schicken, behauptet jedoch, es habe keinen Befehl zur Ermordung von Zivilisten gegeben.

«Es war eine reine Polizeiaktion», sagt der frühere Milizionär, der allerdings nicht in Shatila vor Ort war. «Aber weil die Israeli Druck machten und wir zu wenig Truppen in Beirut hatten, schickte Elie Hobeika undisziplinierte Kämpfer ins Lager. Männer, die voller Hass waren und sich entsprechend gehen liessen. Danach geriet alles ausser Kontrolle.»

Hobeika, der gemeinhin als Hauptverantwortlicher gilt, kann sich nicht mehr äussern – er kam 2002 bei einem Anschlag ums Leben. Aber auch sonst reden viele Christen nicht gerne über das Massaker. «Die Christen haben den Krieg verloren, sie fühlen sich deshalb als Opfer», sagt Chaftari. «Zudem ärgern sich viele darüber, dass ausgerechnet Sabra und Shatila so viel Platz eingeräumt wird, den übrigen Grausamkeiten hingegen nicht.»

Für die Überlebenden von Shatila ging das Leiden weiter. 1985 fielen die Krieger der schiitischen Amal-Miliz über das Lager her und hinterliessen erneut eine Spur der Verwüstung. Heute leiden die Bewohner unter der schweren Wirtschaftskrise, die Libanon heimsucht. «Ich weiss nicht einmal, wo ich etwas zu essen auftreiben soll», sagt Shamila Dawud, die mit ihrer Familie eine winzige, dunkle Wohnung in einem heruntergekommenen Betonblock bewohnt.



Eine Gasse in Shatila. Vierzig Jahre nach dem Massaker ist das Lager immer noch ein trister Ort. Die Bewohner leiden zudem unter der schweren Wirtschaftskrise in Libanon. Joseph Eid / AFP

Noch immer werden Palästinenser in Libanon diskriminiert, dürfen kaum arbeiten und vegetieren mit Tausenden Syrern in erbärmlichen Flüchtlingslagern und Armenvierteln vor sich hin. «Schon allein deshalb werde ich nicht vergessen, was geschehen ist», sagt Dawud. «Wir Palästinenser wurden von allen betrogen.»

Die Milizenführer sind immer noch an der Macht

Chaftaris christliches Libanon, für das er jahrelang gekämpft hat, liegt ebenfalls am Boden. Nach Gemayels Tod bekriegten sich die Christen gegenseitig, und Chaftari musste vor seinen eigenen Leuten fliehen. Jetzt sitzt er in seinem Haus, wo immer wieder der Strom ausfällt, und ist froh, dass sein Sohn wenigstens sein Glück am Golf gefunden hat.

Die Milizenführer, die ihre Männer einst in den Krieg geführt hatten, sind immer noch an der Macht und haben Libanon mit ihrer Korruption und Gier völlig zugrunde gerichtet. «Am Ende sind wir alles Verlierer», sagt Chaftari. Er selbst hat seine Opfer in einem offenen Brief um Verzeihung gebeten und bemüht sich seit Jahren mit weiteren ehemaligen Kämpfern beider Seiten um Versöhnung.

Doch die Geister der Vergangenheit hängen immer noch wie dunkle Wolken über Libanon. Bis heute lächeln die ehemaligen Kriegsherren überlebensgross von den Hauswänden, und an den Schulen ist die jüngere Geschichte kein Thema. «Dabei wäre genau das wichtig», sagt Chaftari. «Denn ein Land, das sich mit der eigenen Geschichte nicht auseinandersetzt, hat keine Zukunft.»

19 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/hirsi-ali-so-schadet-black-lives-matter-schwarzen-jugendlichen-ld.1702374>

GASTKOMMENTAR

Junge Afroamerikaner profitieren von «Black Lives Matter» nicht – im Gegenteil

Die Aktivisten von «Black Lives Matter» haben hehre Ziele. Doch die Grundsätze, mit denen sie mehr Gerechtigkeit und bessere Chancen anstreben, sind verfehlt – und zum Teil gar gefährlich.

Ayaan Hirsi Ali 19.09.2022, 05.30 Uhr



«Black Lives Matter»-Flagge bei einer Demonstration gegen die Tötung von Daunte Wright durch eine Polizistin in einem Vorort von Minneapolis, 14. April 2021. Nicholas Pfosi / Reuters

Nach mehr als zwei Jahren besuchen amerikanische Schulkinder endlich wieder einen annähernd normalen Unterricht – ohne Masken, Abstandhalten oder ähnliche Massnahmen. Allerdings kehren viele der Kinder verändert zurück. Eine [nationale Erhebung](#) hat kürzlich aufgezeigt, dass Neunjährige katastrophale Verluste von Schulwissen erlitten haben. Die schlimmsten Einbussen verzeichnen dabei Schüler aus gesellschaftlichen Minderheiten.

Ich dachte an diese Kinder, als sich eine Freundin aus Massachusetts bei mir über eine «Black Lives Matter»-Fahne beschwerte, die vor der Schule ihres Sohnes weht. Vor amerikanischen Klassenzimmern sind solche Flaggen seit dem Sommer 2020 zu einem alltäglichen Anblick geworden, und meine Freundin ist nicht die Einzige, die das Sorgen bereitet. So hat die Diözese Worcester vor kurzem von einer Schule verlangt, sich nicht weiter als katholisch zu bezeichnen. Diese hatte sich geweigert, «Black Lives Matter»- und Regenbogen-Fahnen zu entfernen.

Im besten Fall fehlgeleitet

Meine Freundin beschwerte sich mit der Vermutung, dass die «Black Lives Matter»-Bewegung korrupt sei. Tatsächlich geben [Berichte](#) von Anfang des Jahres Hinweise darauf, dass eine der Gründerinnen der Gruppe, Patrisse Cullors, Gelder für Immobilienkäufe und Auszahlungen an Familienmitglieder verwendet hat. Und erst gerade wurde Shalomyah Bowers, Vorsitzender der BLM Global Network Foundation, [beschuldigt](#), mehr als zehn Millionen Dollar abgezweigt zu haben.

Doch Klagen über allfällige Korruption gehen an der Sache vorbei. Selbst wenn die «Black Lives Matter»-Bewegung ein Beispiel perfekter Transparenz wäre, sollte ihre Flagge nicht vor einer amerikanischen Schule gehisst werden. Aus dem einfachen Grund, dass ihre Prinzipien im Widerspruch zu den Werten einer guten Bildung stehen. Es handelt sich nicht um eine fehlerhafte Organisation, die hehre Ziele verfolgt. Es geht um eine Organisation, deren Ideale im besten Fall fehlgeleitet sind, im schlimmsten Fall aktiv Schaden anrichten. Mit den katastrophalsten Folgen für Kinder schwarzer Hautfarbe.

Kampf gegen die Kleinfamilie

Nehmen wir das Familienbild der «Black Lives Matter»-Bewegung. In den Leitprinzipien des Schulprogramms erklärt die Bewegung, dass sie sich «dafür einsetzt, den vom Westen

vorgeschriebenen Zwang zur Kernfamilienstruktur aufzubrechen». Das mag wie ein harmloser Grundsatz erscheinen, der in progressiven Kreisen kein Aufsehen erregt. Aber in der realen Welt kann man sich kaum eine schlechtere Idee vorstellen, um schwarze Kinder zu unterrichten.

Wie die Wissenschaftler W. Bradford Wilcox und Hal Boyd [dargestellt](#) haben, ist der Anteil von Kindern in Familien mit zwei Elternteilen in einer Gemeinschaft der «stärkste und robusteste Faktor für wirtschaftliche Mobilität». Dies gilt für Kinder aller Ethnien, insbesondere aber für Minderheiten. Und doch fordert das Manifest der Bewegung die Schaffung «schwarzer Dörfer», die «kollektiv füreinander sorgen». Obwohl es Jungs viel besser geht, wenn ihre Väter da sind.

Die willkommene Polizei

Noch gefährlicher für Kinder ist die Idee eines Zusammenstreichens der Polizeibudgets («Defund the Police»). Was bedeutet das in der Praxis? Die kurze Antwort lautet: Es sterben mehr Schwarze.

Nach der Ermordung von George Floyd im Jahr 2020 haben verschiedene Städte damit [experimentiert](#), Mittel zu streichen oder der Arbeit der Polizei anderweitig zusätzliche Schranken zu setzen. Nur um dann festzustellen, dass es zu mehr Gewalt kam als zuvor. Der alleinige Fokus auf die Budgetkürzungen lenkt vom Leid ab, das schwarzen Kindern und ihren Familien in Gebieten mit hohen Kriminalitätsraten zugefügt wird. Sylvia Bennett-Stone, Direktorin von «Voices of Black Mothers United», hat 2004 ihre eigene Tochter durch Waffengewalt verloren. Sie sagt: «Es wäre für jede Gemeinschaft verheerend, die Polizei zu entlassen oder zu schwächen.»

Es ist eine unbestreitbare Tatsache, dass das Leben von Schwarzen wichtig ist und die Polizei das Leben von Afroamerikanern rettet. Und die schwarze Bevölkerung scheint dem zuzustimmen: Obwohl das Misstrauen gegenüber der Polizei gross ist, sind viele entschieden gegen Budgetkürzungen und in Sorge wegen der Kriminalität. In George Floyds Heimatstadt Minneapolis geben drei Viertel der schwarzen Einwohner an, dass die Stadt ihre Polizeikräfte nicht reduzieren sollte.

Warum sich je bemühen?

Hinzu kommt die psychologische Wirkung des Katastrophismus à la «Black Lives Matter». Wenn jungen schwarzen Amerikanern gesagt wird, dass ihr Land hoffnungslos rassistisch sei, dass Bigotterie in dessen DNA stecke – was können sie dann noch für sich hoffen (es sei denn, sie machen sich radikale Ideologien zu eigen)? Endet das nicht in einer sich selbst erfüllenden Prophezeiung, in der Afroamerikaner erfolglos sind, weil sie es für sinnlos halten, sich je zu bemühen?

Die «Black Lives Matter»-Bewegung steht nicht für Gerechtigkeit für schwarze Amerikaner. Sie richtet sich gegen deren Wohlstand und Bildung. Lehrer sollten ihr Symbol nicht hissen – sie sollten stattdessen an ihm die Gefahren eines spaltenden Rassismus verdeutlichen.

Ayaan Hirsi Ali ist eine somalisch-niederländisch-amerikanische Politikwissenschaftlerin und Publizistin. Der vorliegende Text erschien zuerst bei «UnHerd». – Aus dem Englischen von mml.

19 septembre (UnHerd)

<https://unherd.com/2022/09/schools-shouldnt-fly-blm-flags/>

Schools shouldn't fly BLM flags

Its divisive programme is the enemy of black prosperity

BY [AYAAN HIRSI ALI](#)



Ayaan Hirsi Ali is an UnHerd columnist. She is also a research fellow at Stanford University's Hoover Institution, Founder of the AHA Foundation, and host of *The Ayaan Hirsi Ali Podcast*. Her new book is *Prey: Immigration, Islam, and the Erosion of Women's Rights*.

September 6, 2022

After more than two years of disruption, American schoolchildren are finally returning to something approaching normal education — in-person, and without masks or social distancing or other “non-pharmaceutical interventions”. But many of these children are returning transformed. Last week, [data from the National Assessment of Educational Progress showed catastrophic learning loss among America's nine-year-olds, with the worst declines among minority students.](#)

I thought of these children [when a friend from Massachusetts complained to me about the Black Lives Matter flag flying outside her son's school.](#) These flags have become a common sight outside American classrooms since the summer of 2020, and my friend isn't the only one who's concerned. The [Diocese of Worcester](#) recently ordered a local school to stop identifying itself as Catholic over its refusal to remove BLM and Pride flags, and similar controversies have erupted in [Utah and Tennessee.](#)

[My friend's complaint was that BLM is corrupt, which it almost certainly is.](#) [Reporting from earlier this year](#) showed that the group's founder had been spending BLM funds on lavish real estate purchases and payouts to family members. Only last week, [Shalomyah Bowers](#), the leader of the BLM Global Network Foundation, was accused of stealing more than \$10 million for personal use.

But complaints over the organisation's corruption miss the point. Even if BLM were a paragon of transparency, its flag should never have been flown outside an American school — for the simple reason that its core principles are antithetical to a sound education. In other words, it is not a flawed organisation with noble ideals; it is a flawed organisation whose ideals are, at best, misguided and, at worst, actively destructive, with the most disastrous results for black children.

Take BLM's views on the family. In [the guiding principles of its school programme](#), [BLM states that it is “committed to disrupting the Western-prescribed nuclear family structure requirement”.](#) That may seem like an innocuous principle, one that is unremarkable in progressive circles. [But in the real world, it is hard to think of a worse idea to teach black kids. As the academics W. Bradford Wilcox and Hal Boyd have noted, the percentage of children in two-parent families in a given community is the “strongest and most robust predictor of economic mobility”.](#) This holds for children of all races, but particularly for minorities. And yet BLM's manifesto calls for the creation of “black villages” that “collectively care for one another” — even though black boys do [much better](#) when their fathers are around.

Even more dangerous to children are BLM's ideas about a “national defunding of the police”. What does defunding the police mean in practice? [The short answer is: more black death.](#) After the murder of George Floyd in 2020, various cities experimented with defunding and otherwise handicapping their police forces, [only to find their streets filled with blood.](#) [In Oakland, the city planned to slash its police budget in half, until murders nearly doubled from 2019 to 2021](#) — an extreme version of a pattern that has played out

across the United States. Indeed, homicides and shootings spiked across the country in the aftermath of the Floyd riots, driven in part by police demoralisation and in part by “decarceration” policies such as bail reform advocated for by BLM.

Focusing solely on curbing the police also takes much-needed attention away from the suffering inflicted on black children and their families in predominantly black areas where violent crime is rife. Why do we hear so much from BLM and so little from, for example, the organisation Voices of Black Mothers United (VBMU)? VBMU’s website states: “While a black death at the hands of police is the subject of national outrage, the numerous black deaths that occur every day in our communities are ignored. The victims are often children, and their mothers are seldom given a platform to voice their opinions.” And as its Director, Sylvia Bennett-Stone, who lost her own daughter to gun violence in 2004, has said: “It would be devastating to any community to defund or weaken the police force.”

If police presence in black communities is necessary to stop such horrific violence, then why do BLM want to reduce it? The undeniable fact is that black lives matter and police save black lives. And black people seem to agree: while distrust for the police in the black community is high, many black people are staunchly against defunding and are deeply concerned about crime on their streets. In Floyd’s home city of Minneapolis, three-quarters of black residents believe the city shouldn’t reduce its police force.

Add to this the psychological effect of BLM’s catastrophism and it beggars belief that schools think it suitable to fly its flag above their buildings. **When young black Americans are told that their country is irredeemably racist, with bigotry baked into its very DNA, then what hope can they possibly have?** Never mind the great strides of progress made by black Americans over the past two centuries or so; all of that is a lie, and we are doomed to be subjugated forever — unless you embrace their radical ideology.

Will this really help black children? Or **will it teach them nihilism and despondency, and thus become a self-fulfilling prophecy where black people don’t succeed because there’s no point in even trying?**

The BLM movement, then, does not represent justice for black Americans; it will not lead to a future of racial harmony. **It is the enemy of black prosperity and education.** America’s teachers shouldn’t be flying its symbol — they should be using it to **illustrate the dangers of divisive racialism.**

The BLM flag is a red flag: it should be a warning, not an inspiration.

19 septembre (NYT)

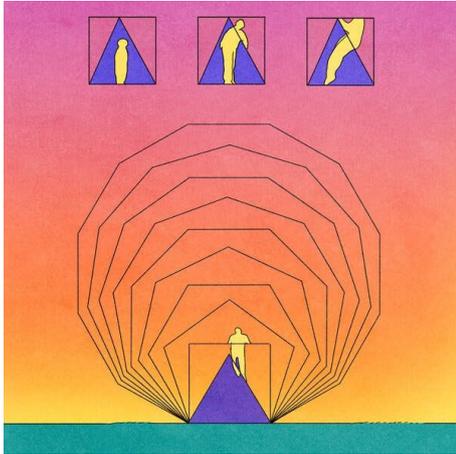
<https://www.nytimes.com/2022/09/18/opinion/math-adolescence-mystery.html>

OPINION

GUEST ESSAY

Math Is the Great Secret

Sept. 18, 2022



Credit...María Medem

By Alec Wilkinson

Mr. Wilkinson is the author of “[A Divine Language](#): Learning Algebra, Geometry, and Calculus at the Edge of Old Age.”

As a boy in the first weeks of algebra class, I felt confused and then I went sort of numb. Adolescents order the world from fragments of information. In its way, adolescence is a kind of algebra. The unknowns can be determined but doing so requires a special aptitude, not to mention a comfort with having things withheld. Straightforward, logical thinking is required, and a willingness to follow rules, which aren’t evenly distributed adolescent capabilities.

When I thought about mathematics at all as a boy it was to speculate about why I was being made to learn it, since it seemed plainly obvious that there was no need for it in adult life. Balancing a checkbook or drawing up a budget was the answer we were given for how math would prove necessary later, but you don’t need algebra or geometry or calculus to do either of those things.

But if I had understood how deeply mathematics is embedded in the world, how it figures in every gesture we make, whether crossing a crowded street or catching a ball, how it figures in painting and perspective and in architecture and in the natural world and so on, then perhaps I might have seen it the way the ancients had seen it, as a fundamental part of the world’s design, perhaps even the design itself. If I had felt that the world was connected in its parts, I might have been provoked to a kind of wonder and enthusiasm. I might have *wanted* to learn.

Five years ago, when I was 65, I decided to see if I could learn adolescent mathematics — algebra, geometry and calculus — because I had done poorly at algebra and geometry and I hadn’t taken calculus at all. I didn’t do well at it the second time, either, but I have become a kind of math evangelist.

Mathematics, I now see, is important because it expands the world. It is a point of entry into larger concerns. It teaches reverence. It insists one be receptive to wonder. It requires that a person pay close attention. To be made to consider a problem carefully discourages scattershot and slovenly

thinking and encourages systematic thought, an advantage, so far as I can tell, in all endeavors. Abraham Lincoln said he spent a year reading Euclid in order to learn to think logically.

Studying adolescent mathematics, a person is crossing territory on which footprints have been left since antiquity. Some of the trails have been made by distinguished figures, but the bulk of them have been left by ordinary people like me. As a boy, trying to follow a path in a failing light, I never saw the mysteries I was moving among, but on my second pass I began to. Nothing had changed about math, but I had changed. The person I had become was someone whom I couldn't have imagined as an adolescent. Math was different, because I was different.

The beginner math mystery, available to anyone, concerns the origin of numbers. It's a simple speculation: Where do numbers come from? No one knows. Were they invented by human beings? Hard to say. They appear to be embedded in the world in ways that we can't completely comprehend. They began as measurements of quantities and grew into the means for the most precise expressions of the physical world — $e = mc^2$, for example.

The second mystery is that of prime numbers, those numbers such as 2, 3, 5, 7, 11 and 13 that can be divided cleanly only by one or by themselves. All numbers not prime are called composite numbers, and all composite numbers are the result of a unique arrangement of primes: $2 \times 2 = 4$. $2 \times 3 = 6$. $2 \times 2 \times 2 = 8$. $3 \times 3 = 9$. $2 \times 3 \times 3 \times 37 = 666$. $29 \times 31 = 899$. $2 \times 2 \times 2 \times 5 \times 5 \times 5 = 1,000$. If human beings invented numbers and counting, then how is it that there are numbers such as primes that have attributes no one gave them? The grand and enfolding mystery is whether mathematics is created by human beings or exists independently of us in a territory adjacent to the actual world, the location of which no one can specify. Plato called it the non-spatiotemporal realm. It is the timeless nowhere that never has and never will exist anywhere but that nevertheless is.

Mathematics is one of the most efficient means of approaching the great secret, of considering what lies past all that we can see or presently imagine. Mathematics doesn't describe the secret so much as it implies that there is one.

On my second engagement, whenever I encountered a definition of mathematics, I wrote it down. Among those I liked best was that mathematics is a story that has been being written for thousands of years, is always being added to and might never be finished. Such a thought would have appealed to me deeply as a boy and might have made mathematics seem maybe not welcoming, but at least less forbidding than it appeared.

Alec Wilkinson, who has been a contributor to The New Yorker since 1980, is the author of "[A Divine Language](#): Learning Algebra, Geometry, and Calculus at the Edge of Old Age."

19 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/19/la-gratuite-des-transportes-publics-aggravera-la-situation-en-degradant-la-capacite-a-financer-plus-d-alternatives-a-la-voiture_6142198_3232.html

« La gratuité des transports publics aggravera la situation en dégradant la capacité à financer plus d'alternatives à la voiture »

TRIBUNE

Jean Coldefy directeur du programme Mobilité et transition, ATEC ITS France

L'expert des mobilités Jean Coldefy met en garde, dans une tribune au « Monde », contre les illusions simplistes de la gratuité des transports publics. L'impératif pour les pouvoirs publics est d'accroître l'offre alternative en transports en commun, à Paris comme dans les autres grandes agglomérations.

Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 06h00

L'expérience récente du ticket unique à 9 euros en Allemagne pour les TER et les transports en commun urbains interroge les décideurs français qui cherchent des solutions pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais cette initiative allemande a eu un **impact très faible sur le trafic routier et revient très cher : 1 400 euros la tonne de CO₂ évitée, près de 30 fois le montant de la taxe carbone**. L'Allemagne fait, par ailleurs, rouler deux fois plus de TER qu'en France et l'usager allemand paie deux fois plus cher ses transports en commun urbains : **les situations n'ont donc rien à voir**.

Faut-il aller jusqu'à la gratuité des transports, idée qui séduit de plus en plus en France avec une équation simple : des transports gratuits = moins de voitures ? De la simplicité au simplisme, il y a souvent peu. **En France, c'est le manque d'alternatives en transports en commun depuis le périurbain et en première couronne qui explique que des centaines de milliers de voitures engorgent les agglomérations aux heures de pointe**. C'est aussi la raison d'être du projet de **Grand Paris Express**.

En province, l'offre TER est de trois fois inférieure à la demande. C'est une insuffisance d'offre alternative à la voiture que nous avons à combler et non un problème de demande. **La gratuité des transports publics fait une erreur de diagnostic et ne fera qu'aggraver la situation, en dégradant la capacité à financer plus d'alternatives à la voiture, avec une perte de 5 milliards d'euros annuels si nous la généralisons, sans gain sur l'usage de la voiture**.

La gratuité, mauvaise solution, mais bonne question

Les enquêtes d'opinion montrent, par ailleurs, que **les Français demandent plus de transports en commun et non la gratuité**. Si la gratuité est typique de **la vraie fausse solution**, elle pose néanmoins de bonnes questions sur la tarification des transports en commun en France. Les transports en commun coûtent en moyenne trois fois moins cher à l'utilisateur que la voiture.

Cependant, si on distingue les abonnements des tarifs au ticket (voyageurs dits « occasionnels »), le prix payé au kilomètre par les occasionnels est légèrement supérieur à celui de la voiture. On rétorquera qu'au-delà du seul coût monétaire ce qui compte, c'est le temps de parcours. En ajoutant au coût monétaire le temps de parcours multiplié par la valeur du temps (qui dépend des revenus et des motifs de déplacement), on obtient un coût global du transport.

Le temps de parcours pèse 90 % de ce coût global pour l'abonné, mais 60 % pour le non-abonné, voire 50 % pour les revenus plus faibles : si le tarif ne compte pas pour l'abonné, c'est nettement moins vrai pour le voyageur occasionnel. Les calculs de coût global montrent que **le voyageur non abonné des transports en commun est toujours perdant face à la voiture, que ce soit en milieu urbain ou depuis le périurbain**.

Adapter la tarification à l'usage

Cela signifie que, pour ceux ne se déplaçant pas tous les jours – les temps partiels, les télétravailleurs, les multi-employeurs... –, les tarifs abonnés ne sont pas intéressants et les tarifs au ticket trop coûteux. Ceci incite les revenus faibles non éligibles aux tarifs sociaux à utiliser la voiture... ou à frauder les transports publics. Comme **les occasionnels constituent la moitié des voyageurs**, mais réalisent seulement 25 % des voyages pour 50 % des recettes, il y a là un **gisement important** de report de la voiture vers les transports en commun.

L'abonnement induit, par ailleurs, une surconsommation des transports en commun sur des courtes distances : que vous preniez le transport une fois ou cent fois, c'est le même prix. Alors que **les transports en commun dans les grandes villes sont saturés aux heures de pointe, sur certaines lignes de métro ou de tramway 25 % des trajets font d'une à deux stations, avec des temps de parcours proches de la marche.**

Des études ont montré que cette saturation, compte tenu de l'inconfort généré, a pour conséquence un report des transports publics vers la voiture pour les voyageurs devant réaliser des trajets longs. Il faudrait ainsi adapter la tarification pour que les occasionnels le soient moins et que les abonnés utilisent les transports publics à meilleur escient.

La gratuité génère le gaspillage

Pour sortir de ces travers, **une tarification à l'usage semble la piste la plus prometteuse et les technologies le permettent aujourd'hui.** Un système avec un prix d'accès au réseau et un prix par trajet : **par exemple, 5 euros fixes + 1 euro pour le déplacement**, à l'image de ce que fait intelligemment le Grand Nancy. Autre possibilité : une tarification à l'abonnement pour les seuls trajets domicile-travail (40 trajets par mois pour un temps plein, 20 pour un mi-temps) et un tarif de 2 euros pour les autres trajets.

Dans tous les cas, **une tarification spécifique pour les faibles revenus et les familles devra être préservée.** De tels dispositifs permettraient d'enclencher un cercle vertueux : plus de fréquentation avec plus de recettes, donc plus d'investissement dans de nouvelles lignes, plus de confort, moins de voitures. **L'inverse exact des conséquences de la gratuité dans les agglomérations !**

La chimère de la gratuité génère le gaspillage. L'été que nous venons de passer devrait le démontrer, s'il en était besoin : **on imagine aisément les conséquences de la gratuité de l'eau.** A l'heure de la sobriété, c'est, au contraire, une autre voie qu'il faut emprunter. Nous ne réussirons pas le report modal de la voiture vers les transports publics, donc la décarbonation des mobilités, sans une forte augmentation de l'offre sur les liaisons qui en sont aujourd'hui dépourvues et sans une adaptation de la tarification des transports en commun. **Avec les immenses besoins que nécessite la décarbonation des mobilités, il nous faut ardemment privilégier l'investissement sur la consommation.**

Jean Coldefy (directeur du programme Mobilité et transition, ATEC ITS France)

19 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/19/332086-le-liberalisme-defend-les-individus-non-des-elites>

PHILOSOPHIE

19 septembre 2022

Le libéralisme défend les individus, non des « élites »

L'excès de taxation mène à la désespérance. Un message que les libéraux ont toujours promu. Il est temps de revoir le modèle sur lequel notre société repose depuis trop longtemps.

Par Johan Rivalland.

Notre société n'en peut plus. Après plusieurs décennies de surenchère en matière d'interventionnisme, qui se paye par une taxation et un endettement (donc des impôts futurs) de plus en plus colossaux, [le peuple réagit](#).

De manière parfois confuse, mais en réponse à une accumulation de souffrances qui résultent pour une bonne part de [l'horreur politique](#) et de la prétention de certaines élites à constamment tenter de régenter la vie des autres. Une impasse, mais aussi un leurre dont on n'a pas fini de mesurer les dégâts. Là où le libéralisme a, au contraire, toujours fait appel à l'esprit de responsabilité et d'initiative des individus. Ce qui ne signifie pas non plus l'abandon des plus fragiles d'entre eux.

Neuvième volet de notre série « [Ce que le libéralisme n'est pas](#) ».

Un État nounou surendetté

Les gouvernements qui se sont succédé depuis plusieurs décennies ont prétendu [régenter nos vies](#) presque jusqu'au moindre détail. [Jusqu'à l'infantilisation](#).

Non seulement cela coûte cher : nous sommes le pays recordman du monde des prélèvements obligatoires, avec 47,6 % du PIB, et une part des dépenses publiques de 55 % du PIB (la persistance de l'écart entre les deux expliquant un accroissement de la dette de la France, située autour des 97 % actuellement), mais en plus cela s'avère manifestement non efficace.

Voire cela se paye en chômage, puisque le taux officiel de chômage de la France se situe à 9,1 % de la population active au troisième trimestre 2018 (selon les normes du BIT), là où pas moins de [dix de nos pays voisins européens sont au quasi plein-emploi](#) à moins de 5 % (ce dont on a rarement conscience en France).

La responsabilité de nos politiques

Face à un tel constat, on ne peut que s'interroger sur le bien-fondé de notre système. Un système qui prétend vouloir venir en aide à chacun, mais qui, en jouant en permanence les apprentis-sorciers, finit par semer le désordre et les frustrations. Et, lorsque les politiques en place (ce gouvernement comme les précédents) semblent avoir pris conscience (dans les paroles) de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, et donc de la nécessité de réduire la voilure (de l'État), c'est toujours pour nous expliquer que, devant l'urgence, nous ne pouvons agir immédiatement.

Les diminutions de dépenses publiques (dont on craint qu'elles aient un impact négatif sur l'activité) ou des impôts (dont nos politiques affirment avoir conscience qu'ils ont atteint un niveau qui n'est plus tenable), sont remises à plus tard. Et, en attendant, on joue le jeu (dangereux) des vases communicants. Ce que je donne à l'un, je le prends à l'autre. Et ainsi de suite.

Le problème est, qu'en attendant, on ne résout rien. On ne fait que mettre la poussière sous le tapis et savonner la planche du gouvernement suivant... jusqu'à ce que la bombe explose dans les mains de l'un d'entre eux (en référence à un jeu de société que connaissent nos enfants).

Or, il est un mécanisme élémentaire qu'il n'est pas besoin d'être libéral pour comprendre et qui montre à quel point nous marchons actuellement constamment sur la tête en France : [la courbe de Laffer](#).

Je me demande toujours comment l'inculture économique de nos politiques (mais surtout de leurs conseillers) peut mener à une telle absurdité : les taux d'imposition ont atteint depuis longtemps des niveaux tellement dissuasifs qu'ils engendrent tout à la fois paralysie de l'activité, inefficacité, érosion aussi bien de la consommation que de l'investissement, mais de surcroît de moindres recettes fiscales (le tout étant lié). Comment ne pas le voir ? (Et ce n'est certainement pas, notons-le au passage, une restauration de l'impôt sur la fortune, et les fuites à l'étranger d'emplois qu'il induit certainement, qui vont résoudre le problème).

Diminuer sensiblement les impôts et, en parallèle les dépenses publiques, apparaît donc bien comme un préalable (et, comme beaucoup l'ont montré ici, il n'y a que l'embaras du choix — voir, par exemple, la remarque de Cavaignac [ici](#) à 12 h 08). À commencer par tout ce que l'État prétend faire et qui pourrait parfaitement être assuré par des entreprises privées, allégeant ainsi sensiblement ce qui pèse sur nos finances.

Un système clientéliste à bout de souffle

Alors, dans tout cela, et dans un contexte où plus que jamais les idées fausses pullulent, peut-on dire, comme on l'entend trop régulièrement de manière évidemment pas toujours innocente, que le libéralisme serait la cause de tout ? Et qu'il serait coupable de servir les élites ?

Hé bien pas du tout. C'est même tout l'inverse.

Nous ne sommes pas dans une société libérale. Loin s'en faut. Et nous n'avons pas du tout affaire à un président de la République libéral, très loin s'en faut également. Les éléments présentés plus haut en témoignent : taux de prélèvement record, interventionnisme à tous les étages, dépenses publiques à 55 % du PIB, immixtion de l'État dans tous les domaines de la vie. Que peut-on dire de plus ?

Quant à défendre des élites, le libéralisme a toujours été à des années-lumière d'une telle idée, qui ne relève que du fantasme de manipulateurs ou de gens ignorants de cette philosophie au service des individus quels qu'ils soient. Non des « puissants ». Il n'est même que justice que de rappeler que les libéraux s'opposent à toutes les formes de privilèges indus qui, la plupart du temps, ne relèvent que de l'interventionnisme pur et dur et du clientélisme bien compté.

Car de clientélisme il est bien question. Et c'est là l'une des pires causes de notre maladie. Notre État, notre société se meurent de cet [État de connivence](#) pourvoyeur de rentes de situation dont l'ampleur a atteint des niveaux tels que le « peuple » en a pris conscience et ressent une forte injustice, surtout lorsqu'il a le sentiment que les leçons viennent de ceux-là même qui en profitent.

C'est pourquoi une grande majorité des Français rejette non les élites, mais les élites auto-proclamées, ou plus précisément tous ceux dont ils perçoivent bien qu'ils vivent indûment des subsides de l'État, par un jeu

de bons petits services rendus entre soi par ceux qui savent parfaitement bien comment manipuler le système. Tout l'inverse du libéralisme, qui promet initiative individuelle et sens des responsabilités.

Le libéralisme au service des individus, y compris les plus fragiles

Car, en effet, jamais le libéralisme n'a eu pour esprit une société duale, où certaines élites vivraient confortablement, au mépris de tous les autres. Un grand fantasme absurde qui ne peut venir que d'une méconnaissance parfaite de ses fondements ou de la malveillance [de ses ennemis](#).

Le libéralisme est, au contraire, au service des individus, de tous les individus. Et il entend veiller, justement, à ce qu'il n'y ait pas de laissés pour compte. Comme le montrait Friedrich Hayek dans [La route de la servitude](#), qui contrôle l'activité économique (en parlant de l'État) contrôle toute la vie. Il mettait ainsi en garde l'Angleterre contre les risques totalitaires que contient en germe le socialisme et qui avait abouti notamment à la triste expérience Nazie en Allemagne auparavant (et à l'Union soviétique). Tyrannie contre laquelle mettait déjà en garde Alexis de Tocqueville, entre autres, à travers l'idée de [despotisme démocratique](#) présentée dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*.

S'opposant à la notion de « [justice sociale](#) », fautive dans ses principes, Hayek considérait que le marché est mieux à même de créer la richesse et d'accomplir la satisfaction des besoins de chacun que ne peuvent le faire le planisme et l'interventionnisme. C'est pourquoi il était favorable à l'octroi d'un minimum d'existence aux plus démunis, par solidarité, et non pour réparer une prétendue « injustice ». De manière à ce que chacun puisse avoir une existence digne.

Réformer l'État obèse

Si l'on veut en finir avec la déchéance dans laquelle nous sommes plongés, et restaurer la confiance des individus — en eux-mêmes, en la société dans laquelle ils vivent — il convient donc d'en finir avec l'excès de bureaucratie, la distribution de passe-droits, les promesses non crédibles, les subventions accordées par des politiques « *comme si elles provenaient de leur poche* », l'opacité, l'État partial, [l'électoratisme](#), le clientélisme sous toutes ses formes, et tout ce qui mène à [la servitude volontaire](#) jusqu'à n'en plus pouvoir et à ce qu'on risque de déraper vers [une révolution](#) qui aboutit rarement à des résultats très concluants.

Toutes choses contre lesquelles les libéraux n'ont cessé de mettre en garde depuis si longtemps et pour lesquelles il aura fallu arriver au bord de l'explosion pour qu'on fasse mine de l'entendre. Mais avec quelles réponses ? Cela reste à voir...

Un article publié initialement le 11 décembre 2018.

19 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/09/18/je-n-imaginai-pas-developper-un-syndrome-de-stress-post-traumatique_6142097_4401467.html

M CAMPUS

Militaire, « je n’imaginai pas développer un syndrome de stress post-traumatique »

« Premières fois » : récits de moments charnières autour du passage à l’âge adulte. Cette semaine, Clément (prénom modifié), adjudant dans l’armée de terre, évoque sa première opération militaire extérieure à l’âge de 25 ans et le déclenchement de son syndrome de stress post-traumatique.

Par [Florian Mestres](#)

Publié hier à 06h00, mis à jour hier à 16h20



CLARA DUPRÉ

La première fois que je suis parti en opération extérieure – en « OPEX », comme on les appelle dans le jargon –, c’était en Côte d’Ivoire. Je m’y suis rendu avec l’armée de terre pour une mission de quatre mois et demi, en 2005. J’avais alors 25 ans, je venais de sortir de l’Ecole militaire de haute montagne, un cursus sélectif formant des sous-officiers.

Une fois sur place, nous avons d’abord eu à sécuriser un aéroport. Puis nous avons basculé sur des missions annexes, notamment de protection de convoi. Des pirates de la route sévissaient dans la région. Ils tuaient des automobilistes avant de les dévaliser. A l’armée, nous sommes bien préparés aux combats mais c’est à ce moment-là que j’ai pris conscience de la brutalité du terrain. Ces pirates ne s’arrêtaient pas au meurtre et au pillage, ils découpaient aussi les mains des vandalisés, en particulier celles des chefs de village, pour les revendre à des fins cannibales. Avec cette mission, on a été bien servis, côté sordide. Nous n’avons jamais pu attraper ces criminels, mais ils ont été arrêtés par le mandat de militaires français suivant.

« J’ai grandi dans un village où les anciens racontaient leur service militaire, et je prenais plaisir à les écouter »

Cette première OPEX, je l’ai trouvée très glauque, évidemment, mais elle n’avait rien déclenché chez moi. Je me disais que c’était le métier. Depuis tout jeune, l’armée m’attirait. J’ai grandi dans un village où les anciens racontaient leur service militaire, et je prenais plaisir à les écouter. L’action, l’esprit de rigueur et la notion d’engagement sont autant d’aspects de la profession qui me passionnent. Ce que je ne savais pas, en revanche, c’est que, six ans après ma première opération extérieure, une autre OPEX déclencherait chez moi un syndrome de stress post-traumatique (SSPT) qui rythme aujourd’hui mon quotidien.

OPEX en Afghanistan

Après la Côte d’Ivoire, j’ai pu, après un retour à la vie civile et de nouvelles périodes de préparation, enchaîner avec d’autres opérations extérieures : en Nouvelle-Calédonie (une opération de présence) ou en

Norvège (dans le cadre d'entraînements de l'OTAN). Puis, il y a eu les OPEX en Afghanistan. Elles se sont étalées de 2009 à 2011 autour de deux mandats – le premier de cinq mois et le second de sept mois – visant à garantir la protection de la population sur place. Lors du deuxième mandat, l'une de nos missions consistait à sécuriser une route stratégique dans la région de Kapissa. Le déclenchement de mon SSPT date de ce moment précis. J'étais à la tête d'un groupe de quinze soldats chargés de protéger des légionnaires qui grattaient le sol pour localiser et désactiver des « IED » (*improvised explosive device*, engins explosifs improvisés). En contrebas, nous apercevions de vieilles carcasses de chars russes datant de la guerre dans les années 1980.

Nos légionnaires ont trouvé un grand nombre d'explosifs qui nous étaient destinés. Peu après le début de l'opération de déminage, des talibans nous ont tendu une embuscade. Ils étaient une soixantaine. La première attaque est venue d'une colline qui surplombait nos véhicules. Dès lors, nous ne pouvions plus les regagner pour nous replier. L'un de nos camarades a été grièvement blessé. Dans un combat armé, un blessé requiert dix soldats pour s'en occuper. Avec le reste du groupe, nous avons essayé de riposter. Nourrir le feu sur nos ennemis permettait de les garder à distance.

Lorsque nous sommes parvenus à extraire le blessé, nous avons constaté qu'en face il n'y avait plus de tirs. Nous avons dû en toucher quelques-uns. A ce moment, nous avons construit un brancard de fortune pour le blessé puis avons entamé la traversée du champ de mines qui nous séparait des véhicules pour commencer les premiers soins. Si nous n'avions pas pris cette décision, notre camarade n'aurait eu aucune chance de survie. Il avait été touché au bras, au ventre, et il baignait dans une flaque de boue quand nous l'avons trouvé.

La traversée du champ s'est bien déroulée. Nous avons pu rejoindre les véhicules et y commencer les soins sur place. Après plus de trois heures d'échanges de tirs et alors qu'il ne me restait que dix cartouches, des hélicoptères Tigre patrouillant dans le périmètre sont arrivés à l'improviste. Ils ont pu nous secourir. Aucune perte humaine n'a été à déplorer ce jour-là de notre côté. Lors d'une épreuve comme celle-ci, des liens d'une solidité extrême se nouent entre soldats, plus forts même que les liens de famille. J'aurais donné ma vie pour mes hommes, et ils auraient fait de même.

« Flashs » diurnes et cauchemars

A la suite de ce combat, j'ai senti, au fil des mois, une dégradation de ma santé mentale. Je devenais beaucoup plus facilement irritable, moins sociable, j'étais désagréable avec tout le monde. Environ une fois par semaine au début, je revivais cette embuscade lors de « flashs » diurnes ou de cauchemars. Pendant plusieurs années, je constatais bien que quelque chose n'allait pas, mais je pensais pouvoir m'en sortir tout seul. Mes symptômes ont « explosé » en 2019, après une OPEX au Mali et le manque de confiance d'un de mes supérieurs.

« Je suis toujours à fleur de peau, je peux exploser pour des broutilles »

Accepter la maladie est extrêmement difficile. J'ai cessé d'être dans le déni de mon syndrome lorsque ma femme, militaire elle aussi, m'a convaincu d'aller voir quelqu'un. J'ai compris qu'il fallait que je sois aidé. Les médecins m'ont diagnostiqué un syndrome de stress post-traumatique causé à la suite de cette deuxième mission en Afghanistan. Depuis près de deux ans désormais, je suis en arrêt maladie pour ce motif. Aujourd'hui, je suis plus lucide sur ce syndrome et ses effets quotidiens. Je ne dors presque pas, je fais des cauchemars à répétition, j'ai constamment peur pour ma famille, je suis sur le qui-vive à chaque instant. Chaque minute de mes journées, je revis, sans pouvoir les contrôler, des bribes de la scène de l'embuscade en Afghanistan. Je suis toujours à fleur de peau, je peux exploser pour des broutilles.

Lorsque je me suis engagé dans l'armée, personne ne parlait du SSPT. On a commencé à l'évoquer peu avant l'Afghanistan en s'inspirant des Etats-Unis, qui sont à la pointe dans ce domaine. Pour autant, et même si la cause a grappillé en visibilité ces dernières années, souffrir d'un SSPT dans l'armée reste mal vu. Certains accolent encore aux personnes touchées par ce syndrome l'étiquette du « flemmard ».

Si l'armée française excelle dans la préparation des opérations extérieures, le suivi des soldats de retour d'OPEX reste perfectible. Un sas de décompression visant à réhabituer les militaires à la vie civile a été mis en place au moment de l'Afghanistan. Mais le retour à la « vie normale » peut parfois constituer un choc. Aussi, il pourrait être utile d'approfondir les visites médicales des médecins militaires qui ont lieu tous les deux ans afin de réaliser un point spécifique sur un SSPT potentiel, lequel ne m'a jamais été diagnostiqué entre 2011 et 2020, alors que j'en souffrais.

Parmi tous ceux qui ont vécu cette embuscade en Afghanistan, une bonne moitié des militaires présents ont développé un SSPT. Beaucoup ont été réformés de l'armée, certains sont en arrêt maladie, d'autres sont encore dans le déni de leur syndrome. De mon côté, je tâche de me soigner, dans l'attente de passer en commission pour savoir si, oui ou non, je serai réformé. Je vois un psychiatre à l'hôpital militaire plusieurs fois par mois, qui me prescrit antidépresseurs, anxiolytiques et somnifères. Pour me vider la tête, je fais de la détection de métaux, je participe à des associations, j'essaie d'aider mon entourage. Chacun a sa façon de tenter d'aller mieux, il faut trouver la bonne.

« [Premières fois](#) » : récits de vie au moment du passage à l'âge adulte. Si vous souhaitez témoigner sur un moment charnière de votre vie, écrivez-nous à campus@lemonde.fr

Florian Mestres

19 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/19/le-debat-public-sur-le-nucleaire-tient-tantot-du-cafe-du-commerce-tantot-du-combat-ideologique_6142194_3232.html

« Le débat public sur le nucléaire tient tantôt du café du commerce, tantôt du combat idéologique »

CHRONIQUE

Stéphane Lauer éditorialiste au « Monde »

Le débat sur la place de l'atome dans notre bouquet énergétique ne permet pas de faire émerger un diagnostic qui permettrait aux Français de se forger une opinion raisonnable sur un sujet crucial, regrette, dans sa chronique, Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 05h30, mis à jour à 11h24 Temps de Lecture 4 min.

Qui imagine un seul instant le général de Gaulle polémiquer sur l'avenir de la filière nucléaire avec Marcel Boiteux (nommé patron d'EDF en septembre 1967) ? La question est anachronique, mais elle a le mérite de mettre en perspective la dispute surréaliste à laquelle viennent de se livrer Emmanuel Macron et Jean-Bernard Lévy.

Juste avant de céder les rênes de l'électricien national, ce dernier a accusé à mots à peine couverts le chef de l'Etat d'avoir participé au déclin de la filière nucléaire. Celle-ci traverse une passe difficile avec près de la moitié du parc de réacteurs à l'arrêt pour cause de maintenance, de corrosion et de malfaçons. Au cœur de la passe d'armes, la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) en 2020, décidée huit ans plus tôt par François Hollande, mais mise en œuvre par Emmanuel Macron.

L'épisode est symptomatique du malaise qui hante le nucléaire français et de l'incapacité à débattre objectivement de la place qu'il doit occuper dans notre bouquet énergétique. Face à l'inconstance du pouvoir politique, la filière est déboussolée et impréparée à prendre les bonnes décisions.

Quant au débat public, il tient tantôt du café du commerce, tantôt du combat idéologique, sans jamais pouvoir faire émerger un diagnostic qui permettrait aux Français de se forger une opinion raisonnable sur un sujet crucial, au moment où la lutte contre le réchauffement climatique se double d'une crise énergétique sans précédent. « *Il est très compliqué d'obtenir la photographie complète du sujet, puisque, suivant son point de vue, chacun n'utilise que les arguments allant dans un sens en fonction de ses propres a priori* », résume Christian de Perthuis, directeur de la chaire Economie du climat à l'université Paris-Dauphine.

Personne n'assume

L'exemple vient d'en haut, dit-on. Voire. Fessenheim n'est que la triste illustration de l'absence de vision du politique. La fermeture d'une centrale est une décision lourde et de long terme, qui doit être prise sur des critères scientifiques et économiques, pas à l'aune d'un accord politique que l'élection suivante ou la démission soudaine d'un ministre rendra caduc quelques mois plus tard.

Aujourd'hui, personne n'assume et chacun se renvoie la balle. Après les attermoissements sur la relance de la filière s'impose désormais le fait du prince, avec un chef de l'Etat qui annonce la construction de nouveaux réacteurs sans avoir débattu du sort du parc existant, du choix de la technologie et de l'intégration du projet dans une vision européenne de l'énergie. Le président doit fixer le cap, mais est-ce son rôle de déterminer ex abrupto de combien de réacteurs le pays a besoin avant une large consultation ? La méthode n'aide pas à apaiser un dialogue déjà passablement sous tension.

Le débat se résume de plus en plus à un bruit médiatique où chacun assène ses vérités, tente de discréditer le camp d'en face avec plus ou moins de bonne foi. Au lieu de réfléchir à la façon d'articuler les énergies

renouvelables avec le nucléaire, on ne cesse d'opposer les deux. D'un côté, les pronucléaires sont incapables de s'interroger sur la dimension « pilotable » du nucléaire, c'est-à-dire la capacité à solliciter la puissance installée selon le bon vouloir de l'opérateur. Quand la moitié du parc est à l'arrêt et que des aléas climatiques comme la sécheresse menacent l'alimentation en eau des centrales, peut-on encore parler d'énergie « pilotable » ?

Quant au coût réel du nucléaire, la filière fait preuve d'un manque de transparence suspect. Lassés de prendre les coups d'une opposition antinucléaire organisée et efficace, les « pros » ont fini par adopter les mêmes méthodes. L'émergence d'une influenceuse du nucléaire comme le mannequin brésilien Isabelle Boemeke en dit long. Mais ce que la cause gagne en glamour sur TikTok, ne risque-t-elle pas de le perdre en crédibilité ?

A l'autre bout du spectre, les écologistes se crispent. Depuis que le GIEC affirme que le nucléaire fait partie de la solution pour lutter contre le réchauffement climatique, beaucoup ont du mal à sortir d'un manichéisme confortable faisant de cette énergie le mal absolu, sans jamais prendre en compte qu'entre 1971 et 2020 elle a évité les émissions de 70 milliards de tonnes de CO₂, selon [l'International Energy Agency](#).

Troubler l'ordre établi

« Dès lors qu'on se dédouane de l'obligation de s'instruire, les débats en cours sont des histoires d'affects, chacun aimant ou n'aimant pas telle énergie à partir de son halo symbolique », explique le physicien et philosophe Etienne Klein. Ces affects tiennent pour une part à l'histoire. Dans son livre sur la naissance de la filière nucléaire française, *Le Rayonnement de la France* (Editions Amsterdam, 2014), l'historienne américaine Gabrielle Hecht n'hésite pas à parler d'un sujet « *identitaire* » lié à la reconstruction après la défaite de 1940, capable de véhiculer nos peurs et nos fantasmes, nos espoirs de rebond comme nos angoisses de déclassement.

La façon dont l'opposition au nucléaire s'est construite donne également des clés pour comprendre pourquoi il est si difficile de parler nucléaire de façon objective. « *Nous avons choisi le combat nucléaire parce qu'il offrait toutes les apparences d'un bon combat, parce qu'on y croyait, bien entendu, mais aussi parce qu'il y avait en face EDF : choix symbolique* », explique le psychosociologue Serge Moscovici, l'un des fondateurs du mouvement écologiste.

Chez les « anti » ne s'exprime pas seulement la volonté de lutter contre une technologie réputée mortifère, mais aussi la volonté de troubler l'ordre établi et de déstabiliser l'institution. « *Ce qui est troublant, c'est que le débat reste figé dans des termes posés il y a cinquante ans, sans tenir compte de ce qui s'est passé entre-temps* », regrette Cécile Maisonneuve, conseillère auprès du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales.

Dès le 27 octobre et pendant quatre mois, les Français auront la possibilité de donner leur avis sur le nucléaire dans le cadre de [la Commission nationale du débat public](#). D'ici là, ils peuvent méditer sur l'aphorisme du philosophe Friedrich Nietzsche : « *Les convictions sont des ennemis de la vérité plus dangereux que les mensonges.* »

19 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/19/438961-les-ecologistes-contre-le-pouvoir-dachat>

Les écologistes contre le pouvoir d'achat

[Élodie Keyah](#)

Les critiques écologistes ne sont pas tant animées par le désir de protection environnementale que par la haine récurrente de la “société de consommation”.

Dans un [entretien au *Nouvelobs*](#), l'économiste Éloi Laurent s'étonne que la défense du pouvoir d'achat fasse consensus à l'heure des crises écologiques qui ne seraient, selon lui, que « *le fruit empoisonné de notre pouvoir de tout acheter* ». De la même manière, c'est dans une [tribune de *Reporterre*](#) que **le pouvoir d'achat est accusé d'être un concept anti-écologique, voire même une forme de réductionnisme stérile pour l'être humain.**

Cette vision animiste de la nature couplée à une rhétorique chrétienne culpabilisante n'est pas nouvelle. Dans le passé, les [grandes crises](#) ont souvent été accompagnées d'une intensification du phénomène religieux. Ainsi, c'est au XIV^e siècle, en pleine peste noire, que le [mouvement des flagellants](#) prit de l'ampleur. Face aux maux qui accablaient les populations, des fidèles se flagellaient publiquement en guise d'expiation – persuadés que leur malheur était la conséquence d'un châtement divin.

Faut-il donc voir les dernières sécheresses, incendies massifs et pénuries d'eau potable en France comme la résurgence du même phénomène ?

En réalité, ces critiques ne sont pas tant animées par le désir de protection environnementale que par la haine récurrente de la société de consommation – notion péjorative pour désigner l'abondance et le confort de vie caractéristique des sociétés occidentales. La conception communément admise consiste simplement à dire que le niveau de revenu moyen est suffisamment élevé pour satisfaire une marge toujours plus grande de besoins – que certains jugeront superflus selon leurs critères subjectifs, à l'instar du philosophe Ivan Illich.

Figure de l'écologie politique, ce dernier fait la promotion de « **[l'austérité joyeuse](#)** » : la paupérisation est jugée davantage souhaitable à un niveau de vie plus élevé dans une société libérale – quitte à ce que les plus démunis meurent de faim. Empreint d'une vision platonicienne à l'image d'une société idéale décrétée par une élite savante, **Illich fait preuve d'une prétention toute socialiste à connaître les besoins des individus mieux qu'eux-mêmes, au nom d'un mode de vie qu'il faudrait imposer à tous.**

Nous pouvons au moins nous réjouir sur deux points :

Premièrement, une certaine frange des écologistes est de plus en plus honnête sur ses intentions. **Si les extrémistes assument leur volonté d'aboutir à une société paupérisée, cela a le mérite de lever le voile hypocrite du souci officiel d'une plus grande protection de la nature.** Autrement, il n'y aurait ni cette **haine de l'ordre libéral** qui caractérise nos sociétés modernes, ni le **rejet des solutions qui nous permettent de réduire notre impact environnemental** – comme **les pesticides, les OGM ou encore l'énergie nucléaire.**

Deuxièmement, **l'écologie politique** conduit systématiquement à la révolte populaire. En effet, ce sont bien les classes les moins favorisées qui s'insurgent le plus contre les politiques décroissantes qui s'attaquent à leur pouvoir d'achat. Ces mouvements de contestation – à l'instar des **Gilets jaunes** – ont le mérite de mettre **en suspens** certaines politiques des écologistes. À moins d'avoir déjà fait des ravages humains comme au Sri Lanka, où le pays s'est enfoncé dans la planification du tout bio sous la pression de militants anti OGM... avec des **conséquences désastreuses pour la population.**

Taxe sur les carburants, interdiction des voitures neuves à moteur thermique, projets d'interdiction des engrais de synthèse vers une agriculture 100 % bio... **Le fossé sociologique est tel que le mouvement écologiste souffre autant d'un faible niveau de représentativité politique – 4,63 % de vote aux élections présidentielles de 2022 -, que d'une forte impopularité dans les territoires ruraux – symptomatique d'une incapacité à concilier l'intérêt des citoyens conscients avec celui des classes populaires.**

Le pouvoir d'achat ne serait-il donc qu'un « *tour de passe-passe idéologique pour domestiquer les classes populaires* », comme le prétend l'écologiste Aurélien Berlan ? Ou, au contraire, la condition *sine qua non* pour leur permettre de s'élever socialement et s'extraire de leur milieu d'origine ? Ce qui est sûr, c'est que son rejet ressemble de plus en plus à un éventail pour la justification des extrémismes.

19 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/nicolas-baverez-reinvestir-dans-le-nucleaire-20220918>

Nicolas Baverez: «Réinvestir dans le nucléaire»

Par Nicolas Baverez

Publié hier à 19:46, mis à jour hier à 19:46



Nicolas Baverez. *François BOUCHON/Le Figaro*

CHRONIQUE - Il s'agit d'une clé majeure pour assurer la défense, la souveraineté énergétique et la transition écologique de la France.

Le nucléaire, considéré comme une relique de la guerre froide au plan militaire et discrédité par l'accident de Fukushima au plan civil, effectue un retour en force avec la guerre d'Ukraine. Elle réhabilite tant la dissuasion, indispensable pour répondre à la menace existentielle que la Russie fait peser sur l'Europe, que le nucléaire civil, sans lequel elle ne peut assurer ni sa souveraineté énergétique, ni sa transition climatique.

L'invasion de l'Ukraine valide l'efficacité de la dissuasion. La Russie, comme pour l'annexion de la Crimée en 2014, a sanctuarisé son agression et son territoire, en exerçant d'emblée la menace d'une escalade nucléaire.

À l'inverse, elle a veillé à éviter toute frappe sur un pays membre de l'Otan.

À la décision de Vladimir Poutine de mettre ses forces nucléaires en «régime spécial de combat» a répondu l'intensification des patrouilles aériennes et maritimes sans changement de posture de la part des alliés.

En validant la dissuasion, la guerre d'Ukraine encourage aussi la prolifération. La Russie a violé le mémorandum de Budapest de 1994, qui prévoyait le démantèlement des armes présentes sur le territoire de l'Ukraine contre la garantie de sa souveraineté et de ses frontières. Ce pays, après l'Irak, la Libye, voire la Syrie, se trouve ainsi envahi et en partie occupé après avoir renoncé à l'arme atomique. Ceci ne peut que conforter les États en rupture de ban avec la communauté internationale, à commencer par la Corée du Nord ou l'Iran, dans leur volonté de développer une capacité nucléaire, avec pour effet d'inciter demain la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Égypte à les imiter.

Le rôle du nucléaire civil est tout aussi décisif dans le deuxième front ouvert par Moscou avec la guerre du gaz en Europe. Elle a provoqué un choc énergétique, qui plonge la zone euro dans la récession, crée un risque de défaut en chaîne des entreprises, alimente la colère sociale et relance les mouvements populistes. Elle souligne la vulnérabilité du continent face à sa double dépendance aux énergies fossiles et à la Russie. Elle oblige à mettre en place des mesures ruineuses de soutien du pouvoir d'achat des ménages qui atteignent 6 % du PIB au Royaume-Uni, 3 % en Allemagne, 2 % en France et 1,8 % en Italie. Elle contraint à recourir massivement au charbon - qui assurera le tiers de la production en Allemagne - et au fuel pour la génération d'électricité, ce qui constitue une aberration écologique.

La France est le seul pays de l'Union à disposer de la dissuasion et assure 70 % de sa production électrique à partir du nucléaire qui garantit normalement son indépendance et une capacité d'exportation. Or il n'en est rien

L'objectif de suppression des émissions implique a minima le doublement de la production d'électricité en Europe à l'horizon 2050. Or l'électricité nucléaire est la seule qui soit à la fois décarbonée, pilotable et souveraine. Il n'y a donc pas de transition écologique sans une part importante de nucléaire dans le mix énergétique européen, ainsi que l'a démontré l'AIEA.

La France aurait dû être parfaitement préparée pour affronter les crises géopolitique et énergétique. Elle est le seul pays de l'Union à disposer de la dissuasion et assure 70 % de sa production électrique à partir du nucléaire qui garantit normalement son indépendance et une capacité d'exportation. Or il n'en est rien.

Sur le plan militaire, le système de la dissuasion est vieillissant et a souffert de coupes dans la recherche. Il doit être entièrement modernisé au cours de la décennie pour conserver sa crédibilité.

Sur le plan civil, le potentiel de production a été amputé par la **fermeture irrationnelle de la centrale de Fessenheim et par la maintenance défailante du parc, ce qui conduit à l'arrêt de 32 réacteurs sur 76 et devrait limiter la production à 300 TWh contre 393 TWh en 2018. Dans le même temps, EDF est en quasi-faillite**, conjuguant des pertes de 5,3 milliards pour le premier semestre 2022 et une dette de 43 milliards, à laquelle s'ajoutent les coûts du grand carénage des centrales pour 50 milliards d'euros et de la construction de 6 nouveaux EPR pour 50 à 60 milliards d'euros. **La responsabilité de ce désastre revient entièrement à l'État qui a méthodiquement détruit l'un des rares pôles d'excellence de notre pays.**

La France ne peut assurer ni sa défense, ni sa souveraineté énergétique, ni sa transition écologique sans réinvestir massivement dans le nucléaire. Ceci appelle un effort conséquent dans la loi de programmation militaire qui doit renouveler les deux composantes de la dissuasion ainsi qu'une révision de la politique énergétique autour de **quatre priorités**: **l'extension de la durée de vie des centrales actuelles jusqu'à 60 ans ; le lancement d'une nouvelle génération standardisée de réacteurs ; le soutien de l'innovation dans les petits réacteurs modulaires et les réacteurs de quatrième génération ; la refondation du marché européen de l'électricité autour de l'offre et de la sécurité énergétique.**

Le nucléaire n'est en rien une survivance du passé ; il est une clé majeure pour la défense de la liberté et la lutte contre le dérèglement climatique.

19 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-reserves-d-energies-fossiles-contiennent-3500-milliards-de-tonnes-de-co2-20220919>

Les réserves d'énergies fossiles contiennent 3500 milliards de tonnes de CO2

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 1 heure



L'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait suggéré l'an dernier de renoncer à tout nouveau projet pétrolier ou gazier. *bilanol / stock.adobe.com*

Pour la première fois, un inventaire tente d'évaluer la pollution encore contenue dans les stocks de charbon, gaz et pétrole.

Les réserves mondiales de combustibles fossiles contiennent l'équivalent de 3500 milliards de tonnes de gaz à effet de serre, qui seraient libérées si elles étaient utilisées et mettraient à mal les objectifs climatiques internationaux, selon un inventaire inédit publié lundi. Cette quantité phénoménale correspond à ce qui serait libéré dans l'atmosphère si les réserves de pétrole, de gaz et de charbon étaient totalement produites et utilisées, selon ce registre mondial créé par Carbon Tracker et Global Energy Monitor. Cela équivaut à «*plus que toutes les émissions produites depuis la révolution industrielle*» et «*plus de sept fois le budget carbone restant pour respecter la température limite de 1,5°C*», indiquent les auteurs. Cette notion de «*budget*» carbone renvoie à la quantité de CO2 pouvant être émise pour un résultat donné, en l'occurrence l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris sur le climat. Le réchauffement depuis l'ère industrielle, qui a été alimenté par les énergies fossiles, a déjà atteint 1,1°C, entraînant une série de catastrophes.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait suggéré l'an dernier de renoncer à tout nouveau projet pétrolier ou gazier, pour accompagner une baisse rapide de la demande et afin de garder le réchauffement sous contrôle.

Un registre de 50.000 sites dans le monde

Le registre - qui contient les données sur plus de 50.000 sites dans 89 pays - a pour ambition de fournir aux dirigeants politiques et à la société civile les données nécessaires pour gérer la sortie progressive de ces énergies fossiles. Il montre notamment que les États-Unis et la Russie détiennent chacun suffisamment de réserves de combustibles fossiles pour faire exploser l'ensemble du budget carbone mondial, même si tous les autres pays cessaient immédiatement leur production. Il identifie également la source d'émissions la plus puissante dans le monde: le champ pétrolier de Ghawar en Arabie saoudite.

«Le registre mondial aidera les gouvernements, les entreprises et les investisseurs à prendre des décisions pour aligner leur production de combustibles fossiles sur la limite de température de 1,5° et, ainsi, à empêcher concrètement la disparition de nos îles», a souligné Simon Kofe, ministre des Affaires étrangères de Tuvalu, l'un des archipels du Pacifique menacés par la montée des eaux et le réchauffement climatique. «Nous disposons désormais d'un outil qui peut aider à mettre efficacement fin à la production de charbon, de pétrole et de gaz», espère-t-il, dans un communiqué accompagnant la publication du document.

18 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/henry-kissinger-und-uwe-tellkamp-ueber-konrad-adenauer-18320868.html?premium>

BÜCHER ÜBER ADENAUER:

Kälte und Würde

VON HELMUTH KIESEL

-AKTUALISIERT AM 18.09.2022-10:21



Erster Kanzler der Bundesrepublik: Konrad Adenauer (1876 bis 1967) Bild: Picture Alliance

Henry Kissinger würdigt Konrad Adenauer in einem Buch über Staatskunst, Uwe Tellkamp in seinem neuen Roman. Die Porträts sind unterschiedlich, aber provozieren eine Frage: Warum zögert man zu sagen, dass Adenauer der größte deutsche Staatsmann der vergangenen zweihundert Jahre war?

Die Neuerscheinungen dieses Jahres haben uns zwei bemerkenswerte Adenauer-Porträts gebracht. Das eine findet sich in [Henry Kissingers](#) voluminösem Buch „Staatskunst“ (Bertelsmann, 602 Seiten), das andere in Uwe Tellkamps noch umfangreicherem Roman „Der Schlaf in den Uhren“ (Suhrkamp, 905 Seiten).

Kissingers Buch trägt den Untertitel „Sechs Lektionen für das 21. Jahrhundert“. Jede dieser Lektionen widmet sich einer herausragenden politischen Führungspersönlichkeit der zweiten Hälfte des zwanzigsten Jahrhunderts, die nach der Namensnennung mit einer Art von Devise charakterisiert wird: „Charles de Gaulle: Die Strategie des Willens“; „Richard Nixon: Die Strategie des Gleichgewichts“; „Anwar el-Sadat: Die Strategie der Überwindung“; „Lee Kuan Yew: Die Strategie der Spitzenleistung“; „Margaret Thatcher: Die Strategie der Überzeugung“. Die erste Lektion aber heißt: „Konrad Adenauer: Die Strategie der Demut“.

Kissinger widmet Adenauer 54 Seiten (de Gaulle 92, Thatcher 87). Sein Porträt beruht auf dem bewussten Miterleben der Geschichte spätestens seit dem Beginn des [Zweiten Weltkriegs](#), auf der Basis seiner historischen Forschungen, auf reichlichen diplomatischen Erfahrungen, auf dem Studium von Adenauers Reden sowie biographischer Literatur von anderen (vor allem Charles Williams, 2001, und Hans-Peter Schwarz, 1981), nicht zuletzt aber auf etwa zehn Treffen mit Adenauer in den Jahren von 1957 bis 1967. Wie bei den anderen Porträtierten vergegenwärtigt Kissinger Adenauers komplette politische Biographie seit dessen Eintritt in die Kölner Stadtverwaltung im Jahr 1909, schildert die Jahre des „inneren Exils“, die sowohl Jahre der Gefährdung als auch der inneren Festigung waren, verfolgt dann Adenauers Wirken nach dem Krieg und hebt die Momente hervor, an denen Adenauer wichtige Weichenstellungen durchsetzte. Seiner Darstellung vorgreifend, umreißt Kissinger Adenauers Leben und Leistung am Ende des ersten Abschnitts auf eine sehr prägnante Weise.



Henry Kissinger auf einer Veranstaltung im Jahr 2020 :Bild: AFP

„Als Erwachsener hatte Adenauer die drei Ausgestaltungen des geeinten deutschen Staates nach Bismarck erlebt: das Auftrumpfende unter dem Kaiser, die inneren Unruhen in der Weimarer Republik und das Abenteuerium unter Hitler, das in Selbstzerstörung und Zerfall gipfelte. In seinem Bemühen, seinem Land wieder einen Platz in einer rechtmäßigen Nachkriegsordnung zu verschaffen, sah er sich weltweit einer von den Nationalsozialisten ererbten Feindseligkeit und zu Hause der Orientierungslosigkeit einer Öffentlichkeit gegenüber, die durch die lange Abfolge von Revolution, Weltkrieg, Völkermord, Niederlage, Teilung, Wirtschaftskollaps und Verlust der moralischen Integrität erschöpft war.

Er schlug einen zugleich demütigen und wagemutigen Kurs ein: deutsches Unrecht eingestehen; als Strafe die Niederlage und die eigene Ohnmacht akzeptieren, darunter auch die Teilung seines Landes; den Abbau der industriellen Lebensgrundlage als Kriegsreparationen dulden und den Versuch unternehmen, durch Unterordnung eine neue europäische Struktur aufzubauen, innerhalb derer Deutschland ein vertrauenswürdiger Partner werden konnte. Deutschland, so hoffte er, werde ein normales Land werden, allerdings immer, wie ihm bewusst war, mit einer nicht normalen Erinnerungslast.“

Kissingers Gründe für Adenauers Erfolg

Was Adenauer zur Neubegründung und Neuausrichtung Deutschlands befähigte, wird von Kissinger im „Schlusswort“ über die essenziellen Aspekte der politischen Führung gewissermaßen aufgelistet: religiöse Fundierung; Integrität und Beharrlichkeit; Wertschätzung einsamen Nachdenkens; Gespür für politische Realitäten; Mut, harte Wahrheiten auszusprechen; Bereitschaft und Mut zu einem grundsätzlichen Kurswechsel. Ein wichtiger Wirkungsfaktor war – Kissinger zufolge – auch Adenauers persönliche Erscheinung:

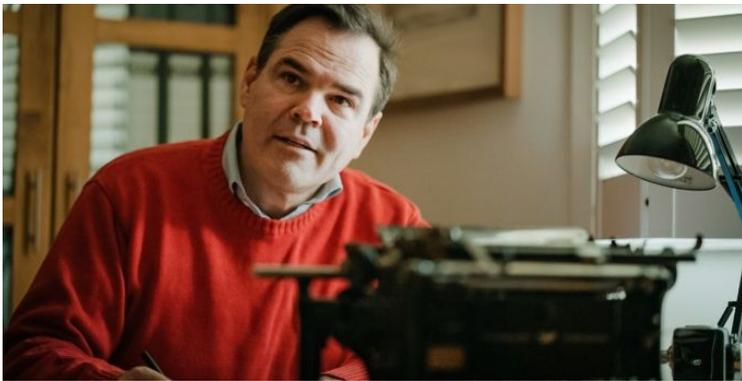
„Adenauers Autorität entsprang teilweise seiner Persönlichkeit, die Würde und Stärke verband. Sein Gesicht, das teils durch Verletzungen, die er sich bei einem Autounfall mit Anfang vierzig zugezogen hatte, vernarbt war, und sein Verhalten, gleichzeitig höflich und unnahbar, vermittelten eine nur allzu deutliche Botschaft: Man betrat eine Welt, die von Prinzipien gelenkt und gegen Parolen oder Druck immun war. Er sprach ruhig, nutzte nur seine Hände gelegentlich, um etwas zu betonen. Er war immer gut vorbereitet zu Themen der Zeit, sprach aber in meiner Gegenwart nie über sein Privatleben. Und er fragte auch nicht nach meinem – in Anbetracht der Effizienz der deutschen Bürokratie kannte er sicher meine Familiengeschichte und verstand, auf welche Wege uns das Schicksal jeweils geführt hatte.“

Das Adenauer-Porträt, das [Uwe Tellkamp](#) in seinem Wiedervereinigungsroman „Der Schlaf in den Uhren“ entwirft, ist sehr viel kürzer als das von Kissinger und fast ganz auf die persönliche Erscheinung und Form der Machtausübung konzentriert, in dieser Hinsicht aber nicht weniger eindrucksvoll als Kissingers Porträt. Es basiert auf der Lektüre historiographischer Literatur – namentlich wird einmal Hans-Peter Schwarz genannt – und auf dem Studium des Fernseh-Interviews, das Günter Gaus 1965 mit Adenauer führte und das

sich Tellkamp auf Youtube ansehen konnte. Die Beschäftigung mit Adenauer ist Teil des Versuchs des Romanerzählers, sich „in den Politik- und also Machtkomplex hineinzusetzen“, der das Schicksal Deutschlands nach dem Zweiten Weltkrieg bestimmte und dessen wichtigster Exponent zweifellos Adenauer war.

Tellkamps Romanfigur des Bundeskanzlers

Die einleitenden Sätze der Wiedergabe des Interviews mit Gaus erinnern durchaus an Kissingers Porträt, sind aber ganz unabhängig von diesem entstanden: „Adenauer hält die Augen niedergeschlagen, hebt sie zögernd und selten in Richtung des Gesprächspartners, den er, so wirkt es, eher als Stichwortgeber denn als Gesprächspartner sieht, wenn er ihn denn überhaupt sieht, vielleicht ist Gaus durchsichtig, oder er wird es zunehmend, im Jahr 1965, in dem das Interview stattfindet, ist Adenauer neunundachtzig Jahre alt. Doch im Fortgang der Fragen schaut er Gaus häufiger an, strafft sich, scheint die Sache ernst zu nehmen. Die Antworten kommen zögernd, nach Pausen des Nachdenkens, die nicht durch Ähs und Hms unterbrochen sind, gelegentlich durch ein Hüsteln, der Mann sitzt gerade im Sessel, die rechte Hand auf der Armlehne, in der linken wohl einige Papiere, das ist (anfangs) nicht so genau zu erkennen. Dunkler Anzug mit Weste, weißes Hemd, Krawatte.“



Der Schriftsteller Uwe Tellkamp an der Schreibmaschine :Bild: ZDF und Christ Valentien

Das wird eine Seite später weiter ausgeführt, indem zunächst einige der Adenauer-Stereotype aufgerufen werden, die bei Kissinger keine Rolle spielen: „Adenauer der Fuchs, Adenauer der Taktierer, Adenauer, der die Kriegsgefangenen heimholt, Adenauer beim Bocciaspiel in Cadenabbia, Lügenauer, sagte Kurt Schumacher, sein Gegenspieler bei der SPD. Bestimmte Bilder und andere nicht, die Dunkelzonen, in denen er nicht vorkommt, die Flecken, von denen in jenem Interview Gaus einige aufzuhellen versucht, ohne jedoch die Distanz, die Kälte, die der Alte ausstrahlt, durchdringen zu können. Er war weit weg. Wirkte wie zu Besuch, als wäre sein Körper irgendwo festgefroren, nur noch als Hülle herübergeschickt, und damit das Ganze einigermaßen echt wirkte, bewegte sich der Kopf. Der Ring aus Kälte um den alten Mann. Aus einer heute verschollenen Würde aber auch. Hier spielte einer kein Theater. Alle übersteigerten Gesten, alles Schauspielergebaren schienen ihm fremd zu sein.“

Adenauers politische Leistung wird von Tellkamp weniger ausführlich gewürdigt als von Kissinger. Aber einen Aspekt, der gewissermaßen ein Alleinstellungsmerkmal ist, hebt er unter ausdrücklicher Berufung auf Hans-Peter Schwarz hervor: dass Adenauer außer Hitler der einzige Parteiführer war, „dem das Kunststück gelang, gleichsam aus dem Nichts eine neue schlagkräftige und für viele unwiderstehliche Partei aufzubauen“. Man zögert, dies als Anerkennung zu empfinden, auch wenngleich noch betont wird, dass Adenauers Volkspartei „völlig konträr“ zur NSDAP war; Vergleiche mit Hitler haben allemal etwas Ehrenrühriges an sich. Und zudem besteht Adenauers überragende Leistung gewiss nicht nur in der Gründung der CDU, sondern in der von Kissinger beschriebenen Neubegründung eines deutschen Staats und in dessen Integration in den Westen. Diese Leistung hat nun seit mehr als siebenzig Jahren Bestand, also über zwanzig Jahre länger als Bismarcks kriegerisch zusammengeführtes Reich. Warum zögert man, zu sagen, dass Adenauer der größte deutsche Staatsmann der letzten zweihundert Jahre war? Es wäre interessant zu

wissen, wie viele Bismarckplätze und -straßen es gibt – und wie viele Adenauerstraßen und -plätze ihnen gegenüberstehen. Nach Adenauertürmen braucht man erst gar nicht zu suchen!

Adenauers Regierung wird für Tellkamp zum Symptom

In seiner Sondierung des Politik- oder Machtkomplexes der Nachkriegszeit bleibt Tellkamps Erzähler nicht bei der Person Adenauers stehen, sondern fasst auch seine Umgebung ins Auge, die Oppositionsführer Schumacher und Wehner, vor allem aber Adenauers „engste Vertraute“, Pferdenges und Globke. Robert Pferdenges, der engagierte Protestant neben dem engagierten Katholiken, Bankier und Mitglied von gut fünfzig Aufsichtsräten, wird als des Kanzlers „linke Hand“ bezeichnet: ein kluger Ratgeber im Hintergrund und Verbindungsmann zur Wirtschaft und zur Partei, zu deren Organisation Adenauer ein eher distanzierteres Verhältnis hatte.

Weit interessanter als diese „hellgraue Eminenz“ ist für Tellkamps Chronisten der Wendezeit allerdings Hans Globke, von 1933 bis 1945 leitender Beamter im nationalsozialistischen Innenministerium, als welcher er „den offiziellen Kommentar zu den Nürnberger Gesetzen schrieb“ und sie „anwendbar“ für die Ausgrenzung und schließlich Eliminierung der deutschen Juden machte. Nach Kriegsende verstand er es, eine Nähe zum Widerstand zu suggerieren. Von 1949 an leitender Beamter im Kanzleramt und Adenauers „rechte Hand“, mit großer Verwaltungs- und Politikerfahrung, mit einem phänomenalen Gedächtnis für Personen, „die Spinne, die im Zentrum eines riesigen Netzes hockte und zu der alle Informationen liefen“. Man versteht, dass ein solcher Wendehals, Informationensammler und Strippenzieher für jemanden, der die Wiedervereinigung mit – naturgemäß – beschränktem Blickwinkel miterlebt hat und sie nun in größerem Rahmen rekonstruieren möchte, hochgradig interessant sein muss. Er wird unter der Überschrift „Globke, oder: Die Verpuppung“ als Beispiel für einen geschichtlich und anthropologisch bemerkenswerten „Gestaltwandel“ porträtiert – für eine Persönlichkeitsaufspaltung, die aber einem stets gleichen Inneren entspringen könnte.

Weiter heißt es: „Vielleicht ist sich Globke immer gleich geblieben. Im Grunde: Wo der innerste Globke haust, der die anderen Globkes nach außen schickt wie Wirkungen aus einer Ursache. Aber zunächst ein Ich, das aus zwei Körpern besteht, und der eine davon trägt eine Schuld. So daß [sic! Tellkamp hält am „ß“ fest!] der andere, mit dem einen verbunden, versucht, sich von diesem einen zu lösen, den Platz einzunehmen, den der erste Körper einnahm, ihn zu verdrängen, ungeboren zu machen“, den Kommentator der Nürnberger Gesetze, der sich aber auch schon aufspaltete, „seinen Bischof, Konrad Graf von Preysing, über die Vorgänge im Ministerium informierte“ und mit ihm über die Rettung konvertierter Juden beriet. In einem späteren Kapitel wird ein vergleichbares Verhalten zur Zeit der DDR als „Großes Mantelspiel“ beschrieben, weil der betreffende Akteur, der „Buchminister“ Samtleben, drei Mäntel zur Verfügung hatte und je nach Anlass wechselte: erstens einen „banalen“ Mantel für den Alltag, zweitens einen „Umgangsmantel“, in dem er sich auf Kongressen und bei Sitzungen leutselig und verbindlich zeigte, drittens einen „Amtsmantel“, in dem Samtleben „plötzlich ein anderer Mensch war“, ein „kühl-sachlicher, exakter Mann“ und Vorgesetzter. Samtleben ist einer jener „Charakterzwitter“, die – dem Roman zufolge – in den Amtsstuben der DDR häufig anzutreffen waren, und die Passagen über das „Große Mantelspiel“ gehören zu den satirischen Kabinettstückchen des Romans.

Westdeutschland aus ostdeutscher Sicht

Die Porträts der Politiker und Beamten sind Teile einer größeren Sequenz, zu der auch Porträts von Autoren und Büchern gehören. Besonders eindrucksvoll sind die Abschnitte über die Lektüre von [Thomas Manns](#) „Zauberberg“ und die subtile Beschreibung der von Mann geleisteten Spracharbeit; frappierend, aber einleuchtend die Ausführungen über den verkappten „Heimattichter“ Thomas Bernhard; anrührend die Bezugnahmen auf den in der DDR verdrängten Uwe Johnson. Tellkamps großer Roman ist nicht nur eine Auseinandersetzung mit der Geschichte der Wiedervereinigung, sondern auch mit der Geschichte der Literatur im geteilten Deutschland.

Da Tellkamp mancherorts zu den jüngeren „rechten und rechtsextremen“ Autoren gezählt wird, sei eigens angemerkt, dass in seinem Roman neben „Sankt Uwe“ natürlich auch „Sankt Ernst“ mit Lob bedacht wird, aber nicht etwa für „Kampf als inneres Erlebnis“ oder „Totale Mobilmachung“, sondern für „Lob der

Vokale“, ein 1934 publiziertes Glanzstück der Sprachbelauschung und Sprachbeschreibung. Ansonsten sind im „Schlaf in den Uhren“ keine Spuren von „neu-rechter“ Gesinnung zu finden. Vielleicht resultiert die gängig gewordene Zuordnung dieses Romans zur neu-rechten Literatur nicht aus der Lektüre, sondern daraus, dass Tellkamp es liebt, sächsisch giftelnd an Orten aufzutreten und in Organen zu publizieren, die mit einem entsprechenden Odium behaftet sind. Einige Passagen seines Romans gab er der unter dem ominösen Titel „Tumult“ erscheinenden „Vierteljahresschrift für Konsensstörung“ zum Vorabdruck.

Helmuth Kiesel, geboren 1947, lehrte *Neue deutsche Literatur in Heidelberg*.

18 septembre (FAZ)

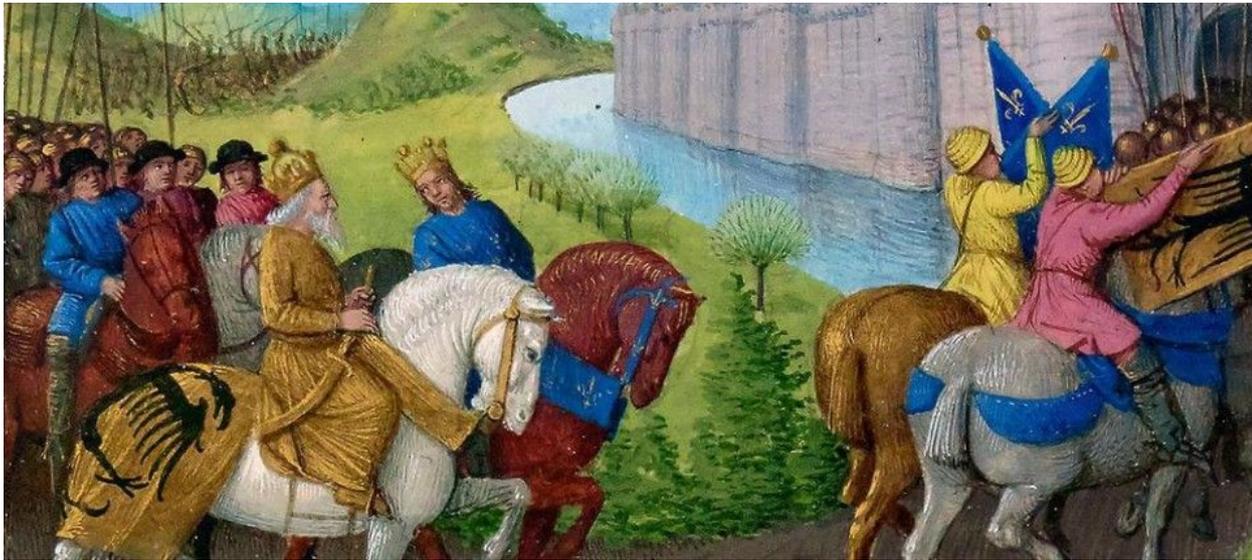
https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/franco-cardini-und-antonio-musarra-die-grosse-geschichte-der-kreuz-zuege-18277371.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2

GESCHICHTE DER KREUZZÜGE:

Ein Ereignis, wie gemacht für Demagogen

VON [ANDREAS KILB](#)

-AKTUALISIERT AM 17.09.2022-22:13



So sah es

die Nachwelt: Die Kreuzritter vor Konstantinopel in einer Buchminiatur von Jean Fouquet für die „Grandes Chroniques de France“, 1455–1460 Bild: Mauritius

Von der christlichen Wallfahrt bis zum Dschihad: Franco Cardini und Antonio Musarra legen eine Geschichte der Kreuzzüge vor, die bis ins zwanzigste Jahrhundert reicht.

Im Oktober des Jahres 2000, kurz nach den Unruhen auf dem Jerusalemer Tempelberg, mit denen die sogenannte zweite Intifada begann, trug ein jordanischer Autor und Aktivist in der Ruine eines antiken Theaters hoch über dem nördlichen Jordantal vor einem einheimischen Publikum seine Gedichte vor. Die Verse handelten von der Schmach des Islams, dessen heilige Stadt Jerusalem von den Feinden des wahren Glaubens besetzt sei, und von der Notwendigkeit eines Dschihad zu ihrer Wiedereroberung. Sie beschworen die Sehnsucht nach einem neuen Saladin, der das Schwert ergreifen und seine Truppen zum Triumph über die Ungläubigen führen werde, und sie prangerten die Mächte des Westens an, deren Kreuzzug gegen die Muslime am Ende doch scheitern müsse. Die Zuhörer quittierten den Vortrag des Dichters mit Beifallsrufen und lautem Applaus. Nur ein paar deutsche Archäologen, die ebenfalls dabeisäßen, klatschten nicht mit.

In der heutigen arabischen Welt, in den Ansichten ihrer Intellektuellen und ihrer Bevölkerungen, sind die Kreuzzüge kein abgeschlossenes Kapitel. Sie sind eine historische Realität, die ständig neu überarbeitet wird, je nachdem wie sie sich in einer aktuellen Krise politisch einsetzen lässt. Dabei kommt es weniger auf das tatsächliche Geschehen als auf seine mythisierende Deutung an. Anders als das Kolonialzeitalter endete die Ära der Kreuzzüge mit einem Sieg des Islams. Das macht sie als Bezugspunkt für muslimische Fundamentalisten jeder Couleur attraktiv.

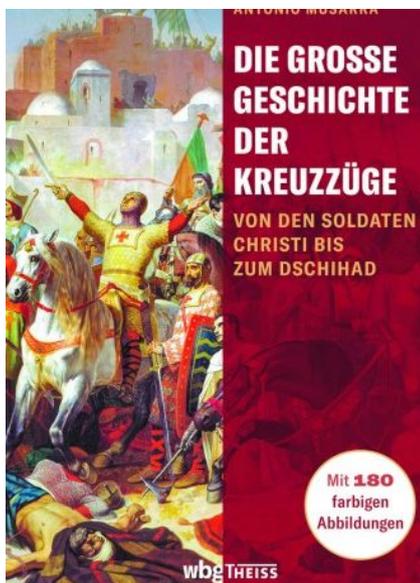
Die erweiterte Perspektive ist ein Vorzug

Dass die „Große Geschichte der Kreuzzüge“ der italienischen Mittelalterhistoriker Antonio Musarra und Franco Cardini der arabischen Sicht auf das Thema nur drei von sechshundert Seiten widmet, ist deshalb ein Fehler – ein entscheidendes Versäumnis in einem Buch, das daneben auch einige Vorzüge hat. Zu ihnen gehört die erweiterte Perspektive, aus der Musarra und Cardini auf ihren Gegenstand blicken.

Anders als die klassischen Historiker der Kreuzzüge, zu denen sich zuletzt noch der englische Mediävist Thomas Asbridge als Nachzügler gesellt hat, lassen die beiden Italiener ihren Überblick nicht mit der gescheiterten Expedition Ludwigs IX. von Frankreich gegen Tunis von 1270 und dem Fall der Kreuzfahrerhauptstadt Akkon gut zwanzig Jahre später enden. Stattdessen verfolgen sie die Entwicklung des Kreuzzugsgedankens über die Türken- und die Barbareskenkriege bis ins zwanzigste Jahrhundert, in dem der Nahe Osten mit dem Zerfall des Osmanischen Reiches, der Aufteilung seines arabischen Herrschaftsgebiets unter die Siegermächte von 1918 und der Gründung des Staates Israel erneut in den Brennpunkt der Geschichte rückte.

Ritterromantik mit ideologischem Ballast

Dabei geben sie, was ebenfalls zu begrüßen ist, den zeitgenössischen Imaginationen und Theorien ihrer Thematik beinahe ebenso viel Raum wie der Ereignisgeschichte. Dadurch wird zum Beispiel deutlich, dass der Aufruf Papst Urbans II. in Clermont im November 1095 keineswegs aus heiterem Himmel kam, sondern einen längeren Vorlauf etwa in Form von päpstlichen Freibriefen für Kaperfahrten italienischer Seestädte gegen ihre nordafrikanischen Konkurrenten hatte. Auch der Begriff, mit dem Eroberung und Raub zur christlichen Mission umgedeutet wurden, ist nicht mittelalterlichen, sondern frühneuzeitlichen Ursprungs.



Franco Cardini und Antonio Musarra: „Die große Geschichte der Kreuzzüge“. Von den Soldaten bis zum Dschihad. :Bild: wbg/Theiss

Seinerzeit sprach man von „officium“, „servitium“ oder auch „negotium crucis“, wenn man bewaffnete Wallfahrten gegen Ungläubige meinte. Dabei wurde die „crux transmarina“, der Aufbruch ins östliche und südliche Mittelmeer, sorgfältig von der „crux cismarina“ unterschieden, dem innerchristlichen Kampf gegen Ketzer und andere Widersacher des Papstes. Erst später, als sich nach dem Verlust des Heiligen Landes der europäische Expansionsdrang auf die Küstenregionen des Atlantischen und des Indischen Ozeans richtete, kamen „cruciata“, „croisade“ und „crusade“ allenthalben in Schwang.

Das Kreuzzugsnarrativ erwacht von Neuem

An der Frage, wie sich das christliche Missionsgebot mit einer kriegerischen Interessenpolitik vereinbaren ließe, hat sich die Geisteselite Europas jahrhundertlang abgearbeitet, von Bernhard von Clairvaux und Nikolaus Cusanus bis zu Gottfried Wilhelm Leibniz, der Ludwig XIV. einen Plan zur Eroberung Ägyptens unterbreitete (den dann Napoleon verwirklichte). Als im neunzehnten Jahrhundert der Glanz der Aufklärung verblasste, kehrte die Ritterromantik mit all ihrem ideologischen Ballast zurück. Kreuzzugsphantasien beflügelten die französische Eroberung von Algier im Jahr 1830 und die Kriege des Zarenreichs gegen die

Osmanen. Mit den willkürlichen Grenzziehungen nach dem Ersten Weltkrieg überspannte der westliche Einflussbereich schließlich auch Syrien und Palästina.

In diesem Augenblick erwachte in den Bevölkerungen der neu gegründeten arabischen Staaten und der Mandatsgebiete, die sich um ihre Selbstbestimmung betrogen sahen, das Kreuzzugsnarrativ nach sechshundertjährigem Schlummer zu neuem Leben – und mit ihm das Konzept des Dschihad gegen die Feinde Allahs. Bis heute prägen beide das Verhältnis der arabischen Welt zum Westen. Deshalb ist es nachgerade fahrlässig, den Dschihadismus in seinen verschiedenen Ausprägungen als eine „in erster Linie demagogische Position“ abzutun, wie Cardini und Musarra es tun.

Auch die Kreuzzugsideologie war ein willfähriges Instrument in den Händen mittelalterlicher und frühneuzeitlicher Demagogen. Gleichwohl bestimmte sie das Weltbild von Päpsten, Königen, Zaren und Dichtern und trieb Menschenmassen auf den – meist tödlichen – Weg ins Ungewisse. Der Appell der beiden Historiker, jede der streitenden Parteien möge akzeptieren, „was in der Kultur der anderen akzeptabel ist“, wirkt daher angesichts der Gemengelage nach dem 11. September 2001 wie Pfeifen im Wald. Samuel Huntingtons Metapher vom Kampf der Kulturen, in der die Autoren den Inbegriff westlichen Hegemonialdenkens sehen, könnte am Ende doch mehr Beschreibungsqualitäten besitzen, als Cardini und Musarra ihr zutrauen.

Der zweite wichtige Einwand gegen das Buch betrifft einen Punkt, den die Autoren wohl nur teilweise zu verantworten haben. Es geht um die Aufmachung des Bandes. Ungefähr jede zehnte Seite der „Großen Geschichte der Kreuzzüge“ ist mit üppigen, oft ganzseitigen Illustrationen bedeckt, darunter Gemälde von Tizian, Vasari und Delacroix, aber auch Bilder der Salonmaler des neunzehnten Jahrhunderts und Grafiken von Gustave Doré. Dieses Anschauungsmaterial wird aber nicht etwa in der Reihenfolge seiner Entstehung ausgebreitet, sondern als visuelle Unterlage für historische Personen und Ereignisse verwendet, sodass wir Gottfried von Bouillon und Balduin von Jerusalem durch den Pinsel der Historienmaler der Salles des Croisades in Versailles, Friedrich Barbarossa in der Version des Nazareners Christian Siedentopf und die osmanische Eroberung von Konstantinopel in der Fassung des Italieners Fausto Zonaro kennenlernen.

Eine seriöse Bebilderungsstrategie für historische Darstellungen sieht anders aus. Die Kreuzzüge waren als mentalitätsgeschichtliches Ereignis ungleich bedeutender denn als reales Geschehen: Sie kosteten das Leben von Hunderttausenden und bewegten die Phantasie von Abermillionen. Auch darüber hätte man anhand von Bildzeugnissen nachdenken können. Dieses Buch tut es nicht. Stattdessen verwendet es Bilder als beliebige Verpackungsmittel für seine Inhalte. Damit wird es weder der Geschichte gerecht noch der Kunst, in der sie sich spiegelt.

Franco Cardini und Antonio Musarra: „Die große Geschichte der Kreuzzüge“. Von den Soldaten bis zum Dschihad. Aus dem Italienischen von Victoria Lorini und Rita Seuß. wbg/Theiss, Darmstadt 2022. 600 S., 185 Abb., geb., 48,- €.

18 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/expats-im-westjordanland-das-ramallah-syndrom-18304190.html?premium>

EXPATS IM WESTJORDANLAND:

Das Ramallah-Syndrom

VON [CHRISTIAN MEIER](#)

-AKTUALISIERT AM 17.09.2022-19:39



Fastenbrechen in Ramallah Bild: Picture Alliance

Im Sommer kommen viele Palästinenser aus der Diaspora ins Westjordanland. Sie suchen jemanden zum Heiraten oder wollen den Kindern ihre Heimat zeigen. Da könnte man fast den Nahostkonflikt vergessen.

In der Snowbar könnte man den Nahostkonflikt vor lauter Bäumen und schönen Menschen vergessen. Das Restaurant wurde weitläufig in ein Pinienwäldchen – arabisch „Snubar“ – hineingebaut, samt Pool und Baumhausbar. Man sitzt entspannt auf Sofas und hört sich zum Blubbern der Wasserpfeifen die Gespräche der Expats sowie der gut situierten Einwohner [Ramallahs](#) an. Es ist Spätsommer, die jüngste Eskalation zwischen Israel und dem „Islamischen Dschihad“ ist schon fast wieder vergessen, und der Gazastreifen ist sowieso weit entfernt von den Bergen des Westjordanlands. Nicht dass der Konflikt keine Rolle spielte, er ist immer präsent, aber die Leute hier haben ihre eigenen Themen und Probleme. Und sowieso könne man nicht immer nur über Politik nachdenken, sagen sie hier. Man trifft Freunde und feiert Wiedersehen, vor allem jetzt im Sommer, wenn viele aus dem Ausland zu Besuch kommen.

Gerade hat Jamelah sich an einen Tisch gesetzt, dort wartet eine kleine Gruppe Gleichaltriger auf sie. Die 21 Jahre alte Wirtschaftsstudentin ist seit ein paar Tagen in Ramallah. Eigentlich lebt sie in Pennsylvania, geboren ist sie in New York. Arabisch spricht sie mäßig, aber Englisch ist in der Snowbar ohnehin Lingua franca. Jamelah erzählt, wie wichtig es für sie sei, den Kontakt in die Heimat der Familie nicht zu verlieren.

Gerade weil sie keinen eigenen Staat haben, empfinden viele Palästinenser es als umso wichtiger, ihre kulturelle und nationale Identität zu bewahren, egal wo sie leben. Das zeigt sich oft in Kleinigkeiten, bei der Kleidung oder beim Essen. „Darauf habe ich so lange gewartet!“, sagt Rita Lahoud freudestrahlend, als der Kellner ihr eine „Limonana“ bringt – eine Zitronenlimonade mit frischer Minze.

Limonana statt Intifada

Rita Lahoud ist Jamelahs Mutter. Die Geschichte der Familie ist typisch für Diaspora-Palästinenser und für die Irrungen und Wirrungen des [Nahostkonflikts](#). Rita Lahoud ist selbst in den USA geboren, in Cleveland, ihr Vater arbeitete dort als Ingenieur. Ende der Siebzigerjahre kam sie mit der Mutter und ihren älteren Geschwistern nach Ramallah, weil ihr Vater eine Stelle in Saudi-Arabien angetreten hatte. Er wollte aber nicht, dass seine Kinder dort zur Schule gehen.

Als Lahoud sechzehn Jahre alt war, Ende 1987, brach die erste Intifada aus, der Aufstand der Palästinenser gegen die israelische Besatzung. Sie erinnert sich, wie sie und andere Jugendliche heimlich Schulunterricht

im Keller des YMCA-Gebäudes in Jerusalem erhielten, weil die Schulen geschlossen waren. Auch der Beginn ihres Studiums an der Birzeit-Universität nahe Ramallah war klandestin: „Es war zu Beginn so etwas wie eine Untergrund-Universität.“ Aufgrund der schwierigen Umstände ging Lahoud schließlich zurück in die USA, um ihr Studium für ein Grundschullehramt und Sonderpädagogik abzuschließen. Heute unterrichtet sie arabische Sprache und Kultur an einer Schule in Brooklyn. 2015 gründete sie zusammen mit ihrer Schwester eine Hilfsorganisation, die unter anderem in Flüchtlingslagern in Griechenland tätig ist.

In Amerika verliebte Lahoud sich in einen christlichen Palästinenser aus Haifa. Ihrer muslimischen Familie konnte sie das lange Zeit nicht erzählen. Und doch sind sie heute verheiratet und haben vier Kinder – nach Jamelah bekam Rita Lahoud Drillinge. Sie schafften es leider nicht, jedes Jahr alle zusammen nach Palästina zu kommen, sagt Lahoud beinahe entschuldigend, die Flugtickets seien zu teuer. Über ihre Kinder sagt sie: „Ich wollte wirklich, dass sie nach Palästina kommen und Arabisch lernen, eine Bindung zu Land und Leuten entwickeln, damit sie wissen, woher sie kommen.“ Wenn sie hier sind, bleiben sie in der Regel etwa einen Monat.

Viele sind auf Brautschau

In diesem Sommer sind besonders viele Palästinenser aus der Diaspora zu Besuch, weil wegen der Corona-Pandemie zwei Jahre lang praktisch keine Einreisen nach Israel und in die besetzten Gebiete möglich gewesen waren. Man sieht und hört sie überall auf den Straßen der palästinensischen De-facto-Hauptstadt. Die Besucher bringen dringend benötigtes Kapital mit – zum Teil mehr, als die lokale Wirtschaft auf Anhieb absorbieren kann. Der Manager einer der großen Autovermieter in Ostjerusalem klagt, man könne aufgrund der globalen Lieferengpässe bei Weitem nicht die Wünsche aller Kunden befriedigen: „All die Palästinenser, die aus der Diaspora zu Besuch kommen, wollen ein schickes Auto mieten, um zu zeigen, dass sie es zu etwas gebracht haben. Wir haben aber gar nicht so viele zur Verfügung.“ Wie zum Beweis steht ein junges Paar in der Tür und fragt nach einem verfügbaren Wagen. Sie werden freundlich an die Konkurrenz verwiesen.

Einen großen Teil ihrer Zeit verbringen die Auslandspalästinenser damit, ihre erweiterten Familien zu besuchen. Oder sie gehen auf die vielen Hochzeiten, die hier im Sommer stattfinden. Manche sind auch selbst auf Brautschau. Touristen im klassischen Sinn sind sie weniger. Das liegt auch an den Beschränkungen, die die Besatzung mit sich bringt. Das Reisen ist im [Westjordanland](#) oft alles andere als einfach. „Die Besatzung macht alles so kompliziert oder sogar unmöglich“, sagt Rita Lahoud. Als sie ein Kind war, seien es zwanzig Minuten bis nach Jerusalem gewesen. „Jetzt kann das mehr als eine Stunde dauern oder zwei – man weiß es einfach nicht.“

Das Nadelöhr ist der Qalandia-Kontrollpunkt, der zwischen beiden Städten liegt. Palästinenser müssen mit dem Taxi oder Bus hinfahren, dann aussteigen und den Kontrollpunkt zu Fuß überqueren, um auf der anderen Seite mit einem weiteren Taxi oder Bus bis nach Jerusalem zu gelangen. Vorausgesetzt natürlich, sie haben überhaupt eine Genehmigung, nach Jerusalem einzureisen, das seit 1967 vollständig von Israel kontrolliert wird und dessen Ostteil annektiert wurde. „Wir lieben Jerusalem“, sagt Lahoud. „Aber wenn wir im Sommer hier sind, gehen wir vielleicht einmal hin.“ Lahoud und ihre Kinder haben amerikanische Pässe und damit mehr Bewegungsfreiheit, die Mutter aber hat nur ein palästinensisches Dokument.

„Ramallah ist eine kleine Blase“

Einmal trafen sie vor dem Familienhaus in Ramallah einen jungen Mann aus der Nachbarschaft. Sie erzählten ihm, dass sie gerade in Jerusalem waren. Dahin würde er auch gern einmal reisen, sagte der Mann, 22 Jahre alt. „Er ist nie in seinem Leben in Jerusalem gewesen oder am Strand“, sagt Lahoud kopfschüttelnd. Dabei kann man von besser gelegenen Orten in Ramallah das Mittelmeer bei den richtigen Lichtverhältnissen sehen, und von den noch besser gelegenen Orten sogar das Meer und auf der anderen Seite die Berge Jordaniens.

„Ramallah ist eine kleine Blase, in der man auf den Gedanken kommen kann, dass wir unser Leben selbst kontrollieren“, sagt Rita Lahoud. Aber dem sei nicht so, Israel habe auch hier die volle Kontrolle. In palästinensischen Akademiker- und Künstlerkreisen sprechen sie vom „Ramallah-Syndrom“. Ein Blog von

Kulturschaffenden beschreibt es so: Es handele sich um eine „Halluzination von Normalität, um die Phantasie einer Koexistenz von Besatzung und Freiheit“. Es mache glauben, ein palästinensischer Staat könnte durch „pure Illusion“ geschaffen werden, obwohl er in Wahrheit doch auf ewig vertagt worden sei.

Diaspora-Palästinenser erkennen dieses Syndrom womöglich klarer als diejenigen, die hier leben. Rita Lahoud und ihre Tochter Jamelah genießen beide den Sommer in Ramallah. Aber die politische Situation frustriert sie auch. Sie sehen es als ihre „Verpflichtung“ an, zu kommen. Lahoud drückt es so aus: Sie habe ein gutes Leben anderswo, aber das führe auch dazu, dass sie sich weniger patriotisch fühle als diejenigen, die hier leben. Deshalb kommt sie so oft es geht. Ihre Tochter sieht die Verpflichtung eher in der umgekehrten Richtung. Nach jedem Sommerurlaub in Ramallah, sagt Jamelah, sei sie motivierter, ihre Kommilitonen und Freunde in Amerika für die Lage der Palästinenser zu sensibilisieren.

17 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/16/opinion/not-a-racist.html>

OPINION

Trying to Prove You're Not a Racist

Sept. 16, 2022



By [John McWhorter](#)

Opinion Writer

You're reading the John McWhorter newsletter, for Times subscribers only. A Columbia University linguist explores how race and language shape our politics and culture. [Get it in your inbox.](#)

Since I started writing this newsletter, once about every couple of weeks I have received a missive from someone troubled by a controversy involving race, usually in the workplace.

These readers feel that their opponents in these fusses are unfairly tarring them as racist. Typical disputes they find themselves embroiled in include whether a school program should devote itself centrally to antiracism, whether it is fair to hire people ranking skin color over qualifications, whether reparations for slavery in a local context are appropriate and what they should consist of, and whether a piece of art should be deemed racist.

They seek my confirmation that they are in the right, that they are not racist, and presumably want to take that judgment back to the ring as proof that their position is not anti-Black. Sometimes they are under the impression that it would help if I addressed their colleagues over Zoom. It has occurred to me that I should provide, in this space, an all-purpose response to this kind of letter I get. For starters, I'd like to offer a guide to my positions on the debates my correspondents seem to find themselves in.

To wit:

I do not support treating the word “Negro,” as opposed to the “N-word,” as a [slur](#). “Negro” was not a slur when it was current, and the case for classifying it as one now because it is archaic is quite thin. Why look for something to be offended by?

I do not support [calling something “racist”](#) because outcomes for it differ for the (Black) race. For example, I take issue with the idea that there is something “racist” or “biased” about the questions on the SAT.

I do not condemn white authors writing Black fictional characters [who speak Black English](#) so long as it’s a respectful and realistic rendition.

I think the idea that it is [cultural appropriation](#) when whites take on Black cultural traits is ahistoric — human groups sharing space have always shared culture — and also pointless, given that Black American culture has always, and will continue to, infuse mainstream America. I also do not think arguments about power relations somehow invalidate my position. I think that it is in vain to decree that culture cannot be borrowed by people in power from those who are not. I think the idea that only Black people should depict Black people in art and fiction is less antiracist than anti-human, in forbidding the empathy and even admiration that can motivate respectful attempts to create a literary character.

I revile any concept of equity that allows for appointing Black people to positions over more highly qualified non-Black ones.

I know that racism exists both on the personal and structural levels. But I also feel deep disappointment that the tenor of our times seems to encourage some Black people to exaggerate racism’s effects, to enshrine a kind of charismatic defeatism as a substitute for activism. And then there are those who outright [fabricate](#) having suffered racist mistreatment. I also worry that these kinds of things desensitize many observers from acknowledging the real racism that exists.

I think reparations are important — and happened already, decades ago with the Great Society, affirmative action, the expansion of welfare benefits in the late 1960s and the Community Reinvestment Act of 1977, which encouraged banks to extend credit in low-income neighborhoods. I would not stand implacably opposed to new reparations today in the form of various kinds or even cash payments but am highly skeptical that a critical mass of Black commentators would accept them as true compensation. I can’t help thinking the race debate would stay where it is now.

I [condemn notions](#) that there are white ways of thinking (such as being precise and stressing individualism) and Black ones (such as being intuitive and stressing the communal), such that Black people resisting “assimilation” is taken as a kind of higher wisdom. That vision of Blackness would birth no useful inventions, yield only the occasional out-of-the-box insight and is alarmingly close to tacky, Dionysian depictions of Blackness, such as those in Norman Mailer’s “The White Negro.”

I consider it anti-intellectual performance art to retool educational institutions as [antiracist academies](#) that “center” the discussion of discrimination and other abuses of power in the instruction of all subjects.

Now that I’ve laid out a primer on my opinions, people who write me seeking support should keep in mind that quite a few Black people consider my stances on race to be a [revolting](#) kind of [heresy](#). Rather, as I have learned in my now lengthy experience with this kind of criticism, it’s that those who disagree with me feel — or perhaps have been taught to feel — that opinions like mine amount to giving white people a pass on racism, that they distract whites from engaging in the kind of thinking and activity that will help Black America. As such, they do not think of people like me as having opinions different from theirs but legitimate. They think opinions like mine are dangerous.

I can imagine that to my critics, white people writing me for counsel is exactly what Black America doesn't need. I am basing this on 25 years of receiving this kind of critique from various directions.

To witness a demonstration of the vigor and tone of this sentiment, please see the negative reactions that are sure to be part of the social media response to this newsletter — from people of all races. No Zoom talk could even begin to cut through such heated resistance.

Be under no illusion, then, that telling your colleagues my opinion about a race issue will be received by them as emanating from some kind of guru. You may suppose that it will be effective to say, “See? There are Black people who feel the way I do.” But to some of your opponents, those Black people may be seen as not just a different kind, but a wrong kind.

If people who don't see race things my way continue to call you names and get in your way, you have my full sympathy. (And an overprivileged college professor like me isn't the only one who would come to your defense. “Unwoke” views on race are quite common among Black people of all levels of education.)

But I consider myself engaged in a gradual process of — I hope — shaping our general consciousness on race via constant argument over decades of time. This is a long-game business. Views change slowly, incrementally, and writing is part of making it happen.

If you choose to present my take on race issues amid tense occasions anyway, you should understand that the issue is less my opinion than what you intend to do amid the response to it. My dear correspondents: Please know that it will require a degree of intestinal fortitude to withstand your opponents' calling you a racist for agreeing with me. Know also, though, that if you're up for that, you are joining me in that work I am committed to.

John McWhorter ([@JohnHMcWhorter](#)) is an associate professor of linguistics at Columbia University. He hosts the podcast “[Lexicon Valley](#)” and is the author, most recently, of “[Woke Racism: How a New Religion Has Betrayed Black America.](#)”

17 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/15/russian-discontent-with-the-war-and-vladimir-putin-is-growing>

Europe | Setting sun

Russian discontent with the war, and Vladimir Putin, is growing

A big reverse in Ukraine makes him look incompetent



Sep 15th 2022

As Russia's troops were abandoning their positions and armour in Kharkiv, in Ukraine, Russia's capital was celebrating the "Day of the City". Vladimir Putin, the dictator who started the war, boasted of a new attraction—a giant Ferris wheel called the Sun of Moscow at VDNKh, a vast theme park built in the 1930s to exhibit the achievements of the Soviet empire that Mr Putin is now fighting to restore.

"It is unique. There is nothing like that in Europe... It is very important for people to have a chance to relax with their family and friends," Mr Putin said on September 10th. It was meant to be an advertisement for Mr Putin's successes. But within minutes, the 140-metre-high wheel got stuck, and the next day it closed altogether. Visitors were offered a refund.

The symbolism was not lost on those who flooded social media with sarcastic or angry comments. "Why? What are all these carousels, attractions and pavilions with clowns? [Our] people are dying for us there [in Ukraine]. Are you sure that at such moments we need events whose goal is to distract, relax and entertain?" Boris Korchevnikov, a pro-war television presenter, wrote on Telegram, a social-media app.

"The army has NO thermal-imaging cameras, NO body armour, NO reconnaissance equipment, NO secure communications, NO first-aid kits. You're holding a billion-ruble feast. What is wrong with you?" another social-media post read.

It was not just the Sun of Moscow that was malfunctioning. Having failed in his plan to take Kyiv in three days, and having failed to dissuade the West from supporting Ukraine, Mr Putin suffered another reversal. He had planned sham referendums to give a figleaf of legitimacy to the annexation of Russian-occupied territories in Ukraine on September 11th. These have now been postponed indefinitely. Russian forces do not know if they will be around long enough to intimidate voters.

Mr Putin's power depends on Russians believing that he is strong and ever-victorious. His propagandists do all they can to promote that notion. However, the rout of Russian forces in north-east Ukraine caught them off-guard. At first state television was silent. Then its channels coyly acknowledged Russia's retreat, described by the army as "an operation to organise the transfer of troops". The bad news was padded out with patriotic guff. All criticism was deflected away from Mr Putin.

Dmitry Kiselev, Russia's propagandist-in-chief, talked about "the most difficult week at the front". Licensed pundits let off steam, criticising bad planning by the armed forces. Some even questioned the wisdom of attacking civilian infrastructure in Ukraine, though one prominent hawk, Margarita Simonyan of Russia Today, urged more of it, including possible attacks on nuclear power plants. None of this is evidence of a

new-found freedom of expression. Russian tv bosses know it is more effective to manipulate the news rather than pretend that nothing has happened. “Denying the news would only further undermine people’s trust in the official lies,” says Kirill Rogov, an analyst.

The anger of the nationalists poses little threat to the Kremlin. It may even help to drown out anti-war voices, such as the dozens of young, brave local politicians from Moscow and St Petersburg who published an open letter calling on Mr Putin to resign and even accusing him of treason. They now face prosecution. But growing calls for military mobilisation create a different problem. Mr Putin’s “special military operation” relies on fear and apathy rather than active support. Russians accept it so long as it stays on television and does not affect their daily lives too much.

A draft would change that. It could mobilise people against the war. The Kremlin was unnerved this week when Gennady Zyuganov, the leader of the Communist Party, the second-largest in parliament, called the special operation a war that required full mobilisation. “There is a war going on, and we have no right to lose it. We need a complete mobilisation of the country,” he said. Almost immediately his party was forced to explain that what he really meant was “mobilisation of resources rather than people”.

Russia’s retreat could also erode the morale of Russian mercenaries. They signed up to make money, not to die for Mr Putin in a Ukrainian ditch. Most important, Russia’s top military brass, already afraid to make their own decisions, could now face blame for their failure. Few of them expected they would be fighting a well-equipped and highly motivated army backed by Western powers.

That backing will surely grow. A proposal co-written by Anders Fogh Rasmussen, a former boss of nato, and presented to Ukraine on September 13th, guarantees the further provision of weapons, training and intelligence. It is modelled on America’s guarantees to Israel. It seems designed to plant a thought that would not have occurred to many people at the start of the war: that Russia could lose. For Mr Putin, this is a scary prospect. He cannot afford to be seen as a loser.

17 septembre (Blog of Bari Weiss)

<https://www.bariweiss.com/resignation-letter>

Resignation Letter

Dear A.G.,

It is with sadness that I write to tell you that I am resigning from The New York Times.

I joined the paper with gratitude and optimism three years ago. I was hired with the goal of bringing in voices that would not otherwise appear in your pages: first-time writers, centrists, conservatives and others who would not naturally think of The Times as their home. The reason for this effort was clear: The paper's failure to anticipate the outcome of the 2016 election meant that it didn't have a firm grasp of the country it covers. Dean Baquet and others have admitted as much on various occasions. The priority in Opinion was to help redress that critical shortcoming.

I was honored to be part of that effort, led by James Bennet. I am proud of my work as a writer and as an editor. Among those I helped bring to our pages: the Venezuelan dissident Wuilly Arteaga; the Iranian chess champion Dorsa Derakhshani; and the Hong Kong Christian democrat Derek Lam. Also: Ayaan Hirsi Ali, Masih Alinejad, Zaina Arafat, Elna Baker, Rachael Denhollander, Matti Friedman, Nick Gillespie, Heather Heying, Randall Kennedy, Julius Krein, Monica Lewinsky, Glenn Loury, Jesse Singal, Ali Soufan, Chloe Valdary, Thomas Chatterton Williams, Wesley Yang, and many others.

But the lessons that ought to have followed the election—lessons about the importance of understanding other Americans, the necessity of resisting tribalism, and the centrality of the free exchange of ideas to a democratic society—have not been learned. Instead, a new consensus has emerged in the press, but perhaps especially at this paper: that truth isn't a process of collective discovery, but an orthodoxy already known to an enlightened few whose job is to inform everyone else.

Twitter is not on the masthead of The New York Times. But Twitter has become its ultimate editor. As the ethics and mores of that platform have become those of the paper, the paper itself has increasingly become a kind of performance space. Stories are chosen and told in a way to satisfy the narrowest of audiences, rather than to allow a curious public to read about the world and then draw their own conclusions. I was always taught that journalists were charged with writing the

first rough draft of history. Now, history itself is one more ephemeral thing molded to fit the needs of a predetermined narrative.

My own forays into Wrongthink have made me the subject of constant bullying by colleagues who disagree with my views. They have called me a Nazi and a racist; I have learned to brush off comments about how I'm "writing about the Jews again." Several colleagues perceived to be friendly with me were badgered by coworkers. My work and my character are openly demeaned on company-wide Slack channels where masthead editors regularly weigh in. There, some coworkers insist I need to be rooted out if this company is to be a truly "inclusive" one, while others post ax emojis next to my name. Still other New York Times employees publicly smear me as a liar and a bigot on Twitter with no fear that harassing me will be met with appropriate action. They never are.

There are terms for all of this: unlawful discrimination, hostile work environment, and constructive discharge. I'm no legal expert. But I know that this is wrong.

I do not understand how you have allowed this kind of behavior to go on inside your company in full view of the paper's entire staff and the public. And I certainly can't square how you and other Times leaders have stood by while simultaneously praising me in private for my courage. Showing up for work as a centrist at an American newspaper should not require bravery.

Part of me wishes I could say that my experience was unique. But the truth is that intellectual curiosity—let alone risk-taking—is now a liability at The Times. Why edit something challenging to our readers, or write something bold only to go through the numbing process of making it ideologically kosher, when we can assure ourselves of job security (and clicks) by publishing our 4000th op-ed arguing that Donald Trump is a unique danger to the country and the world? And so self-censorship has become the norm.

What rules that remain at The Times are applied with extreme selectivity. If a person's ideology is in keeping with the new orthodoxy, they and their work remain unscrutinized. Everyone else lives in fear of the digital thunderdome. Online venom is excused so long as it is directed at the proper targets.

Op-eds that would have easily been published just two years ago would now get an editor or a writer in serious trouble, if not fired. If a piece is perceived as likely to inspire backlash internally or on social media, the editor or writer avoids pitching it. If she feels strongly enough to suggest it, she is quickly steered to

safer ground. And if, every now and then, she succeeds in getting a piece published that does not explicitly promote progressive causes, it happens only after every line is carefully massaged, negotiated and caveated.

It took the paper two days and two jobs to say that the Tom Cotton op-ed “fell short of our standards.” We attached an editor’s note on a travel story about Jaffa shortly after it was published because it “failed to touch on important aspects of Jaffa’s makeup and its history.” But there is still none appended to Cheryl Strayed’s fawning interview with the writer Alice Walker, a proud anti-Semite who believes in lizard Illuminati.

The paper of record is, more and more, the record of those living in a distant galaxy, one whose concerns are profoundly removed from the lives of most people. This is a galaxy in which, to choose just a few recent examples, the Soviet space program is lauded for its “diversity”; the doxxing of teenagers in the name of justice is condoned; and the worst caste systems in human history includes the United States alongside Nazi Germany.

Even now, I am confident that most people at The Times do not hold these views. Yet they are cowed by those who do. Why? Perhaps because they believe the ultimate goal is righteous. Perhaps because they believe that they will be granted protection if they nod along as the coin of our realm—language—is degraded in service to an ever-shifting laundry list of right causes. Perhaps because there are millions of unemployed people in this country and they feel lucky to have a job in a contracting industry.

Or perhaps it is because they know that, nowadays, standing up for principle at the paper does not win plaudits. It puts a target on your back. Too wise to post on Slack, they write to me privately about the “new McCarthyism” that has taken root at the paper of record.

All this bodes ill, especially for independent-minded young writers and editors paying close attention to what they’ll have to do to advance in their careers. Rule One: Speak your mind at your own peril. Rule Two: Never risk commissioning a story that goes against the narrative. Rule Three: Never believe an editor or publisher who urges you to go against the grain. Eventually, the publisher will cave to the mob, the editor will get fired or reassigned, and you’ll be hung out to dry.

For these young writers and editors, there is one consolation. As places like The Times and other once-great journalistic institutions betray their standards and

lose sight of their principles, Americans still hunger for news that is accurate, opinions that are vital, and debate that is sincere. I hear from these people every day. “An independent press is not a liberal ideal or a progressive ideal or a democratic ideal. It’s an American ideal,” you said a few years ago. I couldn’t agree more. America is a great country that deserves a great newspaper.

None of this means that some of the most talented journalists in the world don’t still labor for this newspaper. They do, which is what makes the illiberal environment especially heartbreaking. I will be, as ever, a dedicated reader of their work. But I can no longer do the work that you brought me here to do—the work that Adolph Ochs described in that famous 1896 statement: “to make of the columns of The New York Times a forum for the consideration of all questions of public importance, and to that end to invite intelligent discussion from all shades of opinion.”

Ochs’s idea is one of the best I’ve encountered. And I’ve always comforted myself with the notion that the best ideas win out. But ideas cannot win on their own. They need a voice. They need a hearing. Above all, they must be backed by people willing to live by them.

Sincerely,

Bari

17 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/15/demonising-nationalist-parties-has-not-stemmed-their-rise-in-europe>

Europe | Charlemagne

Demonising nationalist parties has not stemmed their rise in Europe

Success in Sweden and soon in Italy shows their continued electoral appeal



Sep 15th 2022

Imagine if abba, undisputed masters of the kitsch euro-pop musical genre, was sent year after year to represent Sweden in the Eurovision Song Contest, a kitsch euro-pop extravaganza. Bored pundits would soon start betting on which of the other contestants was best placed to come second. Elections in Sweden have a similar flavour, with the Social Democrats in the role of the spandex-clad crooners. On September 11th the centre-left party came top in its 32nd consecutive parliamentary election, securing just under a third of the vote. The last time it was defeated, by a mere 0.1% margin, the first world war was in its opening throes. Not even the most brazen election-riggers in Moscow or Pyongyang have racked up such a winning streak.

If the name of the party with most votes came as no surprise, that of the runner-up did: the Sweden Democrats (sd), an outfit with roots in the neo-Nazi movement. Having campaigned to “make Sweden great again” (subtext: with fewer immigrants), it snagged second place from the centre-right Moderates. It was the first time in a dozen elections over four decades that a party had gatecrashed the established political order in Sweden. Even more notable was that, as the biggest vote-winner of the right, which eked out a narrow victory over the combined forces of the left, the sd would normally be poised to lead a government. This would propel its youngish leader, Jimmie Akesson, to the prime ministership—a remarkable outcome for a party that got its first members of parliament elected just over a decade ago.

And yet an Akesson government is not on the cards. Indeed it is uncertain whether the sd will get any ministerial posts. In Europe, two party-political systems exist in parallel. Any party within a spectrum that goes from full-blown Trotskyism to family-values conservatism gets to politick freely, crafting alliances with friends and foes as they vie for power. In contrast, parties that flirt too enthusiastically with xenophobia, such as the sd, Marine Le Pen’s National Rally in France, various Dutch populists and Vox in Spain—are considered beyond the political pale. In most countries some sort of *cordon sanitaire*, a barrier used to isolate the infectious, has separated the civic mainstream from the untouchable. At its most uncompromising even debating with those beyond the *cordon* was considered a betrayal of political norms. Bringing them into ministerial office, as Austria first did in 2000, was enough to trigger diplomatic reprisals by its eu neighbours.

Such ostracism has failed. Treating nationalists as pariahs has not prevented their rise. On the contrary: elections in Europe now are often a case of loudly pitting the mainstream against the supposedly unpalatable and hoping that not too many voters pick the “wrong” side. Simply hoping the nasties go away has not, in fact, made them go away.

In all likelihood the them-versus-us strategy will take yet another big knock later this month when Italians vote. Giorgia Meloni of the Brothers of Italy, a party with neo-fascist roots and plenty of bile aimed at foreigners, looks set to come top. Unlike Mr Akesson, she has the allies needed to become prime minister. If that happens it will be the first time in decades a western eu country has had a government head with an avowed nationalist bent (in the east, Poland and Hungary come close).

The erosion of the *cordon* may do some good. The ban has often hobbled the fight against intolerance, not bolstered it. At its worst, it has given nationalist parties a free pass. Many have been allowed to, in effect, join ruling coalitions—including the crafting of government programmes—without getting ministerial posts, as may be about to happen in Sweden. Such confidence-and-supply deals suit mainstream parties, who get to dole out more top jobs among themselves. But it gives populists on the outside the power to shape policies with none of the accountability.

Bringing xenophobes into government is not a sure-fire way of draining the abscess. But it can work. Some have floundered in office when they joined ruling coalitions: in Austria and the Netherlands, nationalist groups in power collapsed under the weight of their ineptitude. In Norway the populist Progress Party mellowed after first getting ministerial briefs a decade ago. (By contrast, *ekre*, a nationalist outfit in Estonia, joined the government for two years before being booted out in 2021 and remains popular.) Staying out of office also carries its own risk for nationalists: in Denmark the bigoted People’s Party refused to enter government in 2015 after coming second in parliamentary elections, only to find mainstream parties stealing its migrant-bashing rhetoric and policies. It is now a spent force.

Outsiders looking out

Denouncing racists and xenophobes is a worthy cause. But treating them as untouchables has deepened their electoral mystique. Mainstream parties have too often shied away from speaking honestly about immigration and crime, sounding other-worldly to voters who have noticed changes on the ground. When “normal” politicians belatedly try to address such issues—during Sweden’s campaign, a spate of gangland shootings linked to migrant gangs made it inevitable—they look like tourists in political territory they vacated long ago. Even mentioning immigration is considered a sop to Those Who Must Not Be Named.

The more ferocious the alliance against the xenophobes is, the more a swathe of voters may come to see them as the only alternative to a political cartel they think out of touch. Campaigning vocally against populist ideas to siphon votes away from the nasties is laudable. Denying them influence once the results are in is not. In a democracy, a political party receiving broad electoral support with nothing to show for it should be a source of civic embarrassment, not pride. Voters have been treating nationalist parties as “normal” for a long time. If politicians do not do the same, they can expect to be punished.

17 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/08/25/russian-speakers-in-ukraine-are-struggling-to-learn-a-new-tongue>

Europe | Lost in invasion

Russian-speakers in Ukraine are struggling to learn a new tongue

The two languages are more different than Vladimir Putin pretends



Aug 25th 2022 | ODESSA

In the run-up to his invasion, Vladimir Putin tried to justify his predatory intent by saying Russia needed to protect Russian-speakers in cities like Odessa. His self-serving argument is now the butt of local humour. “Two old Odessites meet and one of them suddenly starts speaking in Ukrainian,” starts one joke currently doing the rounds. “‘What’s the matter?’ asks his friend. ‘Are you afraid of Ukrainian nationalists?’ ‘No,’ he replies. ‘I’m afraid to speak Russian—in case Putin thinks he needs to liberate me.’”

Language has been a contested issue in Ukraine for decades, with allegiances and resentments tending to be stirred up for political advantage ahead of elections or during revolutions. In broad terms, the west of the country is largely Ukrainophone, while the south and the east tilt Russian. **In between, the country has always been ambiguously bilingual, with border constituencies speaking a mix of the two called Surzhyk.** But the invasion is now crystallising what had been a complicated issue. **Millions of Russian-speaking Ukrainians, appalled at what is being done in their name, are making a point of switching to Ukrainian.**

In Odessa, a traditionally Russian-speaking city, the central library is extending its Ukrainian conversation club to two sessions a week due to the increased demand. A recent visit showed that the classes attract a certain type of Odessite: eyelined, permed, and the other side of 50. Oleksandr, the only man attending the classes, quips that the local ladies flock to any forum that gives them a chance to chat. But Tanya Mozgova, the librarian running the club, insists the city is undergoing a much wider linguistic shift. “Rockets have a way of persuading people whatever their sex or background. Vladimir Putin has fired the starting pistol on Odessa becoming a Ukrainian-language city.”

In a lengthy essay on the supposed unity between the Ukrainian and Russian peoples published in July 2021, and in hindsight a clear signal that war was on the way, the Russian president dismissed Ukrainian as a “regional language peculiarity”. But in his desire to assert influence over the country, he overlooked some basic facts. Russian and Ukrainian do indeed share a common linguistic ancestor, a language now known to scholars as Old East Slavic. But the two have been distinct languages since at least the 17th century. An analysis of their vocabularies shows that lexically they are about as aligned as Spanish is with Portuguese. Visitors to Ukraine can and have mistaken its widespread and relaxed bilingualism for linguistic interchangeability. But just as important, Ukraine’s linguistic identity has been undermined by centuries of first tsarist and then Soviet policy that portrayed the local tongue as a kind of bad Russian, a language of the village.

Losing the argument

All that is now changing, thinks Ms Mozgova. The main shift in Odessa itself came three to four years ago, she says. That was when she first noticed that her invitations to speak Ukrainian were no longer being met with gruff expressions of incomprehension. For most of the members of her conversation group, the lightbulb moment came later. Olena Nikulina, a retired teacher, started learning the language only after the invasion in February. Larysa (surname withheld) started just a month ago. Lyudmila Grigorieva, a fashion designer, first took up Ukrainian in 2020, but says that she became “a much better student” once Russian tanks crossed the border. She says the homeliness of Ukrainian reflects a different mindset. **“The Russian word for hospital is *bol'nitsa*, which comes from the word pain. The Ukrainian is *likarnya*, from the word to cure. That tells you a story, and there are many other examples like this.”**

Surveys by a Kyiv- and Lviv-based sociological group called Rating show the switch from Russian to Ukrainian is accelerating in all areas of the country. Only 20% of people now call Russian their native language, down from 42% ten years ago. Support for the demand to make Russian a state language, an objective pushed by Moscow-friendly forces for the past two decades, has also plummeted. Just 7% of people think it is a good idea, compared with a quarter before the war. The youngest generations are now almost exclusively schooled in Ukrainian, and Russian is no longer the lingua franca of popular culture. The Russian-language department in Kyiv's main university has even been renamed the “Department for East Slavonic and Applied Information Studies”.

But perhaps most of all the change is visible in politics. Volodymyr Zelensky, Ukraine's Russophone president, once visibly struggled with Ukrainian. Now, even Odessa's formidable ladies say they are impressed with his proficiency. “He's learned to speak without an accent and it's becoming more natural for him,” says Valentina, approvingly. She cautions that he doesn't know enough about local history, but not everyone agrees. In slow, heavily accented Ukrainian, Ms Grigorieva suggests giving the president some slack. He has enough on his plate, she says, and it's better to know no history than invent it. Her allusion isn't hard to decipher.

“One of Putin's advisers should just go to him and tell him that he's won, that he's conquered us,” she continues. “Change the nuclear button for a toy one, and let him press it to his heart's content. Tell him everything is great. Tell him there's no more Ukraine. Tell him there's nothing to worry about. Then we can all get on with our lives.”

17 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/17/438893-la-verite-existe-et-cest-pourquoi-nous-avons-la-liberte-dexpression>

Opinion

17 septembre 2022

La vérité existe et c'est pourquoi nous avons la liberté d'expression

[Agnieszka Plonka](#)

L'université que j'ai appris à connaître s'est révélée être un État totalitaire dans une boîte de Petri, montrant clairement ce qui se passe si nous dénonçons la notion de vérité objective.

« *Je pense que tout le monde a raison* » – m'a dit une doctorante dans le domaine des STEM (sciences dures) de l'une des meilleures [universités](#) du monde.

Lorsque j'ai essayé d'argumenter que les faits et la vérité existent et que sa déclaration défie la définition de *juste*, elle m'a répondu : « *nous pensons différemment, et c'est bien ainsi* ».

Une institution renommée ressemblait soudain à un jardin d'enfants.

Aujourd'hui, j'aime commencer un [cours de philosophie](#) en demandant aux étudiants s'ils peuvent dire que tout le monde a raison. La plupart du temps, ils commencent par défendre ceux qui soutiennent de telles affirmations, arguant qu'à titre personnel, tout le monde peut être décrit comme bien intentionné. Cependant, ils définissent ensuite le terme *juste* comme étant lié à la vérité et expliquent que deux déclarations contradictoires ne peuvent être justes en même temps.

Cela me donne effectivement de l'espoir. Cependant, je ne suis pas invitée à enseigner la philosophie dans une école de la Ivy League, mais dans une université privée en Roumanie. Ces étudiants cherchent des réponses, pas de la consolation. Ils ne s'offusqueront pas d'une simple question sur l'existence de la vérité... contrairement à certains jeunes professionnels que j'ai rencontrés en Europe occidentale.

Malheureusement, là où j'ai entendu dire « *Tout le monde a raison* », le désaccord était perçu comme une critique, voire une attaque, et l'interaction humaine était réduite à un apaisement factice. Vous ne pouviez pas prendre le risque de blesser les sentiments de quelqu'un. Vous ne pouviez pas comme il le faisait lui dire que vous n'aimiez pas A ou B. Vous ne pouviez pas attirer l'attention sur une forme quelconque de comportement inapproprié. Tout devait être *cool*, à défaut d'un meilleur mot. Ainsi, si vous voulez entamer une discussion inconfortable, ils s'empressent de vous faire taire en disant « *nous pensons différemment, et c'est OK* ».

Je préférerais de loin être confrontée à un désaccord violent plutôt qu'à un tel vide d'agréabilité.

Cela apparaît comme une forme de candeur enfantine, sans prise en compte des tragédies de la vie, où le but suprême consiste en un faux sentiment de confort.

Et les personnes ayant cette disposition seraient de loin la cible la plus facile pour la manipulation, car elles perdent la capacité d'adopter une position morale. Elles créeront des environnements de travail toxiques, où toute mention d'un problème sera réduite au silence, et où quiconque menaçant le confort d'une gaieté superficielle sera ignorée. Un cadre « ne pas voir le mal, ne pas parler du mal » est particulièrement attrayant pour toutes sortes d'abuseurs.

En effet, il serait bien trop inconfortable d'admettre la difficile vérité selon laquelle les humains souffrent parfois, et que d'autres humains sont parfois responsables de cette souffrance. Il est donc préférable de prétendre que « tout le monde a raison » – en faisant fi de la contradiction logique évidente de cette phrase.

Il devient alors trop facile de faire passer tout désaccord pour de l'intolérance et de promouvoir une tolérance mal comprise – sous la forme d'un sourire superficiel – qui pousse des adultes émotionnellement immatures à gravir les échelons de l'université ou de l'entreprise.

L'université que j'ai appris à connaître s'est révélée être un État totalitaire dans une boîte de Petri, donnant un aperçu des racines psychologiques du contrôle, et montrant clairement ce qui se passe si nous dénonçons la notion de vérité objective.

La destruction de la libre pensée à laquelle nous assistons aujourd'hui est plus profonde qu'une simple agitation politique. Elle pose un problème qui va au-delà des simples émotions d'une foule. La version pop, simplifiée à l'extrême, du [postmodernisme](#) a effacé la construction même sur laquelle toute conversation peut avoir lieu, à savoir l'accord mutuel sur l'existence de la vérité. De cette façon, la liberté d'expression a été silencieusement euthanasiée plutôt que violemment attaquée.

Parce que lorsque vous arrivez à « *nous pensons différemment, et c'est OK* » – toute interaction prend fin. Personne ne convaincra personne de quoi que ce soit. Personne ne cherche de réponses. Les gens ne veulent tout simplement pas être blessés, alors ils cessent complètement de penser à la réalité.

Cela devient particulièrement obsédant si l'on prend en compte l'histoire du XXe siècle : des personnes exécutées, déplacées et torturées pour leur nationalité ou leur origine. Tout cela à cause d'idées – des idées qui n'étaient pas bonnes, mais mauvaises. Si vous le soulignez, certains diront naïvement « *c'était il y a longtemps* ».

Ce n'est pas le cas. Le meurtre d'innocents est clairement dans la nature humaine, et nous devrions étudier les mécanismes qui nous amènent à commettre de tels actes. Sans compter que mettre des armes sur la tempe de civils se produit en ce moment même dans l'Ukraine occupée, et qu'appeler au génocide d'une nation entière se retrouve dans une [vidéo youtube de 2014](#). C'est réel. Allez-vous continuer à dire que « *tout le monde a raison* » ?

Et les dictateurs ne préfèrent-ils pas régner sur une société remplie de personnes ayant trop peur d'être en désaccord avec quelqu'un ou même d'entamer une discussion sérieuse ? Dire « *Je ne sais pas et je ne veux pas savoir, les politiciens doivent savoir ce qu'ils font, tout va bien* » – c'est ainsi que se comportent les Russes traumatisés devant les caméras. Voudriez-vous voir des diplômés universitaires agir de la même manière ?

Le monde est un endroit terrifiant, et il a besoin de personnes qui ont une colonne vertébrale.

Nous devons nous efforcer d'être en quête de vérité et non de confort. Ce n'est qu'en donnant cet exemple que nous élèverons une jeunesse forte. Comme le chante Aaron Tippin, « *nous devons nous battre pour quelque chose, sinon nous tombons pour rien* ».

17 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/religion-dient-der-freiheit-ld.1702549>

GASTKOMMENTAR

Religion dient der Freiheit und dem gesellschaftlichen Zusammenhalt

Gott ist für viele tot. Dabei kann man den freiheitlichen Gesellschaften nur wünschen, dass sie den Sinn für die Religion nicht verlieren.

Martin Grichting

16.09.2022, 05.30 Uhr



Was verleiht der Religion «Weltgehalt»? Karfreitagsprozession in der Jerusalemer Altstadt. Amir Cohen / Reuters

In einem Klima der individuellen Freiheit könnten die Menschen zu sehr vom Genuss der persönlichen Freiheit und von Partikularinteressen in Anspruch genommen sein. Diese Gefahr erkannte Benjamin Constant schon zu Beginn des 19. Jahrhunderts: Das verleite sie dazu, darauf zu verzichten, an der öffentlichen Sache teilzuhaben. Ihm schwante, dass die Inhaber der Staatsmacht solchen Individualisten gerne jede Pein abnehmen würden, ausser derjenigen, zu bezahlen und zu gehorchen. Und er hörte die Lenker des neuen Bevormundungsstaats sagen: Ist nicht das Glück das Ziel all eures Arbeitens und Strebens? Lasst es uns euch geben!

Was aber wirkt in einem Staat und einer Gesellschaft, welche die grösstmögliche individuelle Freiheit fördern, der Gefahr entgegen, die öffentliche Sache zu vernachlässigen? Constant gehörte zu jenen Liberalen, die überzeugt waren, dass die freiheitliche Gesellschaft und die Demokratie für ihren Erhalt sowie Zusammenhalt der Religion als vorrationaler Motivationsquelle bedürften.

Kein irreligiöses Volk ist jemals frei geblieben, davon zeigte er sich überzeugt in seinem monumentalen Werk über die Quelle und die Entwicklungen der Religionen. Denn die Freiheit kann sich nur durch Uneigennützigkeit durchsetzen und erhalten. Um die Freiheit zu verteidigen, muss man bereit sein, sein Leben aufzuopfern. Aber was gibt es Höheres als das Leben für denjenigen, welcher jenseits des Lebens nur das Nichts sieht?

Trete der Despotismus auf gegenüber einem Volk, das der Religion nicht anhängt, werfe sich die Menschheit in den Staub, so Constant. Auch lasse sich eine Moral, der die Religion fremd sei, nur auf das Kalkül, den Nutzen gründen. Das sei jedoch nicht ausreichend, um den egoistischen Tendenzen des Individuums zu wehren. Es sei gerade die Religion, welche den Menschen aus seinen kleinlichen Interessen heraustreten lasse.

Bürger an die politische Partizipation heranzuführen

Der Liberalismus ist, abgesehen von Tocqueville, Constant betreffend die Rolle der Religion mehrheitlich nicht gefolgt. Und diese hat in den letzten Jahrzehnten gerade in Europa wohl nicht in der Masse die Funktion ausgeübt, die ihr Constant zugedacht hatte. Gott ist für sehr viele mittlerweile tot. Und stets droht sich zu bewahrheiten, was schon Nietzsche seinen Zeitgenossen prophezeite: ein tragisches Zeitalter voller Zerstörung und Umsturz.

Auch wenn man dies – freilich unter Absehung der grossen «Unfälle» des 20. Jahrhunderts mit ihren sicher nicht religiösen «Übermenschen» – als Kulturpessimismus abtun will, bleibt die Frage aktuell, welche heute die Kohäsionskräfte zur Erhaltung einer Gesellschaft von Freien sind. Interessanterweise sah Constant diese Kräfte auch im Staat angesiedelt. Die Aufgabe des Gesetzgebers sei nicht erfüllt, wenn er das Volk zufriedengestellt habe. Es gehöre auch zur Pflicht der staatlichen Institutionen, die Bürger an die politische Partizipation heranzuführen.

So problematisch dies ist, bleibt es – *faute de mieux* – ein Notnagel. Aber sogar dieser kann sich als trügerisch erweisen, falls der Staat selbst überschüssenden Individualismus fördert. Die neue Rechtsprechung des Schweizer Bundesgerichts, die darauf hinausläuft, dass nach einer Ehescheidung die Partner materiell wieder auf sich gestellt sind, bedeutet beispielsweise die Entwicklung in Richtung gesellschaftlicher Fragmentierung – in einem sensitiven gesellschaftlichen Kernbereich. Man meint hierin eine der letzten Folgerungen der Ausscheidung des Religiösen aus dem Bereich von Ehe und Familie zu sehen. Diese begann damit, dass der Staat diese ehemals religiös geprägten Institutionen unter seine Fittiche nahm und schrittweise säkularisierte.

Suizidbeihilfe und Leihmutterschaft

Um ein weiteres Beispiel zu nennen: Die Legalisierung der Suizidbeihilfe bringt – auch wenn der Gesetzgeber edle Motive anführt – die staatliche Billigung zum Ausdruck, dass das Individuum alle sozialen Bindungen unwiderruflich zerreißen darf. Auch hier wird der kohäsiven Kraft von Religion die Tür gewiesen, die solches Tun ablehnt.

Eine Treibmine stellt schliesslich die Leihmutterschaft dar. Sie wird bereits faktisch toleriert, indem sie in westlichen Staaten nicht unter Strafe steht. Leihmutterschaft bedeutet, dass ein Mensch Objekt eines Kaufvertrags wird. Diese Verdinglichung des Menschen ist ein Schlag gegen die Sozialstruktur einer Gesellschaft von Freien und Gleichen. Denn die Existenz von Verdingkindern einer neuen Art dementiert die «rettende Übersetzung» (Habermas) der Gottesebenbildlichkeit des Menschen in die gleiche und unbedingt zu achtende Würde aller Menschen.

Romano Guardini hat das Ergebnis solch dissoziativer Prozesse in der Entstehung einer rein «religiösen Religion» gesehen, die ohne gesellschaftliche und kulturelle Vermittlung keinen «Weltgehalt» mehr besitzt. Es entstehe dann umgekehrt auch eine rein «politische Politik», eine rein «wirtschaftliche Wirtschaft» und eine rein «wissenschaftliche Wissenschaft».

Das Glück der Bürger

Die instrumentelle Vernunft bleibt sich allein überlassen. Und es fragt sich dann eben, was die Welt im Innersten zusammenhält. Habermas hat zwar gemeint, das «einigende Band» der offenen

Gesellschaft sei der demokratische Prozess selbst. Er ist dafür aber eine überzeugende Begründung schuldig geblieben, denn evident ist das nicht.

Letztlich ereignet sich immer wieder, was Constant geahnt hat, nämlich dass der fürsorgliche Staat zur vorherrschenden sozialen Klammer wird und gegen die Entrichtung von Steuern sowie das Leisten von Gehorsam für das Glück der Bürger besorgt ist. Paradoxe Weise scheint es gerade der übersteuerte Individualismus zu sein, der den allumfassenden Staat hervorbringt, welcher dann die Freiheit gefährdet.

Tocqueville hat leicht resigniert das Fazit gezogen, Demokratien lernten nur durch Erfahrung. Diese vor bald 200 Jahren gemachte Vermutung dürfte sich vielfach bewahrheitet haben. Man wird sehen, welche Erfahrungen die westlichen Demokratien und Gesellschaften in nächster Zeit machen werden. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass ein neuer Schub von Individualismus grassiert, der getrieben ist vom Konsuminteresse des sich bis zur Erschöpfung selbst ausbeutenden Individuums.

Man kann nur hoffen, dass dadurch nicht ein neues «tragisches Zeitalter» heraufbeschworen wird, eine «entgleisende Modernisierung», wie es Habermas genannt hat.

Solidarität in der Gesellschaft

In diesem Sinn kann man den freiheitlichen Gesellschaften nur wünschen, dass sie den Sinn für die Religion nicht verlieren: um der Freiheit der Individuen, aber auch um des Gemeinschaftlichen willen, das dem Menschen ebenfalls aufgetragen ist.

Jürgen Habermas und Joseph Ratzinger haben sich im Jahr 2005 unter dem sinnigen Titel «Dialektik der Säkularisierung» daran herangetastet, wie ein neues Aufeinanderzugehen von Vernunft und Religion aussehen könnte. Ratzinger plädierte dafür, dass Religion und Vernunft einander bedürfen würden und zu gegenseitiger Heilung ihrer jeweiligen Pathologien berufen seien. Mit Gewalt einhergehender religiöser Fundamentalismus müsse durch die Vernunft eingehegt werden. Eine Vernunft, welche die Atombombe und die Menschenzüchtung hervorbringe, müsse an ihre Grenzen erinnert werden und Hörbereitschaft lernen gegenüber den grossen religiösen Überlieferungen der Menschheit.

Habermas seinerseits konzedierte, es liege im eigenen Interesse des Verfassungsstaats, mit allen kulturellen Quellen – zu denen auch die Religion zählt – schonend umzugehen, aus denen sich das Normbewusstsein und die Solidarität der Bürger speise. Dem hätte wohl auch Benjamin Constant zugestimmt.

Martin Grichting war Generalvikar des Bistums Chur und beschäftigt sich publizistisch mit religiösen und philosophischen Fragen.

17 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/jerome-fourquet-les-crisis-a-repetition-constituent-des-manifestations-du-declassement-de-notre-pays-20220916>

Jérôme Fourquet: «Les crises à répétition constituent des manifestations du déclassement de notre pays»

Par [Vincent Trémolet de Villers](#)

Publié hier à 19:19, mis à jour hier à 23:38



Jérôme Fourquet. *ERIC GARAUULT/Le Figaro Magazine*

ENTRETIEN - L'auteur de *La France sous nos yeux* analyse les conséquences sociales de l'inflation et de la crise énergétique.

LE FIGARO.- Dans votre livre *La France sous nos yeux, vous décriviez la consommation des Français. La sobriété annoncée va bousculer nombre d'habitudes...**

Jérôme FOURQUET.- Une très large majorité de nos concitoyens est consciente de la réalité du changement climatique et les épisodes de canicule et de sécheresse exceptionnels de cet été n'ont fait que renforcer ce constat. Beaucoup de Français sont prêts à faire des efforts ou à adopter certains comportements plus vertueux écologiquement, notamment s'ils sont, de surcroît, perçus comme bénéfiques pour leur santé (comme l'achat de produits bio) ou pour leur porte-monnaie (les écogestes du quotidien pour réduire sa consommation d'électricité ou d'eau, par exemple). Là où la situation risque de se tendre, c'est quand, au nom de l'impératif écologique, des mesures plus contraignantes pourraient être décrétées qui seraient perçues comme attentatoires à la liberté individuelle ou à un mode de vie auquel on serait très attaché. On rappellera que la crise des «gilets jaunes» éclata en réaction à l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants. Quelques mois plus tôt, la décision d'abaisser la vitesse maximale à 80 km/h avait suscité une levée de boucliers et, depuis, en dépit d'une hausse des prix des carburants, au moins la moitié des départements français sont revenus aux 90 km/h sur une partie de leur réseau routier.

L'été fut un été de grande consommation, et pourtant les Français se disent inquiets. Comment expliquer cette contradiction?

Effectivement, d'après les données de l'Ifop, jamais depuis vingt-cinq ans le niveau de pessimisme n'avait été aussi élevé dans le pays (75 % de pessimistes). Dans le même temps, les professionnels du tourisme ont réalisé une saison record et les Français ont beaucoup dépensé en vacances. Comme si cet été avait constitué une parenthèse enchantée après les confinements à répétition. Alors que les crises (géopolitique, climatique, économique) se dessinaient à l'horizon, de nombreux Français ont manifestement voulu profiter de l'instant présent.

Les plaisirs de détails - barbecue, voiture, chasse, etc. - sont eux aussi remis en cause par l'écologie. Les Français des métropoles et des campagnes peuvent-ils s'affronter sur ces sujets?

Le changement climatique et les réponses à y apporter pourraient bien créer une ligne de faille supplémentaire au sein de **l'archipel français**. Cette opposition ne mettra pas forcément aux prises les habitants des grandes métropoles avec les ruraux, mais plus globalement **ceux qui pensent que le compte à rebours est enclenché et qu'il faut donc prendre des mesures fortes et contraignantes et ceux qui ne sont pas aussi éco-anxieux ou qui ne sont pas prêts à renoncer à certains éléments constitutifs de leur mode de vie.**

En dépit du péril climatique, au premier semestre 2022, **50 % des véhicules neufs achetés en Europe étaient des SUV**. L'enseigne de hard discount Action, qui propose des centaines de références à prix très bas permettant aux consommateurs modestes de s'offrir des «petits extras», a connu depuis son arrivée en France, en 2012, un développement spectaculaire puisqu'elle compte aujourd'hui plus de 650 magasins dans l'Hexagone. Si une partie de la population adhère à l'idée de la sobriété, une autre composante demeure très fortement attachée à la consommation, qui lui procure plaisir et sentiment d'appartenance à la grande classe moyenne. **Au cours des dernières décennies, l'effondrement du catholicisme et du communisme a créé un vide existentiel et spirituel qui a été en partie comblé par l'essor de ce que nous avons appelé, avec Raphaël Llorca, la «société de supermarché».** Par leurs milliers de magasins et de leur publicité omniprésente, les enseignes de la grande distribution ont bâti un imaginaire très puissant et ont fait accéder la majeure partie de la population à la consommation de masse et à l'ère de l'abondance, matérialisée par la multiplicité des références et la profusion des produits dans les linéaires. **Dans cette société de supermarché, le citoyen est avant tout un consommateur. Si son pouvoir d'achat (au sens de: «pouvoir acheter») est entravé, soit du fait d'une pression fiscale trop forte, soit au nom de l'impératif écologique, il le ressent comme une atteinte à un droit fondamental et une limitation de l'exercice de sa souveraineté individuelle.** Si, d'après un récent sondage de l'Ifop, **13 % des Français seraient prêts en cette rentrée à manifester pour le climat et lutter contre le réchauffement climatique**, une proportion bien plus importante (**41 %**) serait encline à se mobiliser pour défendre son pouvoir d'achat.

Un à un, les piliers de la fierté nationale semblent se déliter

Jérôme Fourquet

Comment analyser ce mouvement parallèle entre bouleversement du monde (Ukraine, climat, énergie) et baisse du niveau de la vie politique, réduite à des polémiques autour d'un jet-ski ou d'un char à voile?

Plusieurs facteurs peuvent être invoqués. D'une part, le fait que face à ces enjeux et ces menaces majeurs, une partie du personnel politique soit un peu désarmée et préfère opter pour la polémique autour de symboles faciles, plutôt que d'essayer d'avancer une réflexion plus globale. Mais on ne doit pas accabler notre classe politique, la société dans son ensemble vit de plus en plus dans l'instantanéité. Un sujet chasse l'autre, le fonctionnement de l'écosystème médiatique privilégie le buzz et le clash, qui génèrent de l'audience et font grimper le taux de clics. Dans cette atmosphère, il reste peu de place au déploiement d'une pensée un peu complexe et la prise en compte du temps long s'accommode mal du règne des réseaux sociaux et des «communicants». Enfin, last but not least, nos élites politiques, médiatiques et économiques appartiennent à des générations qui n'ont pas connu les guerres et qui ont été formées en bonne partie après la chute du mur de Berlin. Le logiciel majoritaire était celui de la mondialisation heureuse, qui pourvoirait à nos besoins et nous permettrait de toucher les *«dividendes de la paix»*, selon la formule de Laurent Fabius. Le retour du tragique et de la grande histoire est très déstabilisant pour beaucoup, Emmanuel Macron a d'ailleurs récemment parlé de *«la fin des certitudes»*...

La crise énergétique, notamment due au déclin de notre filière nucléaire, va-t-elle être vécue par l'opinion comme le symptôme d'un déclassement?

Au rang des certitudes largement partagées dans la population figurait le fait que l'approvisionnement en électricité du pays était totalement assuré grâce à l'existence de notre important parc nucléaire. Au début du déclenchement de la pandémie de Covid-19 dans d'autres pays européens, les Français se rassuraient en plaçant toute leur confiance dans notre système de santé et notre hôpital public. Quand cette ligne Maginot sanitaire a été contournée et mise à mal par le virus, le pays s'est retrouvé dans un état de sidération. Si

d'aventure des coupures de courant devaient intervenir cet hiver, la même incompréhension puis la même colère pourraient s'observer. **Ces crises à répétition, de nature différente, insécurisent nos concitoyens car elles mettent à jour nos faiblesses et nos fragilités.** Elles constituent également **des manifestations du déclassement de notre pays. Un à un, les piliers de la fierté nationale semblent se déliter.** La publication de chaque classement Pisa souligne les piètres performances de l'Éducation nationale. La France, pays de Pasteur (et de Sanofi...), a été le seul pays membre permanent du Conseil de sécurité à ne pas avoir développé son vaccin durant la pandémie. À l'occasion des livraisons d'armes à l'Ukraine, **les Français ont appris que notre armée ne disposait que de 76 canons Caesar.** Et c'est maintenant la question de notre approvisionnement énergétique, et notamment électrique, qui est posée, scénario inenvisageable il y a dix ou quinze ans.

** Avec Jean-Laurent Cassely, Points Seuil, 648 pages, 10,90 €.*

16 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/berlin-probt-im-alleingang-nachfolge-fuer-9-euro-ticket-18318994.html>

29-EURO-TICKET:

Berlin lebt den Traum vom billigen Nahverkehr weiter

VON [CORINNA BUDRAS](#), BERLIN

-AKTUALISIERT AM 15.09.2022-18:33



Nur für 29 Euro: U-Bahn-Haltestelle am Bahnhof Zoo in Berlin Bild: dpa

Im Gebiet der Bundeshauptstadt kann man künftig für nur 29 Euro im Monat mit Bussen und Bahnen fahren. Das kommt nach dem heißgeliebten 9-Euro-Ticket bei vielen Fahrgästen gut an, ist aber auch umstritten.

Berlin wird als erstes Bundesland ein Nachfolgemodell für das 9-Euro-Ticket im öffentlichen Personennahverkehr (ÖPNV) einführen. Das gab die Regierende Bürgermeisterin [Franziska Giffey](#) (SPD) am Donnerstag bekannt.

Das Ticket wird 29 Euro im Monat kosten und von Oktober an drei Monate erhältlich sein – allerdings nur im Abonnement und nur für das Berliner Stadtgebiet. Brandenburg bleibt außen vor, obwohl die beiden Bundesländer einem gemeinsamen Verkehrsverbund (VBB) angehören. Allerdings bestehen großen Differenzen über **das Projekt, das als Übergangslösung für eine bundesweite Nachfolgeregelung gedacht ist**. Nach dem derzeitigen Stand wird sie frühestens im Januar kommen, und noch sind sich Bund und Länder über die Finanzierung alles andere als einig.

Die Differenzen mit Brandenburg versuchte Giffey nach der entscheidenden VBB-Aufsichtsratssitzung am Donnerstag mit versöhnlichen Worten zu überbrücken. „Ich bin Brandenburg sehr dankbar, dass sie es Berlin ermöglichen, diesen Weg in unserem gemeinsamen Verkehrsverbund zu gehen“, sagte sie. In dem Gremium war die Zustimmung des Nachbarlandes notwendig, obwohl die Finanzierung allein von Berlin getragen wird.

Alleingang der Hauptstadt

Bis zuletzt war nicht sicher, ob sich Brandenburg dazu durchringen würde, weil der Alleingang der Hauptstädter dort sehr kritisch gesehen wurde. Für Empörung sorgte vor allem, dass die Brandenburger Kollegen im August erst aus den Medien von den Plänen erfahren haben. Aber auch darüber hinaus gibt es unterschiedliche Auffassungen: **Brandenburg gehört zu einer kleinen Gruppe von Ländern, die dem Bund alle Kosten für ein Nachfolgeticket aufbürden wollen**; da ist ein Vorpreschen der Hauptstädter in den schwierigen Verhandlungen eher hinderlich.

Die grüne Senatorin für Mobilität, [Bettina Jarasch](#), hatte noch Ende August im Gespräch mit der F.A.Z. eindringlich an den Ministerpräsidenten Dietmar Woidke (SPD) appelliert: Auch die Regierung in Brandenburg müsse geschlossen hinter den Plänen stehen, forderte sie. „Insofern wäre ein Commitment der gesamten Landesregierung in Potsdam nötig, das heißt auch der Staatskanzlei und des Ministerpräsidenten.“

Beim neuen 29-Euro-Ticket stehen vor allem die finanziellen Vorteile für die Kunden im Vordergrund: „Wir entlasten damit Hunderttausende Berlinerinnen und Berliner ganz konkret“, betonte Giffey. **Mit 29 Euro ist es nur unwesentlich teurer als das Sozialticket, das es für bedürftige Menschen in der Hauptstadt ohnehin schon gibt.** Dass damit auch Menschen entlastet werden, die sich den höheren Preis für ein Umweltticket von rund 86 Euro im Monat leisten könnten, nimmt die Landesregierung bewusst in Kauf. **„Es handelt sich um eine Flatrate für alle, aber sie wird in Berlin vor allem von den Menschen angenommen, die sie am dringendsten brauchen“**, sagte Jarasch mit Verweis auf VBB-Untersuchungen zum Nutzerverhalten. Ein bezahlbares Ticket sei ein **„zielgerichtetes Angebot“ für niedrige und für mittlere Einkommen**, das relativ zügig eingeführt werden könne, weil die Strukturen bereits bestehen.

Mehr als 100 Millionen Euro teuer

Das Berliner Entlastungspaket wird nach vorläufigen Schätzungen rund 105 Millionen Euro kosten und **dürfte damit den ohnehin schon klammen Haushalt noch zusätzlich belasten.** Die Metropole hat im ersten Halbjahr zwar einen Überschuss von rund 2,3 Milliarden Euro erwirtschaftet, aber der Finanzsenator hält diese günstige Situation nicht für eine dauerhafte Entwicklung. Im Länderfinanzausgleich ist die **Hauptstadt** jedenfalls nach wie vor **größter Empfänger von Transferleistungen.**

Mit der Entscheidung für ein schnelles Anschlussticket setzt Berlin zugleich ein deutliches Signal für die anstehende Sonderkonferenz der Verkehrsminister am kommenden Montag. Auf dieser Sitzung wollen Bund und Länder erstmals zusammen über die umstrittene Finanzierung für ein bundesweites Deutschlandticket sprechen. Beim letzten Treffen der Verkehrsminister blieb Bundesverkehrsminister Volker Wissing (FDP) mit der Begründung außen vor, die Länder wollten sich zunächst einmal auf eine eigene Linie verständigen. Dies ist damals allerdings nicht gelungen: Während der Großteil der Länder Gesprächsbereitschaft in der Frage zeigt, **verweigern Länder wie Brandenburg und Bayern eine finanzielle Beteiligung vollständig.**

Seither ist allerdings weiter Bewegung in das Thema gekommen. Im dritten Entlastungspaket hat die Bundesregierung erstmals konkrete Summen genannt: 1,5 Milliarden Euro will der Bund beisteuern, um ein bundesweites digitales Ticket zu ermöglichen – allerdings nur unter der Bedingung, dass die Länder mindestens 1,5 Milliarden Euro dazugeben. Sind diese dazu bereit, **könnte von Januar an ein Nachfolgeticket zwischen 49 und 69 Euro im Monat eingeführt werden**, heißt es in dem Papier der Ampelregierung. Der konkrete Betrag, der für die Attraktivität des Angebots von entscheidender Bedeutung ist, hängt damit von der Beteiligung der Länder ab. Unter ihnen stößt das auf wenig Gegenliebe. Gut möglich, dass Berlin deshalb eine Vermittlerrolle zukommt. „Ich mache mich jetzt an die nächste große Aufgabe“, sagte Jarasch, „mit dem Bund und den anderen Ländern ein dauerhaftes bezahlbares Nachfolgeticket zu verhandeln.“

16 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/16/opinion/nuclear-power-still-doesnt-make-much-sense.html>

FARHAD MANJOO

Nuclear Power Still Doesn't Make Much Sense

Sept. 16, 2022, 5:00 a.m. ET



Plant Vogtle nuclear energy facility in Waynesboro, Ga. Credit...Michael Holahan/The Augusta Chronicle, via Associated Press

By [Farhad Manjoo](#)

Opinion Columnist

Whenever I write about the [plummeting costs and growing capabilities](#) of wind power, solar power and batteries, I'm usually met with a barrage of radioactive responses from the internet's overheated nuclear reactors — [social-media-savvy environmental activists](#) who insist that nuclear power should play a leading role in the world's transition away from fossil fuels.

The sun doesn't always shine and the wind doesn't always blow, they point out, but nuclear power plants produce carbon-free energy day and night, rain or shine. Their argument that nuclear power is unfairly maligned has been bolstered by Russia's invasion of Ukraine; Germany, [which shut down](#) many of its nuclear plants in the past decade while [building natural gas pipelines to Russia](#), now faces a deep energy crunch. It has [had to burn more coal](#) to keep the lights on.

I'm not a never-nuke, but I've had my doubts about atomic power. Still, I wanted to keep an open mind. So last week I flew to London to attend the [World Nuclear Symposium](#), an annual conference put on by the nuclear industry's global trade group, the World Nuclear Association. I heard an earful from industry executives, analysts, lobbyists and government officials who are giddy about nuclear power's prospects for powering the world of tomorrow.

I'll give the pronuclear folks this: They do make a good case that nuclear has gotten a too-bad rap. Nuclear power is relatively safe, reliable and clean; compared to the planetary destruction wrought by fossil fuels, nuclear power looks like a panacea. Patrick Fragman, the C.E.O. of the large American nuclear manufacturer Westinghouse, said his industry had to “unwind **decades of brainwashing of public opinion in many countries**” about the dangers of nuclear power.

But the argument for significantly ramping up the production of nuclear power — **especially in places where overall energy consumption isn't growing, like in the United States and Europe** — falls short. That's because the nuclear industry has long been hobbled by two problems that its boosters can't really wish away: **Nuclear is far slower to build than most other forms of power, and it's far more expensive, too.** And now there is a third problem on the horizon. As [battery technology](#)

[improves](#) and the price of electricity storage plummets, nuclear may be way too late, too — with much of its value eclipsed by cheaper, faster and more flexible renewable power technologies.

In order to limit global warming to 1.5 degrees Celsius above preindustrial levels — the goal [set in the Paris Agreement](#) to avert the worst effects of global warming — experts say that we need to reduce global carbon dioxide emissions to a [net of zero by 2050](#). Responding to such a climate emergency with nuclear power is like calling on a sloth to put out a house fire. The 63 nuclear reactors that went into service around the world between 2011 and 2020 took [an average of around 10 years to build](#). By comparison, solar and wind farms can be built in months; [in 2020 and 2021 alone, the world added 464 gigawatts of wind and solar power-generation capacity, which is more power than can be generated by all the nuclear plants operating in the world today](#).

The nuclear industry has been notorious for cost [overruns and delays](#). The only nuclear reactors under construction in the United States — [a Westinghouse project at the Plant Vogtle power station in Georgia](#) — were started in 2013 and projected to be finished [in 2017](#). They are still not done — and an initial budget of \$14 billion [has more than doubled to over \\$28 billion](#). In 2017, [utilities in South Carolina canceled two reactors](#) midway through construction after cost projections ballooned from \$11.5 billion to more than \$25 billion.

[And after all this build time, you get a very expensive source of energy](#). In a common energy-industry measure known as “levelized cost,” nuclear’s minimum price is about [\\$131 per megawatt-hour](#), which is at least twice the price of natural gas and coal, and four times the cost of utility-scale solar and onshore wind power installations. And the high price of nuclear power doesn’t include its extraneous costs, such as the staggering price of disasters. Cleanup and other costs for the 2011 Fukushima disaster, caused by an earthquake and a tsunami off the Japanese coast, may [approach a trillion dollars](#).

Nuclear boosters say that these problems can be solved. There was much talk at the conference about streamlining regulations and reducing costs and build times by constructing smaller, more advanced and less disaster-prone reactors. [Once we start building more, the industry will start seeing the benefits of scale and efficiency, several industry insiders told me](#).

“The best way to become good at building nuclear power plants is to build nuclear power plants,” said Sama Bilbao y León, the director general of the World Nuclear Association. John Kotek, an executive at the Nuclear Energy Institute, the industry’s American trade group, pointed out that the U.S. Navy builds nuclear-powered submarines and aircraft carriers in a matter of years — suggesting that quick build times for small reactors could be doable.

[Perhaps](#). But the much-vaunted [small reactors](#) are still novel, [mainly untested](#) technology. In another era, it may have been worth taking a gamble on these systems in order to avert climate disaster.

But Mark Jacobson, a professor of civil and environmental engineering at Stanford and a longtime proponent of renewable energy, told me that [such a bet makes less sense today, when wind and solar power keep getting better — because any new money put in nuclear is money you aren’t spending on renewable projects that could lower emissions immediately](#).

There’s an opportunity cost “of waiting around for a nuclear reactor to be built when you could have spent that money on wind or solar and got rid of emissions much faster,” Jacobson said. This cost may be particularly onerous [when you consider the rapid advancement in battery technology, which can help address the main shortcoming of renewable power: its intermittency](#). The price of lithium-ion batteries has dropped by about [97 percent](#) since they were introduced in 1991, and prices are projected to [keep falling](#).

Jacobson is one of several researchers who have argued that such advances will render nuclear power essentially obsolete. [As we build more renewable energy systems — onshore and offshore](#)

wind, solar power everywhere — and improve technologies to store energy (through batteries and [other ideas](#)), wind and solar can meet most of our energy needs, says Jacobson. In a 2015 paper, he argued that the world can be powered [through renewable energy alone](#). His findings have been [hotly disputed](#), but other [researchers](#) have come to similar [conclusions](#).

On the other hand, **[the International Energy Agency's projections for reaching net-zero energy still rely on nuclear](#)**. The agency says that nuclear capacity will need to double by 2050, with two-thirds of that growth occurring in developing economies. Still, even with nuclear's doubling, the I.E.A. says nuclear power will contribute less than 10 percent of global electricity in 2050; over the same period, the agency says renewable generation will grow eightfold, contributing 90 percent of electric power in 2050.

Clearly, then, nuclear's problems don't mean we should shut down all nuclear plants; existing plants are quite valuable in our energy mix as we ramp up solar and wind. And in places like China, India and other regions where demand for energy is growing, new nuclear plants may have a big role to play — and if the small, advanced reactors become viable, perhaps we'll see some of those, too.

But it's unlikely that nuclear can play anything close to a dominant role; its share of electricity production is quite likely to fall over time.

Which isn't really a surprise. A quick glance at daily headlines suggests nuclear power is plagued by too many problems for comfort. I landed in London at around the same time that international energy regulators were [making emergency plans for maintaining the safety](#) of Ukraine's Zaporizhzhia nuclear plant, which had come under shelling from Russian troops. In South Korea, operators of the Kori nuclear power plant [were cutting production](#) in anticipation of a massive typhoon. And this summer in France, which gets about 70 percent of its electricity from nuclear power, [plant operators had to cut production](#) because hot weather had raised the temperature of river water used to cool the reactors — kind of a big problem on a planet that keeps heating up.

Tyson Slocum, the director of the energy program at the advocacy group Public Citizen, summed up these problems neatly: **“Nuclear power has simply been eclipsed,”** he said. **“It was an incredible zero-emission resource for its day. But for much of the energy system today, that day has long passed.”**

16 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/woke-linke-realitaetsverweigerung-fuer-fortgeschrittene-ld.1701794>

Realitätsverweigerung für Fortgeschrittene – radikale Linke weigern sich, islamistische Verbrechen als das zu bezeichnen, was sie sind

Nach homophob motiviertem Terror fallen radikale Linke regelmässig mit der Verbreitung von Fake News und politisch motivierten Verleumdungen auf. Medien und Behörden, die eigentlich aufklären sollten, helfen ihnen dabei.

Lucien Scherrer

15.09.2022, 05.30 Uhr



Regenbogen-Symbole erinnern an eine Bluttat: Am 25. Juni 2022, ein Tag vor der Pride-Parade, verübt Zanier M. ein Attentat auf die Besucher einer Bar in Oslo. Olivier Morin / AFP

Es ist gegen 1 Uhr nachts, als Zanier M. mit einer Sporttasche vor der Bar «Per pa Hjørnet» auftaucht. Er zieht eine Waffe, erschießt zwei Menschen, zieht weiter zur «London Bar», dem ältesten Schwulenkclub von Oslo, wo sich die Gäste auf die Pride-Parade vom nächsten Tag einstimmen. Dort schießt er erneut um sich. Am Ende seines Terrorakts hat Zanier M. einen Familienvater und einen 60-jährigen Homosexuellen getötet sowie 21 Personen verletzt, 10 davon schwer.

Was sich in der Nacht vom 25. auf den 26. Juni dieses Jahres zugetragen hat, ist mittlerweile fast wieder vergessen. **Tödliche Angriffe auf Homosexuelle und queere Personen sind in Europa keine Einzelfälle mehr.** Erschreckend ist nicht nur die Gewaltbereitschaft, sondern auch die Reaktionen auf solche Taten. Sie zeigen, wie weit sich auch **Teile der vermeintlich aufgeklärten Linken in eine Parallelwelt zurückgezogen haben, in der gewisse Fakten keine Rolle mehr spielen.**

Terror kommt in ihrer Welt immer von rechts

Dabei geht es nicht um Spinner, die Kondensstreifen für giftige Chemtrails halten und Bill Gates als Vorsitzenden einer geheimen Weltregierung identifiziert haben. Es geht um Leute, die in Parlamenten sitzen, Parteien leiten, an Universitäten lehren, medial gewandt sind – und sich selber für «woke», also wachsam und fortschrittlich halten. **Die deutsche Bundestagsabgeordnete und Grünen-Vorsitzende Ricarda Lang etwa erklärte nach dem Terrorakt von Oslo, dieser sei der «globalen Rechten» zuzuordnen.**

Ähnliche Gedanken trieben auch die Schweizer SP-Nationalrätin Tamara Funicello um, die in ihrer Partei zum radikalverbale Flügel gehört. In ihrer Kolumne in der «Sonntags-Zeitung» interpretierte sie das Attentat als Ausdruck eines weltweiten «Rechtsrutschs», einer

«Diskursverschiebung» zuungunsten von Frauen und Minderheiten. Ihr Fazit: «Jedes Mal, wenn jemand <woke> schreit und damit den Kampf für die Rechte von Minderheiten abwertet, wird der Boden vorbereitet für einen Anschlag wie jener von Oslo.»

Wer die von ihr unterstützte «Woke»-Bewegung kritisiert, so suggeriert Funicello, schürt Terror – als wäre jeder, der sich über Gendersternchen aufregt, ein geistiger Amokläufer. Worauf Ricarda Lang und Tamara Funicello ihre wie Gerichtsurteile vorgetragenen Schuldzuweisungen stützten, bleibt offen.

«Emma» ist schuld, wenn ein Kampfsport-Schläger tötet

Funicellos Kolumne ist erst am 3. Juli erschienen. Zu diesem Zeitpunkt hatten Medien und Polizeibehörden schon einiges über den politischen und sozialen Hintergrund des mutmasslichen Mörders berichtet. **Zanier M. ist ein Norweger iranischer Herkunft, der dem Geheimdienst schon länger als islamistischer Sympathisant bekannt war.** Er war wegen Körperverletzung und illegalem Waffenbesitz **vorbestraft. Ein Freund von ihm postete wenige Tage vor dem Terrorakt ein Bild einer brennenden Regenbogenflagge, und er rief zur Tötung von Homosexuellen auf.**

Dass Homosexuelle von Islamisten und manchen muslimischen Jugendlichen genauso verachtet werden wie von Rechtsextremen und gewissen Fussball-Ultras, ist schon lange bekannt. **Der Attentäter, der 2016 in Orlando 49 Menschen in einem queeren Nachtclub tötete, war ein Islamist. Gleiches gilt für den Syrer, der 2021 in Dresden ein schwules Paar mit einem Messer attackierte und einen der beiden Männer tödlich verletzte.** Aber das spielt für manche Politikerinnen offensichtlich keine Rolle. Lieber verbreiten sie, wie Lang und Funicello, Fake News und Verschwörungstheorien über angebliche Drahtzieher im Hintergrund.

Als ein Passant kürzlich in Münster lesbische Frauen beschimpfte und den Trans-Mann Malte C. zu Tode prügelte, reagierten woke Linke nach dem gleichen Muster: Schuld, so verkündeten sie, seien «transfeindliche» Feministinnen wie die «Emma»-Gründerin Alice Schwarzer oder die Biologin Marie-Luise Vollbrecht, die ein Klima des Hasses schaffen würden (unter anderem bestreiten Schwarzer und Vollbrecht, dass der Penis ein potenziell weibliches Geschlechtsorgan ist, was Aktivisten als Hassrede betrachten). Demokratinnen wurden so kurzerhand zu Mordgehilfinnen gemacht.

Was rechts ist, bestimmen linksradikale Aktivisten

Urheber dieser Behauptungen waren unter anderem ein Mitarbeiter der ARD-«Tagesschau», die Autorin Katja Diehl sowie der Queer-Bundessprecher der Partei Die Linke, Frank Laubenburg: Dieser forderte für die genannten Frauen nicht näher definierte «Konsequenzen». Dabei stellte sich auch nach diesem Verbrechen schnell heraus, dass die Anschuldigungen einzig dazu dienten, politische Gegner zu diffamieren. **Der Täter ist ein einschlägig vorbestrafter Kampfsport-Schläger, der aus Tschetschenien stammt – einem Land, in dem Homosexuelle verfolgt und getötet werden. Ein Zusammenhang zwischen dieser Tatsache und dem Mord an Malte C. ist zumindest naheliegender als eine Radikalisierung aufgrund von obsessiver «Emma»-Lektüre.**

Diese Realitätsverweigerung ist für woke Ideologen jedoch nur konsequent. In ihrer Weltsicht gibt es Kollektive von Unterdrückern und Unterdrückten, die sich nach Hautfarben und Religionen

einteilen lassen. Unterdrücker sind demnach weiss, rechts, christlich oder jüdisch. Was weiss und rechts ist, definieren die woken Aktivisten selber. Wer sie kritisiert, ist rechts und faschistisch, bereitet den Boden für Terror wie in Oslo und hat damit auch seine Rechte verwirkt.

Westliche Gesellschaften, auch die israelische, sind aus Sicht vieler Woker strukturell derart sexistisch und rassistisch, dass ihr «System» zerstört werden muss. **Um dieses Weltbild zu bewahren, braucht es Verleumdungs- und Verdrängungskünste, die für Aussenstehende absurd, für Eingeweihte aber notwendig sind. Das zeigt gerade der Umgang mit homofeindlichen Gewalttaten, die von Islamisten und Männern aus islamischen Kulturen ausgehen.** Weil angeblich alle Muslime Unterdrückte sind, muss diese Gewalt aus woker Sicht ignoriert, verharmlost oder umgedeutet werden.

Das geht so weit, dass linke und queere Aktivisten nach Terrorakten gemeinsam mit Funktionären der Muslimbruderschaft gegen «Hass» protestieren. Manche glauben gar, dass in einem von Israel «befreiten» Palästina ein LGBTQ+-Paradies geschaffen werde – und **marschieren, wie jüngst in Berlin, neben Palästina-Aktivisten, die weder ein Problem mit dem Antisemitismus noch mit dem Schwulenhass der Hamas haben.**

Der Täter? «Ein Mann»

Gefördert wird diese Ignoranz unter anderem von Wissenschaftlern, die selbst die frauen- und schwulenfeindlichsten islamischen Intellektuellen als gemässigte Konservative verharmlosen. Die **Universität Zürich** zum Beispiel hat auf ihrer Webseite einen Artikel über den ägyptischen Gelehrten Jusuf al-Karadawi veröffentlicht, einen Vordenker der Muslimbruderschaft, der mit seinen Büchern und Videos ein Millionenpublikum erreicht.* **Al-Karadawi, so erfährt man in dem Beitrag, «sieht den Ort der Frau in der Familie und lehnt Homosexualität strickt (sic!) ab – Vorstellungen, die uns von gewissen Parteien hierzulande durchaus vertraut sind».**

In Wirklichkeit vertritt al-Karadawi Ansichten, die in keinem Schweizer Parteiprogramm zu finden sind. **Der Gelehrte plädiert in seinen Schriften für die Züchtigung ungehorsamer Frauen, und er sinniert darüber, ob man Homosexuelle nur auspeitschen oder gleich hinrichten soll, wie das in islamischen Ländern wie Iran üblich ist.** Doch die Frage, ob es einen Zusammenhang geben könnte zwischen derartigen religiösen Schriften und jenen Migrantinnen, die in Grossstädten Homosexuelle angreifen, ist offensichtlich für viele westliche Politikerinnen weniger wichtig als die Sorge um die Aufrechterhaltung der eigenen Phantasiewelt.

Deshalb lösen sie, wie die deutsche Innenministerin Nancy Faeser kürzlich veranlasst hat, Arbeitsgruppen auf, die sich mit Islamismus befassen. Oder sie klagen über einen Rechtsrutsch, Diskursverschiebungen und «die Gesellschaft», die für all den Hass mitverantwortlich sei. **Der Staatsanwalt wollte im Fall Malte C. zunächst nichts über die Herkunft des Schlägers verraten. Sie spiele keine Rolle.** In Medienberichten, etwa bei der ARD, war anfänglich bloss von einem «Mann» die Rede. **Die «TAZ» berichtete in einem Artikel ausführlich über Hass gegen Transmenschen in Deutschland, verlor aber kein Wort über Islamismus.**

Diese vagen Andeutungen und Appelle an die Gesellschaft sind ganz im Sinne von radikalen Aktivisten, weil der ideologische Hintergrund des Täters im Dunkeln bleibt. **Als die «Bild»-Zeitung die Identität des Täters enthüllte, wurde sie sogleich beschuldigt, Hass und Islamophobie zu schüren. Statt aufdecken und benennen sollen Medien und Behörden verschleiern**

und ablenken. Wirkungsvolle Präventionsarbeit wird damit hintertrieben und unter Rassismusverdacht gestellt.

Die jüngsten Gewalttaten scheinen jedoch zumindest teilweise einen Lernprozess ausgelöst zu haben. Die Grüne Ricarda Lang, die den Terrorakt von Oslo zunächst reflexartig als rechts einstufte, schrieb später: «Islamismus tötet – das hat #Oslo auf schmerzlichste Weise erneut gezeigt. Hass auf LGBTIQ ist fester Bestandteil des Islamismus.» Die «Sonntags-Zeitung» dagegen hat die Behauptungen von Tamara Funicello bis heute weder eingeordnet noch korrigiert.

16 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/16/438800-la-dette-la-troisieme-bombe-a-retardement>

16 septembre 2022

La dette : la troisième bombe à retardement

Claude Goudron

Faute d'une politique de désendettement, l'État été obligé d'emprunter pour rembourser cette dette ce qui en soi est déjà une aberration.

C'est un sujet que j'ai déjà traité plusieurs fois et qui remonte à un audit de la dette française demandée en 2005 par Thierry Breton ministre des Finances sous le gouvernement de Jacques Chirac à l'ancien responsable de la BNP Michel Pébereau.

La situation en 2005

Le rapport, publié en 2006, indique un endettement de 1200 milliards d'euros mais il ne tient pas compte des dettes dites hors bilan qui incluent les engagements de l'État en ce qui concerne les retraites des fonctionnaires, les déficits des entreprises d'État et les cautions et engagements divers garantis par celui-ci.

Pébereau donne alors une fourchette qui se situerait entre 1200 et 4000 milliards et démontre la méconnaissance, à l'époque, de l'endettement réel du pays.

En ne prenant en compte que la dette officielle de 1200 milliards j'avais pu constater que ce chiffre était difficilement appréhendable par le citoyen lambda sauf à dire, comme d'ailleurs pour toute somme dépassant le milliard d'euros, que c'est beaucoup d'argent.

Pour faire comprendre le degré d'endettement du pays il fallait choisir une autre unité de compte plus significative, j'ai donc choisi la Twingo qui était à l'époque la voiture à la mode (vendue approximativement 10 000 euros) construite cette année 2005 à 130 000 exemplaires.

Une simple division indiquait que l'endettement du pays correspondait à 120 millions de Twingo. En ramenant le chiffre en années de production on arrive à presque 1000 années de production au rythme de fabrication de l'époque.

La situation en 2022

La dette officielle de bientôt 3000 milliards atteint, avec le hors bilan. C'est donc l'équivalent de plus de 3000 ans de fabrication d'un véhicule identique, voire 7000 ans en tenant compte du hors bilan.

Il n'est pas difficile de comprendre que cette situation est inacceptable pour un pays qui par ailleurs veut faire la morale au reste du monde.

La France est dans la position d'un drogué qui ne parvient pas à se sevrer. La dette est sa drogue et chaque président renvoie au prochain la décision de suivre une cure.

Il faut voir dans la dette **deux problèmes**.

Le premier, souvent occulté est le remboursement du capital. En effet, il est question exclusivement des intérêts comme si c'était le seul problème. Dans une entreprise un endettement supérieur à 33 % des fonds propres est considéré par un banquier comme une limite acceptable.

En considérant que l'ensemble des Français est cautionnaire de la dette de la France son équivalent fonds propre sera son patrimoine estimé à environ 14 000 milliards. Si on considère l'ensemble de la dette d'État, le taux d'endettement est alors de 50 % soit, comme l'annonçait François Fillon, **un État en quasi faillite.**

Le deuxième problème, qui devrait exploser à court terme, c'est **la charge de la dette**, c'est-à-dire **les intérêts à rembourser chaque année.** Jusqu'à 2021, grâce à une inflation maîtrisée depuis les années 1990, ils ont été importants mais supportables.

Après avoir été en territoire négatif ces dernières années nous avons cru qu'après une première décrue la charge de la dette allait rester à ces niveaux pour encore de nombreuses années. Je n'ai eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme sur l'inconscience de nos dirigeants qui restaient persuadés que les taux n'évolueraient qu'à la marge.

Faute d'avoir assaini l'endettement lorsque la conjoncture le permettait, et à l'inverse de tous les pays européens, à l'exception de l'Italie qui a néanmoins réagi tardivement, les gouvernements français ont continué leur fuite en avant qui mène le pays dans le mur.

En effet tous les économistes savent que **un point de taux d'intérêt coûtera à terme 40 milliards supplémentaires par an !**

Le taux à 10 ans étant passé en une année de négatif à plus de 2 % il est clair que nos financeurs ajusteront prochainement leur taux, sachant qu'ils sont majoritairement étrangers, aucun cadeau ne nous sera fait.

On peut donc s'attendre à un poste budgétaire qui dépassera largement les 100 milliards à la fin de la décennie, soit deux à trois fois le budget défense.

Le compte à rebours a commencé

Faute d'une politique de désendettement, l'État été obligé d'emprunter pour rembourser cette dette ce qui en soi est déjà une aberration. **Il va devoir passer un cap supérieur en empruntant cette fois-ci pour pouvoir payer les seuls intérêts de cette dette.**

Chacun sait que ça ne peut que mener notre pays à la faillite et dans ce cas-là plus aucun créancier ne **prêtera avec comme premier effet l'incapacité d'honorer les salaires des fonctionnaires à partir de septembre** puisque c'est le cas depuis de nombreuses années.

Le pays se dirige donc tout droit vers un scénario à la grecque, le FMI, la BCE et l'Europe imposeront, avec raison les réformes qui n'ont jamais été entreprises.

La première est la réduction d'un tiers du nombre de fonctionnaires, soit deux millions, chiffre que j'avance depuis des années et qui correspond aux capacités de financement de leur salaire jusqu'au 31 décembre de chaque année.

Ces mesures seront accompagnées d'autres tout autant violentes comme **la baisse de toutes les aides d'État et la réorganisation de toutes les administrations.**

Conclusion

Chacun sait que ces réformes sont indispensables et urgentes.

Faute de les avoir anticipées et appliquées progressivement **comme l'a fait l'Allemagne** depuis le début des années 2000, c'est par la force qu'elles seront imposées et c'est peut-être la meilleure des choses qui puisse nous arriver.

C'est la survie de notre pays qui est en jeu et donc celui de l'Europe.

16 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/retraite/retraites-les-grandes-inegalites-des-tres-chers-regimes-speciaux-20220915>

Retraites: les grandes inégalités des très chers régimes spéciaux

Par [Marie-Cécile Renault](#)

Publié hier à 20:56, mis à jour hier à 20:56



Le 24 décembre 2019, des danseuses de l'Opéra de Paris s'étaient produites devant le Palais Garnier pour dénoncer le projet du gouvernement de refondre le système de retraites. *STEPHANE DE SAKUTIN/AFP*

DÉCRYPTAGE -Ils ont commencé à être réformés. Mais les évolutions ont été acquises au prix de concessions.

Qu'est devenue la réforme des régimes spéciaux? Emmanuel Macron, les jugeant «*injustes*», avait promis leur suppression dans sa précédente réforme des retraites de 2018. C'était d'ailleurs l'une des rares mesures populaires dans l'opinion, une majorité de Français (53 %) étant favorables à leur disparition selon un sondage Ifop. À la veille des élections 2022, le candidat Macron jugeait toujours que «*les régimes spéciaux ne conviennent plus à la réalité du pays*» et proposait d'en sortir et passer à «*trois grands régimes*»: un pour les salariés du privé, un pour les fonctionnaires et un pour les indépendants.

Pour ne brusquer personne, il prévoyait d'appliquer la fameuse clause du «grand-père», où seuls les nouveaux entrants voient les règles changer. C'est ce qui a été adopté lors de la réforme de la SNCF: depuis le 1^{er} janvier 2020, le groupe cesse de recruter au statut «maison», et les nouveaux agents sont affiliés au régime général. Mais cette méthode prend du temps: d'après la Direction du budget, le régime spécial de la SNCF devrait s'éteindre... vers 2120.

En attendant, une dizaine de régimes spéciaux, souvent héritage du passé, demeurent. Les plus importants sont ceux de la SNCF, la RATP, d'EDF et des autres industries électriques et gazières (CNIEG). Mais ils concernent aussi des petits régimes historiques comme ceux des marins, des mineurs, des religieux, des clercs et employés de notaires, des ouvriers de l'État, de la Banque de France, de l'Opéra de Paris, ou encore de la Comédie-Française.

Les pensions les plus élevées

Les salariés de ces régimes spéciaux perçoivent les pensions les plus élevées, soit 2500 euros bruts par mois en moyenne fin 2020, contre 1510 euros pour la moyenne des retraités, loin devant les salariés (1380 euros), les fonctionnaires d'État (2270) ou les professions libérales (2340), selon le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR). Ils sont aussi parmi ceux qui partent le plus tôt.

Même si l'âge moyen de départ est en hausse depuis dix ans dans les régimes spéciaux, il reste significativement inférieur à 60 ans: autour de 56 à la RATP, 57 ans à la SNCF, 58 ans à la CNIEG, contre environ 63 ans pour les salariés du privé, selon la Cour des comptes.

Subventions de l'État

Le problème est que cette générosité est financée, non pas tant par les cotisations des salariés, mais en grande partie par une subvention d'équilibre versée par l'État, soit 6 milliards d'euros en 2022. *«C'est le cas de la RATP et de la SNCF pour lesquels cette part représente au moins 60 % des ressources, et surtout du régime des mines dont 81 % des ressources proviennent de subventions, notamment pour pallier une situation démographique très défavorable»*, indique le COR.

Les recettes fiscales - en l'occurrence la contribution tarifaire d'acheminement (CTA) payée par tous les consommateurs - représentent également une ressource majeure pour la CNIEG (21 % des recettes), une autre part importante (38 %) provenant de transferts de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) et du régime complémentaire des salariés (Agirc-Arrco) dans le cadre de l'adossement de la CNIEG à ces régimes en 2005.

Certes, les régimes spéciaux ont commencé à être réformés. Mais les évolutions ont été acquises au prix d'un étalement significatif de leurs effets dans le temps et d'un accompagnement généreux pour garantir leur acceptabilité sociale. *La réforme de 2008 (sur la durée d'assurance) est entrée en vigueur avec un décalage de 4,5 ans par rapport à la fonction publique et 14,5 ans par rapport au régime général. Pour eux, le relèvement de deux ans de l'âge légal de départ décidé en 2010 ne sera totalement effectif qu'en 2024, contre 2017 pour les autres régimes.*

16 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/15/frances-president-emmanuel-macron-gets-back-to-work>

Europe | A budget battle looms

France's president, Emmanuel Macron, gets back to work

Despite an energy crisis and a lost majority, he hopes to revive reforms



Sep 15th 2022 | PARIS

By september 2017, just months after he was elected for the first time, Emmanuel Macron had already passed controversial decrees designed to loosen up the French labour market. These helped the economy create jobs and bring down unemployment to its lowest level for 14 years, embodying the president's early reformist zeal. Today, five months after Mr Macron's re-election, that breezy can-do spirit has faded. The president's demeanour is often sombre, his mode crisis-management. The question now is whether Mr Macron can revive his reformist vigour and complete unfinished business from his first term.

The president's darker note is scarcely surprising. He was re-elected in April amid war in Europe. The inflationary consequences of Russia's bloody invasion of Ukraine, and the subsequent sanctions, are being felt in France as elsewhere. This summer Mr Macron told the French to prepare for a harsh winter, calling it the "price of our freedom".

Yet his hands are also tied in new ways. In his first term Mr Macron enjoyed a robust parliamentary majority. When policymaking stalled, it was usually due to protests on the street, not the opposition benches. Today, after big losses at elections in June, Mr Macron's party and its centrist allies are 40 seats short of an absolute majority. He is having to make do with a minority government.

So far this has complicated, rather than blocked, law-making. In August parliament passed a cost-of-living package worth a hefty €64bn (\$64bn) in two separate bills, despite the hostility of the biggest opposition bloc and rowdy late-night debates. Most members of Jean-Luc Mélenchon's left-wing alliance, nupes, voted against both bills, arguing that the measures were inadequate. They passed thanks to support from the centre-right Republicans. "A culture of compromise is being built. That's what the French asked for," said Elisabeth Borne, the prime minister.

Up to a point. By re-electing Mr Macron, but depriving him of a majority, French voters seemed to be asking for a different governing style: more consensus-seeking, and less top-down. Ministers have been forced to consult and cajole. The national gaze has shifted to parliamentary debates. The business of forging compromise and seeking support in the chamber has put a fresh spring in many a deputy's step. "It's actually very positive for French democracy," argues Benjamin Haddad, one of Mr Macron's new deputies.

Yet in reality France's minority government has not been fully tested. To vote for public spending in order to subsidise energy bills is one thing. To lend the government support for controversial reforms that voters dislike will be quite another. The real test in the coming months will be over three items: the 2023 budget, due to be presented to cabinet on September 26th; a reform of unemployment benefits; and a promised pension reform.

Already the Republicans have said that they will not vote for the budget. The party elects a new leader in December, and no candidate wants to be seen as a Macron lackey. nupes has made its *raison d'être* opposition to anything Mr Macron comes up with. Marine Le Pen, whose nationalist party voted for one of the cost-of-living bills, says she may well not back the budget either. The government has not ruled out resorting to an emergency constitutional provision, known as 49-3, in effect threatening a fresh election unless it gets its way.

The toughest test of all, though, will be pension reform. Having shelved a previous proposal due to the pandemic, Mr Macron campaigned this year on a pledge to raise the legal pension age from 62 years to 64 or 65, before going quiet on the subject again. The unions, and nupes, reject the idea out of hand. Mr Macron's notion of retirement at 64, tweeted François Ruffin, a nupes deputy, is not about saving the system but "financing handouts for his rich friends".

Those who have seen the president recently say that Mr Macron is still determined to press ahead, despite recognising that this reform will "please nobody". He wants to base consultations on fresh dire warnings about the financing hole in the current system after 2027, and to put a new system in place by next summer. A self-described optimist, Mr Macron knows it will be tough. But he claims to be ready to take difficult decisions if need be, arguing that if you think you need unanimity to get things moving "you never do anything."

By and large, the president has so far concentrated on spending money to protect the French. The inflation rate in France is currently the lowest in the euro zone. Gas prices have been frozen, electricity price rises capped at 4% and petrol subsidised at the pump. Having ruled out raising taxes, Mr Macron has chosen to finance this with borrowing. **The government's budget deficit is forecast to remain at 5% in 2023, the same as this year.**

Yet, as one friend says, "risk-taking is in his dna." Mr Macron may not relish the idea of provoking a protracted fight over pension reform, let alone doing so without a majority. But he probably would not forgive himself if he did not try.

16 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/14/to-fix-americas-inflation-problem-the-federal-reserve-must-go-big>

Leaders | The perils of wishful thinking

To fix America's inflation problem, the Federal Reserve must go big

The odds that a painful recession can be averted look woefully long

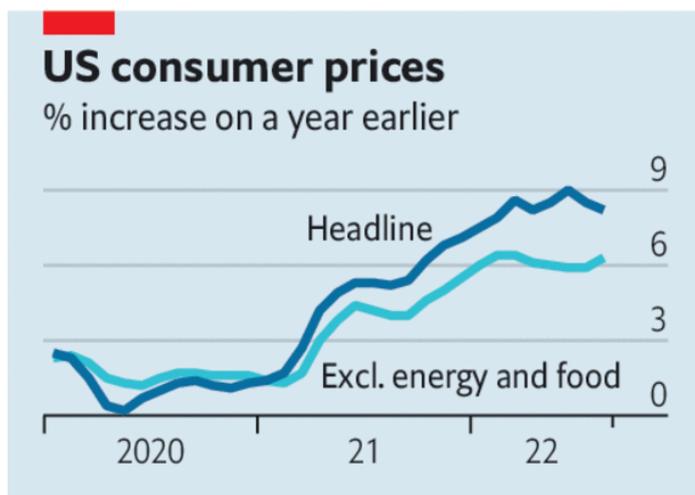


Sep 14th 2022

Over the summer a wild hope took hold among investors. Inflation seemed to be falling gently even as America's economy stayed in rude health. Perhaps the worst bout of inflation since the 1980s would be easily quelled, without interest rates rising much further or much economic pain. Now the dream has been dashed. Figures published on September 13th show that the [pace of underlying inflation](#) in August was fast and furious. Stockmarkets fell by the most since the early months of the pandemic; the price of junk bonds dropped; and short-term Treasury yields spiked. **America still has an inflation problem. To fix it, the Federal Reserve must go big.**

The good news is that America has been spared the worst of the [gas crisis](#) that is wreaking havoc in Europe. As Vladimir Putin has turned off the taps, inflation in some places has crossed into the double digits. **America does not rely on Russian energy.** Its inflation rate peaked at 9.1% in June and fell to 8.3% in August as oil prices eased. Prices of petrol at the pump have fallen for 13 consecutive weeks. That in turn has helped bring down consumers' expectations of inflation.

Strip out volatile food and energy prices, though, and underlying "core" inflation is still roaring. Prices rose at an annualised rate of 7.4% in August, exceeding economists' forecasts and well above the Fed's target for overall inflation of 2%. It is tempting to sift through the components of the inflation basket in an endeavour to find signs of cooling. At one point inflation was driven by stratospheric prices for second-hand cars and gummed-up supply chains, as locked-down Americans splurged on goods. These pressures have since eased. The increases today reflect a surge in the prices of some services, such as [housing](#), which could eventually slow down, too.



The Economist

Yet when underlying inflation has been this high for this long the simplest explanation is the most obvious, no matter what happens to individual components: **the economy is still overheating. The effects of generous fiscal stimulus, which stoked demand during the pandemic, linger today.** According to Goldman Sachs, a bank, households in aggregate are still sitting on more than \$2trn in excess savings accumulated during lockdowns, equivalent to 10% of annual gdp.

A tight labour market is buoying demand still further. **At 3.7% the jobless rate remains remarkably low;** there are still around two vacancies for every unemployed person. **The severe shortage of workers has led to heady wage growth, which in turn has sustained consumer spending.** By one gauge, median earnings in America are rising by 7% at an annualised rate, a pace not seen in at least the past two decades. **Whereas inflation in Europe should plunge as the energy shock fades, American inflation, rooted as it is in home-grown demand, is far stickier.**

The Fed's job is to set interest rates so that inflation reaches its target. With the economy still overheating, its work is far from done. Although the central bank has raised interest rates faster than in past tightening cycles, it has been so far behind the curve that every reminder of inflation's stickiness is jolting markets—the opposite of what good monetary policy is supposed to achieve.

Rather than continuing the cycle of tardiness and surprises the Fed should act in bigger increments, by bringing forward to this year the interest-rate rises it had planned for 2023. The odds that a painful recession can be averted, meanwhile, look **woefully long.** **Only in the rosiest of worlds will a mild rise in unemployment suffice to slow down price rises substantially.** The worst of the fight to tame inflation is yet to come.

16 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/15/vladimir-putins-war-is-failing-the-west-should-help-it-fail-faster>

Leaders | Getting the job done

Vladimir Putin's war is failing. The West should help it fail faster

Ukraine's friends should reinforce its success by sending more and better weapons



Sep 15th 2022

One of the many excuses Vladimir Putin has given for invading the country next door is that Ukraine and Russia are “one nation”, which should be united under his benign rule. “Do you still think that?” asked Ukraine’s president, as his troops swept thousands of Russian invaders from Kharkiv province this week. Volodymyr Zelensky’s triumphant sarcasm was justified. The [Kharkiv counter-offensive](#), which began on September 5th, marks the most dramatic Russian reversal since Mr Putin abandoned his effort to seize Kyiv, the Ukrainian capital, at the end of March.

Its significance is not just the liberation of 6,000 square kilometres of territory in a few days—more than Russia had gained in the previous five months. Nor is it Ukraine’s seizure of the tanks, guns and boxes of ammunition that the Russian soldiers left behind as they fled in disorder. Ukraine has also recaptured two transport hubs, Izyum and Kupyansk, which Russia needs if it is to complete its conquest of the Donbas region and integrate it into Russia. Mr Putin’s plans to stage phoney “referendums” on annexing occupied parts of southern and eastern Ukraine are now on hold, as Ukraine counter-attacks in both areas. Predictions in war are always risky, but the tide seems to have turned. Russia’s occupation is everywhere held in check, and Ukraine is gradually—and sometimes suddenly—rolling it back.

Ukraine’s battlefield advances rest on two pillars; materiel and men. In hardware it has an ever-increasing edge. America and other friendly states have sent it rockets with enough range and accuracy to shift the terms of engagement. Ukraine can see and reliably hit enemy ammunition dumps, command centres and logistics nodes far behind the front lines; Russia cannot. Russia’s supposed air superiority has been suppressed by mobile air defences. And whereas Russia is running down its stocks of weapons, Ukraine’s are growing both more plentiful and more powerful, as superior nato equipment replaces its old Warsaw Pact kit.

Ukraine’s manpower advantage is growing, too. Mr Putin’s original invasion force of 200,000 was never big enough to occupy Ukraine. (He imagined, apparently, that the Ukrainian opposition would obligingly collapse.) Russia’s losses have been terrible; by one estimate 70,000-80,000 of its soldiers have been killed or wounded. Despite raiding jails and offering huge bonuses, Mr Putin is struggling to replace them.

Ukraine, by contrast, has its entire adult male population to call on. Their morale is sky-high and, thanks partly to nato, they are well-equipped and increasingly well-trained. They will only gain in confidence as Russia falters. They are fighting for their homes and fellow citizens. Russia’s troops are fighting for a basket

of lies: that Ukraine is run by “Nazis”, that it poses a threat to Russia, that its people want to be “liberated” by Russia. Mr Putin could in theory order a general mobilisation and force many more young Russians into battle; but he knows this would be wildly unpopular, which is why he has not yet done it. Even if he did, it would take many months to recruit, train, equip and deploy the reluctant and terrified reinforcements.

Victory for Ukraine is not yet certain, but a path is discernible. Evicting Russia entirely from Ukraine will be hard. It will mean pushing it out of territory where it is far better dug in and organised than in Kharkiv. A general collapse of the Russian forces cannot be ruled out, but is improbable.

The West should, therefore, reinforce success. Ukraine has shown that it can use Western weapons to regain territory; the West should send better ones, such as longer-range *atacms* munitions for the *himars* launchers that have proved so effective, which it previously hesitated to supply. To avoid escalation, advanced *nato* weapons should not be fired into Russia; Ukraine will surely comply rather than alienate its arms supplier. It will also need a reliable flow of ammunition for future offensives and armoured vehicles to move forces fast. The West should also consider what Ukraine might need next year—and vastly expand the scale of training for Ukrainian troops abroad.

Momentum in war can be self-sustaining. If Ukrainians in occupied towns believe that the invaders are there to stay, some may eventually acquiesce or even collaborate. If they think the Russians will be booted out in a few months, they have the opposite incentive: resisters will expect to be on the winning side; collaborators, to be locked up. So the more stolen land Russia loses, the harder it will find it to hold on to the rest.

All the more reason for Europe to resist Mr Putin’s energy blackmail. Since he cut off Russian gas supplies, European governments have vowed to dig deep to prevent their citizens from freezing this winter, even as they scour the world for alternative energy supplies. You can quibble about the policy details, but the main thing is to maintain solidarity despite the pain.

Meanwhile, Mr Putin is suffering the first cracks in his carefully cultivated aura of invincibility. He has smothered most dissent, yet disquiet is being aired. Hawkish voices are criticising the conduct of the war. Ramzan Kadyrov, a fearsome Chechen warlord whose men have fought and terrorised Ukrainians, has called the situation on the ground “astounding”. A nationalist on Russian television suggested tactfully that Mr Putin had been badly advised. A few brave local politicians in Moscow and St Petersburg have even called for the man in the Kremlin to resign.

An old man’s delusions

Russia’s economy has weathered the sanctions better than expected, but it is slowly stagnating and the energy prices that benefited Russia have fallen. The West should try to drive a wedge between the regime and the Russian people. Western leaders should stress that their quarrel is with Mr Putin, not his subjects. Western countries should welcome Russian defectors, especially the most educated. Russians who serve the regime, by contrast, should be denied visas. With luck, Russia’s elite will eventually tire of isolation, as its security forces tire of being thrust into an unwinnable war by a tyrant with delusions of historical grandeur. Russia can end this conflict any time it chooses. But peace will not be on the terms Mr Putin originally envisaged.